



REINTEGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR : CARTOGRAPHIE DES ACTEURS, PROGRAMMES & PARTENAIRES POTENTIELS

MALI – ANNEXES

ALTAI CONSULTING POUR LE FFU – 2023



Financé par
l'Union européenne



TABLE DES MATIERES

1.	LISTE DES ACTEURS RENCONTRES.....	4
2.	FICHES PARTENAIRES.....	7
2.1.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers	7
	PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC	7
	Fiche Partenaire 1 : CFP Missabougou.....	7
	Fiche Partenaire 2 : CFP Sénou (CFPS).....	10
	Fiche Partenaire 3 : École Centrale pour l'Industrie, le Commerce et l'Administration (ECICA)	12
	Fiche Partenaire 4 : Centre Père Michel (CPM)	15
	Fiche partenaire 5 : Institut de Formation Professionnelle Industrielle (IFPI) de Kayes	17
	Fiche Partenaire 6 : Institut de Formation Professionnelle Tertiaire (IFPT) de Kayes	19
	Fiche Partenaire 7 : Atelier École de Kayes (AEK)	21
	Fiche Partenaire 8 : Centre de Formation Agropastorale (CFAP) de Kayes	23
	Fiche Partenaire 9 : Centre de Formation Professionnelle de Markala	25
2.2.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers	28
	Partenariats possibles avec des incubateurs.....	28
	Fiche Partenaire 10 : Donilab	28
	Fiche Partenaire 11 : Impact Hub.....	30
	Fiche Partenaire 12 : Createam	33
	Fiche Partenaire 13 : Jokkolabs	35
	Partenariats possibles avec des institutions publiques.....	37
	Fiche Partenaire 14 : Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ).....	37
	Fiche Partenaire 15 : Agence nationale pour l'emploi (ANPE).....	40
	Fiche Partenaire 16 : Agence pour la Promotion des Investissements (API)	43
	Partenariats possibles avec des ONG	45
	Fiche Partenaire 17 : Swisscontact	45
	Fiche Partenaire 18 : Agronome et Vétérinaire Sans Frontières (AVSF).....	47
	Fiche Partenaire 19 : GRDR - Migration-Citoyenneté-Développement	50
	Fiche Partenaire 20 : Agrivision Sahel	53
2.3.	Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la participation du secteur privé	56
	Partenariats possibles en vue de favoriser l'accès aux financements.....	56
	Fiche Partenaire 21 : Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA).....	56
	Fiche Partenaire 22 : BAOBAB	58
	Fiche Partenaire 23 : Zira Capital.....	59
	Fiche Partenaire 24 : Mali Angel	60
	Fiche Partenaire 25 : FADEV	61
	Autres acteurs clés intervenant en faveur de l'intégration socio-économique des migrants de retour.....	63
	Fiche Partenaire 26 : Union des Ambassadeurs (UDA).....	63
	Fiche Partenaire 27 : West African Entrepreneurship and Innovation Foundation (WAEIF)	64
	Partenariats possibles en vue de la réintégration à court terme des migrants de retour par le salariat.....	66
	Fiche Partenaire 28 : Relation main d'œuvre (RMO)	66
	Fiche Partenaire 29 : FAMIB / CIRTIC	69
	Fiche Partenaire 30 : Société Africaine d'Études et de Réalisations (SAER-Emploi).....	71
	Fiche Partenaire 31 : BR Consulting	73
3.	PARTENARIATS POSSIBLES EN VUE DE LA REINTEGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR VULNERABLES.....	75
	Fiche Partenaire 32 : Croix Rouge Malienne.....	75
	Fiche Partenaire 33 : Caritas Suisse	77
	Fiche Partenaire 34 : ENDA Mali.....	80
	Fiche Partenaire 35 : Association des Maliens Expulsés (AME).....	82
	Fiche Partenaire 36 : COOPI.....	84
	Fiche Partenaire 37 : UNICEF	85
4.	FICHES ACTEURS	86
	Fiche Acteur 1 : Groupe Banque Mondiale	86

Fiche Acteur 2 : GIZ.....	89
Fiche Acteur 3 : Agence Française de Développement (AFD)	92
Fiche Acteur 4 : SNV	96
Fiche Acteur 5 : LuxDev	100
Fiche Acteur 6 : AECID.....	103
Fiche Acteur 7 : Coopération Danoise (DANIDA)	104
Fiche Acteur 8 : Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	106
Fiche Acteur 9 : Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	109
Fiche Acteur 10 : Food and Agriculture Organisation (FAO).....	111
Fiche Acteur 11 : Coopération Suisse	113
5. LISTE DES DOCUMENTS COLLECTES ET EXPLOITES	115

1. LISTE DES ACTEURS RENCONTRES

Les différents témoignages ont été recueillis sur consentement verbal et conformément aux principes de confidentialité et d'anonymat.

Type d'acteur	Organisation	Position	Date de la rencontre
Partenaire gouvernemental	Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE)	Chef de Département - Direction Générale	02/11/2022
Partenaire gouvernemental	ANPE	Chef de Département – Direction Coopération et Migration	02/11/2022
Partenaire gouvernemental	ANPE	Chef de service Migration	02/11/2022
Partenaire gouvernemental	Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine (MMEIA)	Conseiller spécial	07/11/2022
Partenaire gouvernemental	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	Directeur Général Adjoint	08/11/2022
Partenaire gouvernemental	APEJ	Coordinateur projet EJOM	08/11/2022
Partenaire gouvernemental	Ministère National de l'Artisanat	Directeur National	
Partenaire gouvernemental	Assemblée Permanente des Chambres des Métiers du Mali (APCMM)	Directeur	09/11/2022
Partenaire gouvernemental	Agence pour la Promotion des Investissements (API)	Directeur Guichet unique	09/11/2022
Partenaire gouvernemental	Ministère de l'Entrepreneuriat, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP) Direction Nationale de la Formation Professionnelle (DNFP)	Directeur	10/11/2022
Partenaire gouvernemental	MEFP Direction Nationale de l'Emploi (DNE)	Directeur	10/11/2022
Partenaire gouvernemental	Centre d'Informations et de Gestion des Migrations (CIGEM)	Conseiller	05/12/2022
Partenaire gouvernemental	Conseil Régional de Kayes	Secrétaire Général	09/11/2022
Partenaire gouvernemental	Conseil Régional Ségou	Secrétaire Général	20/11/2022
Partenaire gouvernemental	Conseil Régional Sikasso	Secrétaire Général	21/11/2022
PTF	DDC	Chargé programme Formation Professionnelle	02/11/2022

PTF	GIZ PAPSE	Coordinateur national et responsable de composante collaboration avec le secteur privé	03/11/2022
PTF	AFD	Directrice Pays	03/11/2022
PTF	AFD	Directeur Adjoint	03/11/2022
PTF	AFD	Chargé de Projets – Secteur Education - Formation Professionnelle – Emploi	03/11/2022
PTF	SNV	Chargée de suivi et évaluation	04/11/2022
PTF	SNV	Conseiller technique, emploi des jeunes et entrepreneuriat	04/11/2022
PTF	LuxDev	Directrice Pays	04/11/2022
PTF	PNUD	<i>Youth Entrepreneurship Project Officer</i>	07/11/2022
PTF	UNCDF	Coordinatrice pays	07/11/2022
PTF	Ambassade des Pays-Bas	Conseiller en développement et économie	07/11/2022
PTF	OIM	Responsable de cellule	09/11/2022
PTF	OFII	Directeur Pays	10/11/2022
PTF	Ambassade du Danemark	Première Secrétaire	10/11/2022
PTF	AECID	Chef de Coopération	17/12/2022
PTF	FAO	Chargé de Programme	01/12/2022
PTF	FAO	Cheffe de projet - renforcement de la paix et employabilité des jeunes	01/12/2022
PTF	Banque Mondiale	Chargé de projet	07/12/2022
PTF	Banque Mondiale	responsable du secteur privé	07/12/2022
Entreprise	CIEM	Coordinatrice	02/11/2022
Entreprise	RMO	CEO	08/11/2022
Entreprise	Cirtic	CEO	08/11/2022
Entreprise	Cofina	Chargé de Programme	14/11/2022
Entreprise	Banque Atlantique	Chargé de Programme	16/11/2022
Entreprise	BNDA	Chargé de Programme	17/11/2022
Entreprise	Baobab	Chargé de Programme	18/11/2022
Entreprise	Zira Capital	Directeur Général	09/12/2022
Incubateur - SAE	Donilab	Directeur	01/11/2022
Incubateur - SAE	CreaTeam	Chargé de Projet	03/11/2022
Incubateur - SAE	Impact Hub	Coordinateur	04/11/2022
Incubateur - SAE	Jokkolabs	Coordinateur	07/11/2022

Centre de formation professionnelle	CFP Missabougou	Directrice	01/11/2022
Centre de formation professionnelle	Donilab	Directeur	01/11/2022
Centre de formation professionnelle	CreaTeam	Chargé de Projet	03/11/2022
Centre de formation professionnelle	Impact Hub	Coordinateur	04/11/2022
Centre de formation professionnelle	Jokkolabs	Coordinateur	07/11/2022
Centre de formation professionnelle	Donilab	Directeur	01/11/2022
Centre de formation professionnelle	CreaTeam	Chargé de Projet	03/11/2022
Centre de formation professionnelle	Impact Hub	Coordinateur	04/11/2022
Centre de formation professionnelle	Jokkolabs	Coordinateur	07/11/2022
OSC	Agrivision Sahel	Coordinateur pays	02/11/2022
OSC	Enda	Directeur Régional Bamako	08/11/2022
OSC	Enda	Directeur Régional Koulikoro	08/11/2022
OSC	HCME	Secrétaire Exécutif	08/11/2022
OSC	AVSF	Directeur pays	10/11/2022
OSC	AME	Président	10/11/2022
OSC	Swisscontact	Directeur pays	11/11/2022
OSC	Croix Rouge Danoise	Délégué migration	12/11/2022
OSC	Union Des Ambassadeurs	Coordinateur	29/12/2022

2. FICHES PARTENAIRES

Les Fiches Partenaires listent les partenaires potentiels en mesure de participer à la réintégration des migrants de retour dans le cadre des prochaines phases de programmation de l'Union européenne. Elles ont été sélectionnées sur la base d'un ensemble de critères incluant :

- La qualité de l'accompagnement proposé mesurée par le taux d'insertion sur le marché de l'emploi des bénéficiaires de ces institutions ;
- L'adéquation des critères de sélection des bénéficiaires avec le profil des migrants de retour ;
- L'expérience de ces institutions dans l'accompagnement de publics vulnérables ;
- La disponibilité à court ou moyen terme de ces institutions à intégrer des migrants de retour dans leur programmation.

2.1. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers

PARTENARIATS POSSIBLES DANS L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

FICHE PARTENAIRE 1 : CFP MISSABOUGOU

CFP Missabougou	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	CFP public, rattaché à la mairie du district de Bamako
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> - Financement actuel : AFD (ACEFOR), OIM, GIZ (PAPSE) - Autres financements par le passé : LuxDev, Swisscontact, PNUD, FAFPA, APEJ, FASAM
Organisation et gouvernance	<p>Le Centre de Formation Professionnelle de Missabougou a été créé en 2006 et est rattaché à la Direction de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DEFP).</p> <p>Le centre propose deux principaux types de services :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Alphabétisation (2 à 6 mois) ; - Formation professionnelle. <p>Sur 5 hectares, le site dispose d'un hangar pour la menuiserie métallique, un hangar pour la mécanique auto, un hangar pour la teinture, un étang piscicole, un espace avicole, 15 ateliers de formation et 5 salles d'alphabétisation.</p>
Coût	<ul style="list-style-type: none"> - Volet alphabétisation : les frais d'inscription s'élèvent à 10.000 FCFA + 2.500 FCFA par mois. - Volet formation professionnelle : le coût de la formation varie entre 200.000 FCFA pour le maraichage et 345.000 pour la menuiserie. A cela s'ajoutent les frais d'infirmerie de 1.250 FCFA et 130.000 FCFA par mois pour les frais de transport et alimentation.
Profil des bénéficiaires actuels	Groupes vulnérables, jeunes non scolarisés et déscolarisés, y compris des migrants de retour.

Capacité totale (actuelle et à terme)	Au total, 2.299 apprenants ont été formés au sein du centre, parmi lesquels 925 filles. Le nombre d'apprenants inscrits pour l'année 2022/23 est d'environ 300 à 400.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	Le centre est bien implanté et connu des jeunes. LE CFPM dispose d'un site internet présentant les différentes activités. Un plan de communication a été développé mais aucun moyen n'est mis à disposition pour sa mise en œuvre.
Détails sur les formations	
Filières de formation	Le CFPM a choisi l'approche par compétence. Les filières proposées sont : <ul style="list-style-type: none"> - Mécanique auto : 13 mois - Construction-métallique : 12 mois - Menuiserie-bois : 13 mois - Coupe – couture : 7 mois - Électricité – bâtiment : 11 mois - Plomberie-sanitaire : 12 mois - Maçonnerie : 13 mois - Teinture : 12 mois - Transformation agro-alimentaire : 9 mois - Froid – climatisation : 12 mois - Électronique : 12 mois - Coiffure-esthétique : 11 mois - Animation en alphabétisation : 5 mois - Réparation des engins à deux roues - Aviculture : 14 mois - Maraîchage : 12 mois - Pisciculture (perspective)
Conditions d'entrée	Les critères d'admission sont : avoir plus de 15 ans, fournir un acte de naissance, fournir un certificat de nationalité, avoir un certificat du niveau d'éducation (si existant).
Types de formations	<ul style="list-style-type: none"> • Formation par alternance ; • Formation par apprentissage ; • Formation par perfectionnement ; • Formation à la carte.
Fréquence des cohortes	La fréquence des cohortes varie selon la durée des formations. Une nouvelle cohorte est lancée à la fin de chaque formation (environ une à deux cohortes par année, par filière).
Dominante (pratique ou théorique)	L'enseignement général représente 30 % et l'enseignement pratique 70% du volume d'heures total de chaque formation.
Alphabétisation	L'alphabétisation fait partie intégrante des formations proposées.
Curricula	Les curricula proposés sont fondés sur l'approche par compétence.
Formateurs	Plus de 50 formateurs exercent au sein du Centre, lesquels sont pour la plupart des professionnels.
Certification	Une attestation est remise à la fin de la formation. Ces attestations ne sont pas homologuées au niveau national.
Perdiem et taux de déperdition	Le taux de déperdition est faible. Les apprenants soutenus par des programmes financés par des PTF, dont les migrants de retour dans le cadre de l'IC UE-OIM, reçoivent une indemnisation pour les frais de repas et de déplacement.

Suivi post-formation	Le suivi post-formation est assuré par une cellule de réinsertion. Elle est composée de 9 membres, dont 3 permanents, et joue le rôle d'intermédiation entre les entreprises et les apprenants.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	68,67% en 2021, selon le centre. Chaque année la cellule d'insertion réalise une enquête auprès de la cohorte précédente pour savoir ce qu'ils sont devenus.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Le CFPM a déjà développé des formations courtes adaptées aux besoins des migrants de retour ; • Les conditions d'entrée très souples au CFPM permettent de faciliter l'accueil de migrants de retour ; • Les formations en alphabétisation proposées correspondent aux besoins de nombreux migrants de retour maliens.
Capacité d'absorption	En plein régime, la structure peut accueillir jusqu'à 800 apprenants par an.
Partenariat avec le secteur privé	<p>Un comité de gestion du centre a été mis en place et est dirigé par la Chambre des métiers du district.</p> <p>Des visites pédagogiques sont organisées au sein d'entreprises et le centre entretient des contacts réguliers et permanents avec le secteur privé.</p>
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Non disponibilité cette année de la subvention de l'État ; • Des rencontres irrégulières de la cellule de réinsertion ; • Manque de fonds pour la mise en œuvre du plan de communication.
Contacts	
Point focal	Madame Touré, Directrice
Contact	+223 63.15.72.38

FICHE PARTENAIRE 2 : CFP SENOU (CFPS)

CFP Sénou (CFPS)	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Établissement public à caractère scientifique, technique et culturel
Financements actuels / principaux	Subvention de l'État, GIZ, AFD
Organisation et gouvernance	<p>Le Centre de Formation Professionnel de Sénou a été inauguré le 5 juillet 2018 et est rattaché à la Direction de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.</p> <p>Le CFP Sénou est bâti dans la zone aéroportuaire de Bamako Sénou sur une superficie d'environ 15 000m². Il est composé d'un bloc administratif, d'ateliers pour les pratiques d'expérimentales, de salles de classes et de salles techniques spécialisées. Il comprend également une cantine et deux terrains de sport.</p>
Coût	<p>Les frais d'inscription sont de 25 000 FCFA.</p> <p>Le coût des formations varie entre 55 000 FCFA pour la construction métallique, et 350 000 FCFA pour la maintenance des engins lourds.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Les bénéficiaires sont des jeunes scolarisés, non scolarisés et déscolarisés et/ou issus de groupes vulnérables (personnes vivant avec un handicap et personnes déplacées).
Capacité totale	Le centre a une capacité d'accueil de 350 apprenants par session.
Stratégie de communication	Un plan de communication est disponible mais il n'existe pas de fonds disponibles pour sa mise en œuvre.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Construction métallique ; - Menuiserie bois ; - Peinture bâtiment ; - Plomberie sanitaire ; - Chaudronnerie ; - Électricité bâtiment ; - Carrelage/pavage ; - Décoration ; - Maçonnerie ; - Froid/climatisation ; - Maintenance d'engins lourds. <p>Le nombre de modules varie entre 13 (885 heures) et 24 (1560 heures).</p>
Conditions d'entrée	Avoir plus de 16 ans ; fournir un acte de naissance, un certificat de nationalité, un certificat de résidence, quatre photos d'identité, l'attestation du diplôme d'étude fondamentale pour les jeunes scolarisés ou disposer d'un certificat du niveau d'éducation (si existant) pour les jeunes non scolarisés ou déscolarisés.

Types de formations	<ul style="list-style-type: none"> • Formation par alternance ; • Formation par apprentissage ; • Formation par perfectionnement ; • Formation à la carte.
Fréquence des cohortes	<ul style="list-style-type: none"> • Une cohorte chaque année pour les formations dans le cadre scolaire. • Une cohorte par trimestre pour la formation à la carte.
Dominante (pratique ou théorique)	L'enseignement général représente 30 % du volume d'heure total de chaque formation et l'enseignement pratique 70%.
Alphabétisation	Tous les apprenants sont alphabétisés. Pas de soutien à l'alphabétisation.
Curricula	Le programme est construit à partir des spécificités de chaque filière, et adapté à la formation à la carte.
Formateurs	Plus de 50 formateurs, pour la plupart des professionnels du secteur des BTP
Certification	Une attestation est remise en fin de formation.
Perdiem et taux de déperdition	Le taux de déperdition est élevé pour les jeunes non scolarisés ou déscolarisés. Pour la dernière cohorte, 65% des 130 apprenants ont abandonné.
Suivi post-formation	Le suivi post-formation doit être assuré par une cellule d'insertion, qui n'est pas encore opérationnelle.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de statistiques disponibles. La cellule insertion du CFPS n'est pas encore opérationnelle. La convention signée avec l'Organisation Patronale des Entrepreneurs de la Construction du Mali (OPECOM) devrait permettre d'améliorer les mécanismes d'insertion sur le marché de l'emploi.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Le CFPS a déjà développé des formations courtes adaptées aux besoins des migrants de retour, des personnes vivant avec un handicap et des déplacés internes. • Les conditions d'entrée très souples au CFPS permettent de faciliter l'accueil de migrants de retour.
Capacité d'absorption	La structure peut accueillir jusqu'à 800 apprenants.
Partenariat avec le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Un comité de gestion du centre a été mis en place et est dirigé par la chambre des métiers du district ; • Des visites pédagogiques sont organisées au sein d'entreprises ; • Une convention a été signée avec l'OPECOM ; • Contacts réguliers avec les faïtières de toutes les filières d'enseignement.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Le CFPS est éloigné du centre de Bamako. L'accès et les moyens de déplacement sont des préoccupations pour que les apprenants rejoignent facilement le CFPS ; • Le CFPS dépend des ressources de l'Etat pour fonctionner mais doit chercher à diversifier ses sources de financement.
Contacts	
Point focal	Djibrilla Moussa, Directeur ; +223/66.89.68.87, djibrillam@yahoo.fr

FICHE PARTENAIRE 3 : ÉCOLE CENTRALE POUR L'INDUSTRIE, LE COMMERCE ET L'ADMINISTRATION (ECICA)

École Centrale pour l'Industrie, le Commerce et l'Administration (ECICA)	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Etablissement public, créé en octobre 1969.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'État (ministère de l'Éducation Nationale). - Union européenne, via l'IC UE-OIM, sur la base d'un accord de partenariat avec l'OIM faisant du centre un prestataire de services pour la formation des migrants de retour.
Organisation et gouvernance	<p>L'ECICA est rattachée au ministère de l'Éducation nationale. Il s'agit d'une école à destination des jeunes admis au Diplôme d'études fondamentales (DEF).</p> <p>Le centre est dirigé par une équipe de direction composée d'un directeur, un directeur adjoint des travaux, un comptable et une équipe enseignante (environ 60 formateurs).</p>
Coût	<ul style="list-style-type: none"> • Gratuit pour les élèves inscrits via le cursus classique ; • Dans le cadre de l'IC UE-OIM, financement de la formation par l'OIM pour les migrants de retour identifiés.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Les bénéficiaires sont les élèves ayant obtenu le DEF (âgés entre 17 et 18 ans) ; • Les migrants de retour identifiés par l'OIM ; • Les jeunes âgés entre 18 et 35 accompagnés par des programmes de formations soutenus par des PTF.
Capacité totale	5 000 élèves et 200 migrants de retour et jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans.
Stratégie de communication	<p>Les élèves sont orientés à travers une décision du ministère de l'Éducation Nationale.</p> <p>Pas de stratégie de communication.</p>
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p>Les filières proposées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Carrelage ; - Menuiserie métallique ; - Menuiserie-bois ; - Coupe – couture ; - Électricité – bâtiment ; - Plomberie-sanitaire ; - Maçonnerie ; - Teinture ; - Embouche bovine et ovine ; - Froid – climatisation ; - Maintenance Électronique ; - Commerce et Distribution ; - Saponification ; - Menuiserie aluminium ; - Peinture ; - Pose de pavés.

Conditions d'entrée	<p>L'école s'adresse à deux profils différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Élève évoluant dans le cadre du cursus scolaire</u> : disposer du diplôme d'étude fondamentale, être orienté par le ministère de l'Éducation nationale ; • <u>Migrants de retour</u> : dans le cadre de l'IC, l'OIM propose des listes de migrants de retour pour certaines filières. L'école adapte la formation aux besoins des migrants de retour et aucune condition n'est requise.
Types de formations	<ul style="list-style-type: none"> • Formation par alternance ; • Formation par apprentissage ; • Formation par perfectionnement ; • Formation à la carte (celle proposée pour les migrants de retour, adaptée à leurs besoins et aux exigences de l'OIM).
Fréquence des cohortes	<ul style="list-style-type: none"> • Cycle classique de deux à quatre ans pour les apprenants issus du cursus scolaire ; • Cycle adapté de 3 à 6 mois pour les migrants de retour et les jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans.
Dominante (pratique ou théorique)	L'enseignement général représente 30 % et l'enseignement pratique 70% du volume d'heures total de chaque formation.
Alphabétisation	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de soutien à l'alphabétisation. • Pour les migrants de retour, pas de critère de sélection relatif au niveau d'alphabétisation. Les modules de formation sont proposés en langue nationale.
Curricula	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les élèves des filières classiques, le curriculum proposé correspond au programme national ; • Pour les migrants de retour, les formations sont proposées à la carte suivant les besoins formulés par l'OIM.
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du cursus classique, les formateurs sont des enseignants de profession (environ 60 enseignants) ; • Dans le cadre des filières courtes à destination des bénéficiaires de l'OIM, les formateurs sont des professionnels (prestataires externes).
Certification	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Élèves issus du cursus classique</u> : attestation reconnue par l'État ; • <u>Formations courtes</u> : un certificat de qualification professionnelle est remis à l'issue de la formation, signé par le directeur (reconnu au niveau des entreprises).
Perdiem et taux de déperdition	<p>A date (novembre 2022), pas de déperdition parmi les migrants de retour.</p> <p>Les migrants de retour reçoivent un per diem de la part de l'OIM pour couvrir les frais de transport et de repas (2 000 FCFA/ jour).</p>
Suivi post-formation	Le suivi post-formation n'est pas formel, cependant l'école dispose d'une base de données des apprenants. Des entreprises font également appel à l'école lorsqu'elles ont des besoins de recrutement.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de statistiques disponibles.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'ECICA a déjà développé des formations courtes adaptées aux besoins des migrants de retour ; • Les conditions d'entrée permettent de faciliter l'accueil de migrants de retour.

Capacité d'absorption	L'école peut accueillir plus de 200 apprenants par cohorte (migrants de retour et jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans).
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Pas de mécanisme formel mis en place.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Le retard dans le paiement des frais de déplacement des apprenants. • Problème d'équipements des ateliers et salles techniques. • Besoin de mini chantiers écoles
Autres remarques	Un accord de partenariat a été signé entre l'OIM et l'ECICA en 2019 pour une durée de trois ans. L'accord est renouvelé chaque année.
Contacts	
Point focal	Brehima H. TIMBOLIBA, Directeur Général
Contact	+223 20.22.26.91/76.49.74.47, brahtim@yahoo.fr

FICHE PARTENAIRE 4 : CENTRE PERE MICHEL (CPM)

Centre Père Michel (CPM)	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Créé en 1956, établissement privé agréé et reconnu d'utilité publique par l'État Malien.
Financements actuels / principaux	Subvention de l'État, AECID, ONG ENGIM (ONG Italienne), Swisscontact, Mairie de la Commune I
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> - Le centre propose une formation professionnelle certifiante pour tous les niveaux, y compris le développement de compétences humaines et le soutien à l'alphabétisation. - Le CPM regroupe 50 employés (formateurs, gestionnaires et administrateurs) autour de trois départements : administration, formation et bureau emploi. - Le CPM est composé d'un centre de formation à Bamako et d'une ferme de formation située à 22 km de Bamako.
Coût	<ul style="list-style-type: none"> - Les droits d'inscription s'élèvent à 2.500 FCFA pour les garçons et 1.000 FCFA pour les filles. - Le coût de la formation est compris entre 40.000 et 135.000 FCFA par année pour un CAP et 155.000 FCFA pour le BT. - Le foyer d'accueil coûte 60.000 FCFA par mois. <p>Des bourses sont offertes aux jeunes les plus vulnérables, notamment les filles qui bénéficient également de remises sur les frais d'inscription et de scolarisation.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes scolarisés, non scolarisés ou déscolarisés, issus de groupes vulnérables.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité d'accueil en formation : 1 000 apprenants. • Capacité du foyer d'accueil : 60 apprenants.
Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des réseaux sociaux pour l'ouverture des phases de candidatures. • Le CPM dispose d'un site internet qui présente l'ensemble des activités.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> • <u>CAP</u> : Électricité Bâtiment et Photovoltaïque, Mécanique auto, Construction métallique et Menuiserie aluminium, Machinisme agricole. • <u>BT</u> : Construction métallique et Menuiserie aluminium, Mécatronique, Entrepreneurat agricole, Électromécanique ; • <u>Filières certifiantes pour les apprenants sans compétences</u> : Électricité bâtiment, Mécanique automobile, Construction métallique.
Conditions d'entrée	<p><u>Filières CAP et BT</u> : Les candidats à l'entrée au CPM doivent être diplômés du DEF, avoir un maître apprenant basé à Bamako, passer les examens d'entrée (mathématiques, français, sciences) et être âgé de 18 à 30 ans ;</p> <p><u>Filières sans compétences</u> : le DEF n'est pas requis.</p>

Déroulé des formations	<p>Le matin, le centre accueille les apprenants des filières certifiantes CAP et BT. L'après-midi, les formations sont accessibles aux apprenants n'ayant pas le DEF. En soirée, les cours d'alphabétisation sont proposés.</p> <p>Toute les formations sont basées sur l'approche duale, fondée sur la pratique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Filières CAP et BT</u> : 3 ans pour les CAP y compris un stage pratique dans le cadre des années 2 et 3. Le BT se déroule sur 4 ans avec stages à partir de la deuxième année. - Formations à la carte sur des périodes plus courtes (environ 2 mois).
Fréquence des cohortes	Les recrutements s'effectuent au début de chaque année scolaire après la remise du dossier de candidature et la sélection finale.
Dominante (pratique ou théorique)	Les formations sont orientées vers la pratique à travers les ateliers, la ferme d'application et les périodes de stage.
Alphabétisation	Des cours d'alphabétisation sont proposés aux apprenants ne sachant ni lire ni écrire.
Curricula	Le programme est construit à partir des spécificités de chaque filière, et répond aux exigences de formations du CAP et du BT. Pour les formations à la carte, les formations répondent aux besoins en compétences et sont organisées par modules adaptés suivant les besoins énoncés.
Certification	Pour les formations classiques, le CPM délivre des CAP et BT (diplômes nationaux). Le centre fournit également des attestations de fin de formation et de fin d'apprentissage, certifiées par le CPM, pour les autres formations.
Suivi post-formation	Le CPM dispose d'un 'Bureau Emploi' en charge d'assister les apprenants dans leur insertion professionnelle par la préparation à l'entretien d'embauche, la réalisation de plan d'affaires et l'organisation et le suivi des stages professionnels. Il s'agit de faciliter leur placement en entreprise et/ou de les accompagner vers l'auto-emploi.
Statistiques d'insertion	Pas de statistiques disponibles
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> • Le CPM a déjà développé des formations courtes adaptées aux besoins des migrants de retour et des groupes vulnérables ; • Les conditions d'entrée sont souples pour les apprenants n'ayant pas le DEF ; • Le foyer peut faciliter l'accueil de migrants de retour.
Partenariat avec le secteur privé	Les apprenants doivent proposer une entreprise ou un maître apprenant qui aura la charge de les accompagner tout au long de leur cursus (filiale BT et CAP).
Remarques	
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque année, la mairie de la commune réfère des jeunes vers le centre dans le but de lutter contre le chômage et la délinquance. • Dans le passé, l'ONG Swisscontact a financé la formation de quelques jeunes, ainsi que l'opération Barkhane qui a amené des jeunes de Kidal. • Le centre est prêt à accueillir des migrants de retour si les conditions sont réunies, notamment les frais de formation et les prises en charge à l'internat.
Contacts	
Point focal	Père Norbert K. M. ADJOR, Directeur Don Bosco Bamako et Directeur du Centre Père Michel / + 223/76.66.84.66, sdbcpm@gmail.com

FICHE PARTENAIRE 5 : INSTITUT DE FORMATION PROFESSIONNELLE INDUSTRIELLE (IFPI) DE KAYES

Institut de Formation Professionnelle Industrielle (IFPI) de Kayes	
Pays	Mali
Région	Kayes
Ville	Kayes
Structure	
Type de structure	L'Institut de Formation Professionnelle Industrielle de Kayes est rattaché au ministère de l'Éducation Nationale. Année de création : 2011.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> - Financement de l'État (ministère de l'Éducation Nationale). - Conseil régional de Kayes, Banque mondiale, OIM, entreprises d'exploitation minières de Kalé et de Goukoto, APEJ.
Organisation et gouvernance	<p><u>Composition de l'équipe de direction</u> : un Directeur Général, un Directeur Général adjoint, un surveillant général, un Directeur des études, Un Directeur Financier et une équipe enseignante (environ 63 formateurs).</p> <p>Il s'agit d'une école à destination des admis au diplôme d'études fondamentales (DEF) des migrants de retour et des jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans.</p>
Coût	<ul style="list-style-type: none"> • Gratuit pour les élèves inscrits via le cursus classique ; • Prise en charge du financement de la formation des jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans et des migrants de retour, par les programmes soutenus par les PTF.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Les bénéficiaires sont les élèves ayant obtenu le DEF (âgés entre 15 et 18 ans) ; • L'institut accueille également des migrants de retour et les jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans.
Capacité totale	2 500 élèves et 260 migrants de retour et jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans.
Stratégie de communication	<p>Les élèves sont orientés à travers une décision du ministère de l'Éducation Nationale.</p> <p>Le réseau de partenariats constitue également un moyen de communication efficace.</p>
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Électricité Bâtiment - Mécanique Auto - Froid Climatisation - Construction Métallique - Plomberie Sanitaire - Mécanique Générale Adaptée - Maçonnerie - Maintenance Industrielle - Maintenance Automobile - Maintenance Engin Lourds de Chantier - Électroménager - Chef de Chantier Bâtiment
Conditions d'entrée	<p>L'école s'adresse à deux profils différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Élèves évoluant dans le cadre du cursus scolaire</u> : disposer du diplôme d'étude fondamentale, être orienté par le ministère de l'Éducation nationale ; • <u>Jeunes et migrants de retour</u> : l'école propose des formations à la carte sur demande et financements de la part des PTF.

Types de formations	<ul style="list-style-type: none"> • Formation par apprentissage ; • Formation continue ; • Formation à la carte.
Fréquence des cohortes	<ul style="list-style-type: none"> • Cycle classique de deux ans (CAP) ou quatre ans (BT) ; • Cycles courts adaptés de 3, 6 ou 9 mois.
Dominante (pratique ou théorique)	L'enseignement général représente 20 % et l'enseignement pratique 80% du volume d'heure total de chaque formation.
Alphabétisation	Pas de cours d'alphabétisation. Les formations courtes sont dispensées en Bambara.
Curricula	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les élèves des filières classiques, le curriculum est le même que pour tous les établissements publics et correspond au programme national ; • Pour les autres formations, le contenu est adapté suivant les demandes du/des partenaire(s).
Formateurs	Pour l'ensemble des formations, les formateurs sont des enseignants de profession.
Certification	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Elèves du cursus normal</u> : Une attestation reconnue par l'Etat est délivrée pour tous les élèves du cours normal ; • <u>Jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans et migrants de retour</u> : un certificat de qualification professionnel est remis à la fin de la formation, signé par le directeur (reconnu au niveau des entreprises).
Perdiem et taux de déperdition	Pour les jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans et les migrants de retour, il n'y a pas d'abandon enregistré pour le moment. Les apprenants ne reçoivent pas de Per diem.
Suivi post-formation	Le suivi post-formation n'est pas formel. Les apprenants formés sont recrutés pour la plupart dans les mines d'or par les entreprises minières de Kalé et Goukoto.
Statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi	Pas de statistiques disponibles.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> • L'IFPI de Kayes propose des formations adaptées aux besoins des migrants de retour ; • Les conditions d'entrée souples permettent de faciliter leur accueil.
Capacité d'absorption	En plein régime, la structure peut accueillir 25 apprenants par groupe dans 11 ateliers.
Partenariat avec le secteur privé	Contacts réguliers avec le secteur privé surtout les entreprises minières. Certaines formations ont d'ailleurs été directement organisées dans des mines.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation	L'IFPI travaille avec l'APEJ.
Remarques	
Défis exprimés	Manque de moyens pour assurer le suivi post-formation des apprenants.
Contacts	
Point focal	MORO, Directeur Général
Contact	+223/79.18.97.96

FICHE PARTENAIRE 6 : INSTITUT DE FORMATION PROFESSIONNELLE TERTIAIRE (IFPT) DE KAYES

Institut de Formation Professionnelle Tertiaire (IFPT) de Kayes	
Pays	Mali
Région	Kayes
Ville	Kayes
Structure	
Type de structure	L'Institut de Formation Professionnelle Tertiaire de Kayes est rattaché au ministère de l'Education Nationale. Année de création : 1980.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> Financement de l'Etat (Ministère de l'Education Nationale). Conseil régional de Kayes.
Organisation et gouvernance	<p><u>Equipe de gestion</u> : un directeur général, un directeur général adjoint, un surveillant général, un directeur des études, un gestionnaire financier et une équipe enseignante (environ 10 formateurs).</p> <p>Il s'agit d'une école à destination des jeunes admis au Diplôme d'études fondamentales (DEF) et des jeunes déscolarisés dans les filières Hôtellerie et Tourisme.</p>
Coût	<ul style="list-style-type: none"> Gratuit pour les élèves inscrits via le cursus classique ; Les programmes de formation lancés par des PTF soutiennent le financement de la formation pour les Jeunes déscolarisés en Tourisme et Hôtellerie.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> Elèves ayant obtenu le DEF (âgés entre 15 et 18 ans) ; Jeunes déscolarisés.
Capacité totale	800 élèves et 30 jeunes déscolarisés.
Stratégie de communication	Les élèves sont orientés à travers une décision du Ministère de l'Education Nationale. Pas de stratégie de communication spécifique.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> Comptabilité Classique et Modulaire ; Secrétariat de Direction Classique et Modulaire ; Hôtellerie et Tourisme.
Conditions d'entrée	<p>L'école s'adresse à deux profils différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <u>Elève régulier pour le cursus scolaire</u> : disposer du DEF, orientation du ministère de l'Éducation Nationale ; <u>Jeunes déscolarisés et sans emploi</u> : les apprenants doivent avoir un niveau acceptable en français.
Types de formations	<ul style="list-style-type: none"> Formation par apprentissage ; Formation à la carte.
Fréquence des cohortes	<ul style="list-style-type: none"> Cycle classique de quatre ans pour diplômés du DEF ; Cycle adapté de 3 à 6 mois pour les jeunes déscolarisés.
Dominante (pratique ou théorique)	L'enseignement général représente 30 % et l'enseignement pratique 70% du volume d'heure total de chaque formation.
Alphabétisation	Pas de soutien à l'alphabétisation.

Curricula	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les élèves des filières classiques, le <i>curriculum</i> est le même que pour tous les établissements publics et correspond au programme national ; • Pour les jeunes déscolarisés, le <i>curriculum</i> est adapté en formation accélérée.
Formateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les élèves du cursus classique, les formateurs sont des enseignants de profession (environ 10 enseignants) ; • Pour les jeunes déscolarisés et sans emploi, les formateurs sont des professionnels dans leur domaine, et la plupart viennent de Bamako (prestataires externes).
Certification	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Élèves du cursus normal</u> : Une attestation reconnue par l'Etat est délivrée pour tous les élèves du parcours classique ; • <u>Jeunes déscolarisés et sans emploi</u> : un certificat de qualification professionnelle est remis à la fin de la formation, signé par le directeur (reconnu au niveau des entreprises).
Perdiem et taux de déperdition	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les jeunes déscolarisés, peu ou pas de déperdition. • Les apprenants ne reçoivent pas de per diem.
Suivi post-formation	Le suivi post-formation n'est pas formel (pas de statistiques d'insertion sur le marché de l'emploi disponibles), cependant les retours informels sont encourageants, notamment pour les diplômés dans le secteur de l'hôtellerie.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'IFPT de Kayes a déjà développé des formations courtes adaptées aux besoins des migrants de retour ; • Les conditions d'entrée permettent de faciliter l'accueil de migrants de retour.
Capacité d'absorption	La structure peut accueillir jusqu'à 80 migrants de retour.
Partenariat avec le secteur privé	Pas de contact régulier avec le secteur privé.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Pas de mécanisme formel.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de d'enseignants dans la filière Tourisme et Hôtellerie (la structure doit faire appel à des prestataires externes, ce qui est onéreux). • Peu d'attractivité des métiers de l'hôtellerie pour les apprenants.
Contacts	
Point focal	Ousmane KONE, Surveillant Général
Contact	+223/76.21.63.79

FICHE PARTENAIRE 7 : ATELIER ÉCOLE DE KAYES (AEK)

Atelier École de Kayes (AEK)	
Pays	Mali
Région / ville	Kayes
Structure	
Type de structure	<p>Créé en 1999, l'Atelier École de Kayes (AEK) est le fruit d'un partenariat entre l'ANPE, Immigration Développement au Sahel (IDS) et Électricité de France (EDF).</p> <p>Il a pour mission d'assurer la formation, le perfectionnement, la reconversion des populations des bassins du fleuve Sénégal et notamment les migrants de retour à travers des activités de formations continues.</p>
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • L'AEK est financé à travers le MEFP (via l'ANPE) ; • Autres financements : GRDR, OIM, GIZ, Conseil régional, APEJ, FAFPA, PROCEJ, ACEFOR, OFII, BIT.
Organisation et gouvernance	<p>L'AEK dispose de trois organes de gestion :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un Comité d'orientation ; • Une Cellule de suivi, contrôle et évaluation ; • Une Direction administrative comprenant quatre sections de formation : Mécanique, Électricité générale et photovoltaïque, Soudure, Promotion de l'apprentissage et des relations extérieures. <p>L'Atelier emploie également 7 agents permanents et 15 formateurs vacataires.</p>
Coût	Les formations financées par l'ANPE et par les PTF sont gratuites pour les apprenants.
Profil des bénéficiaires actuels	Les bénéficiaires sont des jeunes déscolarisés ou sans emploi, demandeurs d'emploi ou migrants de retour.
Capacité totale (actuelle et à terme)	L'Atelier École de Kayes dispose de 4 salles de 25 places et peut également dispenser des formations en dehors de son site.
Stratégie de communication	La communication est assurée par les services de communication du département de l'emploi et de la formation professionnelle. Cependant, elle reste limitée.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Construction métallique ; - Electricité générale ; - Panneaux solaires ; - Groupes électrogènes et sécurité mécanique ; - Groupes motopompes ; - Electricité bâtiment ; - Pompes électriques ; - Micro-réseaux et sécurité électricité ; - Comportement réseau ; - Conduite de tracteur et utilisation des accessoires ; - Techniques culturelles ; - Maraîchage ; - Embouche bovine et ovine ; - Production de plants maraîchers, arboricoles et plantations forestières ; - Gestion.

Types de formations	<ul style="list-style-type: none"> • Formation par apprentissage ; • Formation qualifiante ; • Formation continue.
Fréquence des cohortes	100 à 200 apprenants formés par an.
Dominante (pratique ou théorique)	L'enseignement théorique représente 20 % et l'enseignement pratique 80% du volume d'heure total de chaque formation.
Alphabétisation	Des cours en alphabétisation sont proposés et le français est également enseigné.
Curricula	Les <i>curricula</i> sont élaborés en collaboration avec les partenaires.
Certification	Les formations sont sanctionnées par la délivrance d'une attestation ou certificat de fin d'apprentissage par la Direction Nationale de la formation.
Perdiem et taux de déperdition	Peu ou pas de déperdition en cours d'apprentissage. Lorsque les formations sont soutenues par l'ANPE ou des programmes de PTF, les apprenants bénéficient d'une prise en charge financière des coûts de la formation.
Suivi post-formation	L'Atelier École de Kayes dispose d'une cellule de suivi des apprenants en charge de les soutenir dans leur accès à l'emploi.
Partenariats	
Capacité d'absorption	100 à 200 jeunes par an et par filière.
Partenariat avec le secteur privé	L'Atelier entretient des contacts réguliers avec la Chambre régionale des métiers de Kayes, la chambre des métiers de Bamako et l'association Musodambe de Kayes.
Partenariat / relation avec les mécanismes d'intermédiation sur le marché de l'emploi	Toutes les questions concernant l'intermédiation sur le marché de l'emploi et la réinsertion sont traitées en lien avec la Direction régionale de l'ANPE.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité insuffisante du dortoir pour héberger les apprenants ; • La communication pourrait être renforcée ; • Le suivi des diplômés devait être plus soutenu ; • Budget limité.
Contacts	
Point focal	Pape Massar Seydou DIALLO, Directeur AEK
Contact	+223 79.18.51.60

FICHE PARTENAIRE 8 : CENTRE DE FORMATION AGROPASTORALE (CFAP) DE KAYES

Centre de Formation Agropastorale de Kayes (CFAP) de Kayes	
Pays	Mali
Région	Kayes
Ville	Kayes
Structure	
Type de structure	Établissement Privé d'Enseignement Technique et Professionnel créé en 2013.
Financements actuels / principaux	Financement par l'État à travers le ministère de l'éducation nationale, Le centre a également bénéficié de financements de la part du GRDR, de l'OIM, de la GIZ, du Conseil régional, du Centre d'Innovation Verte, de l'APEJ, du FAFPA, du PROCEJ et du Consortium SNV, EJOM, ICCO, APEJ.
Organisation et gouvernance	Le personnel du Centre de Formation Agropastorale de Kayes est constitué de : <ul style="list-style-type: none"> • Un Coordinateur ; une Directrice Générale ; un Responsable administratif et juridique ; un Directeur de production, un Directeur d'APC ; un Directeur de la formation continue ; un Comptable ; un Surveillant général ; • 6 techniciens agricoles ; • 20 Enseignants qualifiés ; • 2 Chauffeurs ; 2 tractoristes ; 12 ouvriers permanents.
Coût	Gratuit pour les élèves orientés par l'État. Financement de la formation des autres catégories d'apprenants par les partenaires.
Profil des bénéficiaires actuels	Les bénéficiaires sont les élèves ayant obtenu le DEF et toute autre catégorie de jeunes apprenants y compris les migrants de retour.
Capacité totale	Le nombre actuel des élèves est de 218 (129 garçons et 89 filles). Le Centre peut également héberger plus de 100 jeunes.
Stratégie de communication	Une stratégie de communication est mise en œuvre dans l'axe stratégique CFAP Gouvernance en vue de mieux faire connaître le CFAP Kayes.
Détails sur les formations	
Filières de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Transformation agroalimentaire ; - Elevage ; - Maraîchage ; - Composterie ; - Biopesticides ; - Savonnerie ; - Pisciculture ; - Embouche ; - Agroforesterie.
Conditions d'entrée	<ul style="list-style-type: none"> • Élèves évoluant dans le cadre du cursus scolaire classique • Autres jeunes soutenus dans le cadre de la programmation des PTF partenaires

Types de formations	<ul style="list-style-type: none"> • Formation classique (BT1 et BT2) ; • Apprentissage par les compétences ; • Formation continue. <p>Cycle classique de trois et quatre années et cycles courts de 3 à 6 mois.</p>
Dominante (pratique ou théorique)	La pratique est dominante à 70-80% du volume horaire total.
Alphabétisation	Pas de soutien à l'alphabétisation
Curricula	Le Centre de Formation Agropastorale Kayes exerce le modèle Songhaï (issu du Bénin) pour la production et la formation à travers la mise en place d'un système intégré. Des modules de formation sont aussi élaborés en collaboration avec le Conseil régional.
Formateurs	6 techniciens agricoles, 20 Enseignants qualifiés, 2 tractoristes, et 12 ouvriers permanents.
Certification	<ul style="list-style-type: none"> • Une attestation reconnue par l'État est délivrée aux élèves du cursus classique • Un certificat de qualification professionnelle est remis à la fin des formations courtes.
Perdiem et taux de déperdition	Pas d'abandon, les apprenants dans le cadre des formations courtes sont pris en charge par les partenaires.
Suivi post-formation	Le Centre dispose d'un comité chargé du suivi de ses diplômés, lequel qui effectue souvent des visites de terrain pour assurer un appui/ conseil.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour	Le Centre dispose de capacités adaptées à la prise en charge de migrants de retour : <ul style="list-style-type: none"> • Programme de formation et d'installation des jeunes sur une période six mois par cohorte ; • Organisation de séminaires de formation en entrepreneuriat agricole ; • Accompagnement technique et appui conseil des jeunes installés ; • Suivi évaluation des apprenants. • La structure pourrait accueillir jusqu'à 100 migrants de retour par cohorte.
Statistiques de prise en charge de jeunes soutenus par des PTF	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Apprenants PADRE/GIZ</u> : 75 • <u>Apprenants Projet EJOM</u> : 1 633 • <u>Apprenants GRDR</u> : 25
Partenariat avec le secteur privé	Des contacts réguliers sont entretenus avec les entreprises. Des visites de fermes agricoles (immersion entrepreneuriale) sont organisée avec les élèves et apprenants dans le but de leur faire connaître les métiers du secteur agricole.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Le Centre n'est pas très bien connu des cibles (élèves et jeunes) ; • Budget limité pour mettre à niveau les équipements et créer de nouvelles filières ; • Favoriser l'insertion professionnelle et l'auto-employabilité par la création d'un bureau d'insertion professionnelle.
Contacts	
Point focal	Directeur de Production Messe DE SOUZA
Contact	+223 75.37.91.71, desouzamess@gmail.com

FICHE PARTENAIRE 9 : CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE MARKALA

Centre de Formation Professionnelle de Markala	
Pays	Mali
Région	Ségou
Ville	Markala
Structure	
Type de structure	Le Centre de Formation Professionnelle de Markala est un établissement public placé sous la tutelle du Conseil régional et relevant du ministère de l'emploi et de la formation professionnelle
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Subvention publique à travers le MEFP, via l'ANPE • Financements internationaux à travers les partenariats suivants (passés ou en cours) : GRDR, OIM, GIZ, Conseil régional, APEJ, FAFPA, PROCEJ, ACEFOR, OFII, BIT
Organisation et gouvernance	<p><u>Organisation administrative :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Personnel administratif : <ul style="list-style-type: none"> ○ Directeur Général ; ○ Directeur des études ; ○ Chef des travaux ; ○ Surveillant général ; ○ Gestionnaire/Économe ; ○ Responsable informatique ; ○ L'infirmier sanitaire ; ○ Formateurs. • Personnel d'appui : <ul style="list-style-type: none"> ○ Chauffeur ; ○ Manœuvres ; ○ Gardiens. <p><u>Organes de gestion :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Comité de Gestion du CFP-Markala (CG-CFP-Mar) ; • Cellule d'Orientat ion de Suivi et d'Insertion Professionnelle (COSIP) ; • Conseil de Direction du Centre (CDC) ; • Unité de Prestation de Services (UPS).
Coût	<ul style="list-style-type: none"> • Le CFP de Markala sera ouvert dans quelques mois, il a été proposé la somme de 10.000 F CFA par formation et par apprenant. Le Conseil Régional de Ségou est en cours de réflexion pour valider ce tarif. • Le coût sera le même pour toutes les filières. • Les frais seront pris en charge par les parents ou tuteurs des apprenants.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Apprenants dans le cadre de la Formation Initiale Qualifiante des Jeunes (FIQ)</u> - Élèves du 2ème cycle de l'enseignement fondamental (7ème, 8ème et 9ème) et I - Déscolarisés du 1er cycle de l'enseignement fondamental (4, 5 et 6ème année) - Les déscolarisés du Centre d'Éducation pour le Développement (CED) - Les élèves n'ayant pas été admis à l'enseignement secondaire. - Les non alphabétisés, les sortants et les déscolarisés des Centres d'Éducation pour le Développement (CED). - Les bénéficiaires doivent être âgés de 15 à 35 ans.

	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Apprenants dans le cadre de la Formation Continue (FC)</u> : travailleurs issus des entreprises ; • Travailleurs non alphabétisés et alphabétisés en fonction des demandes de formation.
Capacité totale (actuelle et à terme)	La capacité de la structure est d'environ 600 apprenants.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Affiches publicitaires, dépliants, t-shirts et casquettes ; • Organisation de sessions d'informations et émissions radio-télé ; • Publication sur les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp), sites web, tableaux d'affichage des entreprises partenaires et des collectivités territoriales (communes, Cercles et Conseil Régional de Ségou).
Détails sur les formations	
Filières de formation	<p><u>Filière transformation des produits agricoles</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouvrier qualifié en transformation de la viande et produits carnés : 6 mois d'apprentissage et 3 mois de stage pratique ; • Ouvrier qualifié en transformation des céréales : 5 mois d'apprentissage et 3 mois de stage pratique ; • Ouvrier qualifié en transformation de fruits et légumes Durée : 3 mois d'apprentissage et 2 mois de stage pratique. <p><u>Filière Maintenance, Entretien et Réparation des équipements agricoles</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouvrier qualifié en Maintenance, Entretien et Réparation des tracteurs : 11 mois d'apprentissage et 3 mois de stage pratique ; • Ouvrier qualifié en Maintenance, Entretien et Réparation des matériels agricoles (Motoculteurs, moto pompe, batteuses, semoirs, charrues) : 7 mois d'apprentissage et 3 mois de stage pratique. <p><u>Filière Gestion de l'eau et de l'irrigation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouvrier qualifié en irrigation : 6 mois d'apprentissage et 3 mois de stage pratique.
Conditions d'entrée	<p>La procédure d'entrée comprend le Dépôt de dossier, la sélection puis l'inscription. Pièces à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une demande manuscrite timbrée à 200 FCFA adressée au directeur général du CFP ; • Une copie d'acte de naissance (15 ans au moins et 35 ans au plus) à la date de l'inscription ; • Une copie du certificat de nationalité ; • Une copie d'attestation de fréquentation s'il y a lieu ; • Deux photos d'identité ; • Une copie certifiée conforme à l'original de la carte d'identité ou la carte NINA ou la fiche individuelle. Elle n'est pas exigible pour les candidats de moins de 18 ans.
Déroulé des formations	<p><u>Déroulement des apprentissages</u> :</p> <p>La formation est organisée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cours, conférences ; • Visites, comptes rendus de visites, exposés ; • Travaux pratiques, séquences d'auto-formation ; • Stages en entreprise, rapports de stage, voyages d'étude ; • Travaux personnels, travaux de groupe ; • Activités sportives et de plein air. <p><u>Les conditions de déroulement des séquences d'apprentissage</u></p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Les apprenants sont tenus de participer à toutes les activités pédagogiques entrant dans le cadre de leur formation y compris celles organisées par le centre hors de son périmètre. • Les déplacements lors des activités pédagogiques à l'extérieur du centre sont assurés par le centre.
Fréquence des cohortes	Une seule cohorte par filière et par an.
Dominante (pratique ou théorique)	Théorie en salle (20%) et pratique en atelier (80%)
Alphabétisation	Pas de soutien à l'alphabétisation.
Curricula	<ul style="list-style-type: none"> • Les curricula sont construits par l'Institut National d'Ingénierie de la Formation Professionnelle validés par la Direction Nationale de la Formation Professionnelle. • Des programmes spécifiques sont élaborés par le Comité pédagogique du Centre en fonction des demandes de Formation continue.
Formateurs	Les Formateurs sont au nombre de onze. Ils ont tous au moins le niveau de techniciens et au plus de techniciens supérieurs.
Perdiem et taux de déperdition	N/A (en attente de démarrage des activités du centre).
Suivi post-formation	La Cellule d'Orientation, de Suivi et d'Insertion Professionnelle en collaboration l'ANPE, l'APEJ et les entreprises partenaires du secteur privé s'occupera de l'insertion socio-professionnelle des sortants du centre.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	Le centre pourrait accueillir de 40 à 60 migrants de retour répartis entre les différentes filières.
Partenariats	<ul style="list-style-type: none"> • CFP publics ou privés, • Organisations/ Associations professionnelles (Chambre des Métiers, Chambre d'Agriculture, Conseil Régional du Patronat...), • Agences spécialisés (ANPE, APEJ, FAFPA, Office du Niger, Office Riz...), • Directions déconcentrées de l'État (DREFP, DRGR, DRA, DRH...), • Entreprises privées.
Contacts	
Point focal	Directeur Général, Oumar Pérou
Contact	+223 76.83.87.00 / 66.79.76.21

2.2. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers

PARTENARIATS POSSIBLES AVEC DES INCUBATEURS

FICHE PARTENAIRE 10 : DONILAB

DONILAB	
Pays	Mali
Région	Bamako, Sikasso, Mopti et Ségou
Ville	Bamako, Sikasso, Mopti et Ségou
Structure	
Type de structure	Privée - Société d'accompagnement à l'entrepreneuriat (SAE), créée en 2015
Types d'appuis apportés	Incubation, accélération d'entreprises, formation et accès aux financements.
Financements actuels / principaux	Union européenne, AFD, Banque mondiale, Ambassade du Danemark, PNUD, IFAD, OIF.
Organisation et gouvernance	Donilab a 4 bureaux : Bamako, Sikasso, Mopti et Ségou. 18 employés au total.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Jeunes entrepreneurs issus des centres urbains et des zones rurales. • La diaspora malienne est aussi ciblée par des programmes spécifiques, avec l'ouverture d'un bureau Donilab en France. • De plus en plus, Donilab se tourne vers des publics sans ou avec peu d'éducation.
Stratégie de communication	Site internet : https://www.donilab.org/ Participe à et lance de nombreux événements (hackathon, bootcamp, etc.)
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<u>Types d'appuis proposés</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement individuel ou en groupe (entreprise créée ou en développement) ; • Formations courtes en éveil entrepreneurial, en développement de projets et/ou sur une thématique métier (aviculture, par exemple) ; • Accompagnement en recherche de financements.
	<u>Principaux résultats</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement par cohorte de 10 et 20 personnes. Les accompagnements proposés durent de 5 jours ('bootcamp') à plusieurs mois (9 à 12 mois allant du diagnostic à la réalisation) ; • 100 entrepreneurs de la diaspora accompagnés ('Construire le Mali' : 2019-2022 et 'Meet Africa II 'jusqu'à fin 2023) ; • Mise en relation de 20 entreprises avec des fonds d'amorçage.
Microfinance	Donilab travaille en lien avec la banque Cofina Mali.

Formations courtes	<p><u>Cœur de métiers</u> : nouvelles technologies, agrobusiness, croissance verte, migrations et accompagnement au retour de la diaspora.</p> <p><u>Secteurs ciblés lors de certains appuis</u> : agriculture, pisciculture, transformation de produits, saponification, aviculture.</p>
Certification des formations	Aucune
Suivi des bénéficiaires	Le suivi des bénéficiaires est assuré à travers l'accompagnement réalisé sur les 9 à 12 mois.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> - Donilab a déjà travaillé avec la diaspora malienne ainsi qu'avec certains maliens de retour au Mali (à travers les programmes Meet Africa, et Construire le Mali). - Donilab est présent dans certaines régions de retour (Sikasso, Bamako et Koulikoro).
Capacité d'absorption	Donilab peut répondre aux besoins d'encadrement de migrants de retour en adaptant ses capacités de prise en charge. Pour le moment, Donilab assure l'accompagnement par cohorte de 10 à 20 personnes.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> - AFD : Construire le Mali, Meet Africa II - Banque mondiale ; - Ambassade du Danemark : FACEJ ; - PNUD : entrepreneuriat/Youth Connekt-TEF ; - FIDA : INCLUSIF.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Les perspectives de partenariats pourraient être :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Incubation de projets entrepreneuriaux de migrants de retour dans les régions de Sikasso, Koulikoro et Bamako ; • L'accélération d'entreprises de migrants de retour dans les mêmes régions ; • Activités de sensibilisation et rencontres pour les entrepreneurs (mise en réseau, développement de l'esprit entrepreneurial, hackathon/bootcamp...).
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> - Dépendant des financements des bailleurs et ne reçoit, comme le reste des SAE, aucun soutien régulier de l'État, ce qui fragilise la structure. - La formation professionnelle et technique est particulièrement faible et ne permet pas aux jeunes de trouver de l'emploi, y compris avec des diplômes.
Autres remarques	L'accompagnement de la diaspora dans des projets d'entrepreneuriat peut être créateur d'emplois pour les migrants de retour. Donilab collabore avec l'AFD sur deux projets en lien avec cette thématique (Meet Africa II et Construire le Mali).
Contacts	
Point focal	Tidiane Ball, Directeur
Contact	+223/66.66.88.13, info@donilab.net

FICHE PARTENAIRE 11 : IMPACT HUB

Impact Hub	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Privée - Société d'accompagnement à l'entrepreneuriat (SAE) lancée au Mali en 2015.
Type d'appui apporté	Accompagnement entrepreneurial, coaching, conseils et formations
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Bailleurs principaux</u> : UN Women, SOS Village d'enfants, Banque mondiale, Royaume des Pays Bas, Ambassade du Royaume Uni, USAID, Care ; • <u>Secteur public</u> : Chambre du Commerce et de l'Industrie du Mali, Agence pour la Promotion de l'Investissement ; • <u>Secteur privé</u> : SAER Emploi, NABC, Nelio8, Moyoke Performance, Motorola, G Up, Enviu.
Organisation et gouvernance	<p>Impact Hub Mali est organisé autour des postes suivants (14 employés) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un conseil d'administration ; • Une direction exécutive ; • Une équipe gestion de projets ; • Une équipe support ; • Un responsable de communication. • Un conseil consultatif composé de trois personnes : Directrice Générale de RMO Job Center (société de placement), Conseiller en Développement et Économie de l'Ambassade des Pays-Bas au Mali, Fondateur et directeur de SAER Emploi ; • Une fondation accompagne les porteurs de projets dans leur création d'entreprises et/ou les PME dans leur développement et croissance contribuant ainsi au développement économique et social du Mali.
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes entrepreneurs avec une attention particulière portée aux les femmes entrepreneuses et la diaspora.
Capacité totale	Capacité d'accompagnement : 250 personnes par an. Bureau uniquement à Bamako avec des activités de terrain à Ségou, Mopti et Tombouctou.
Stratégie de communication	<p>Site internet : https://the-hub.company/</p> <p>Les pages LinkedIn et Facebook sont alimentées régulièrement et relayent les événements en cours et à venir.</p>
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p><u>Types d'appui proposés</u> :</p> <p><u>Incubation</u> : Programme d'accompagnement à la création de start-up sur 6 mois.</p> <p><u>Accélération</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme de 3 mois à destination de startups disposant d'un produit minimum viable ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement ponctuel et spécifique à l'analyse de marchés, le développement de plans d'affaires et la levée de fonds ; • Impact Hub propose des accompagnements spécifiques en fonction des demandes faites par les bailleurs. <p><u>Business Support Services</u> : Étude de marché ; Plan d'affaire ; Domiciliation.</p> <p><u>Espaces de travail</u> : Espace de coworking ; Bureaux privés ; Salles de réunion.</p> <p><u>Innovation</u> : Hackathons ; Ateliers ; Cocréation.</p>
	<p><u>Principaux résultats</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement en 2021 d'une cohorte de 20 jeunes femmes dans un programme dédié « Ell'accélère » ; • Accompagnement de porteurs de projets par le biais du FACEJ ; • Accompagnement de 200 jeunes ; • Accompagnement de 20 entreprises ; • Accompagnement de 100 jeunes de l'université de Ségou ; • Accompagnement de 150 jeunes à Tombouctou et Mopti qui ont à leur tour formé près de 900 jeunes.
Microfinance	<p><u>Solution de financement</u> : Plateforme de financement participatif ; conseil et accompagnement à la levée de fonds ; fonds de capital amorçage.</p> <p>Impact Hub accompagne dans la levée de fonds et oriente vers des sociétés de capital visant les startups africaines (West Land Chase).</p> <p>Lancement de campagnes de crowdfunding avec 2scale Inclusive Agribusiness.</p>
Formations courtes	<ul style="list-style-type: none"> • Entrepreneurat ; • Anglais des affaires ; • Développement personnel.
Certification des formations	Aucune
Suivi des bénéficiaires	Le suivi est assuré par l'équipe de gestion des projets avec des conseils juridique, fiscal, financier, stratégique, en management et en organisation.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> - Impact Hub travaille sur des thématiques qui intéressent les migrants de retour, telles que l'agribusiness. - Impact Hub travaille avec des jeunes qui ont un certain niveau d'éducation. Il y a l'exigence d'un certain niveau d'instruction.
Capacité d'absorption	Impact Hub a la capacité de former 250 entrepreneurs dont des migrants de retour qui ont atteint un certain niveau d'études.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Care et USAID par le programme Feed The Future (sécurité alimentaire et nutrition) ; • IRC et Crosswise Works, Dji Ri Sanya (eau et assainissement et PME) ; • PNUD, Hackathon sur l'innovation environnementale ; • Save the Children YIL plus ; • Swisscontact dans le cadre du FACEJ.

Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<ul style="list-style-type: none"> - Impact Hub peut accompagner des migrants de retour dans le développement de leur activité entrepreneuriale. - Impact Hub peut apporter l'appui, le coaching et le suivi des migrants de retour, notamment à Bamako, Ségou, Mopti et Tombouctou.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Les activités d'accompagnement lancées par Impact Hub sont dépendantes des financements obtenus. Même si cela permet d'offrir des services gratuits pour les porteurs de projets, les jeunes, les activités ne s'inscrivent pas dans la durée. • La barrière de la langue et le niveau d'éducation des migrants de retour pourraient constituer des freins à leur bon accompagnement durable.
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> • Les migrants de retour ne sont pas informés sur les opportunités et l'existence des structures d'accompagnement dans le cadre de la création d'entreprise. • Impact Hub est présent dans 60 pays et sa première implantation en Afrique francophone est le Mali. Impact Hub peut s'appuyer sur le réseau Impact Hub dans le monde entier pour améliorer son accompagnement. C'est aussi un moyen d'assurer la pérennité des activités Impact Hub au Mali. • Fin 2022, des discussions ont été lancées avec l'OIM pour mettre en place un programme de réintégration de migrants de retour qui devrait être lancé courant 2023. Les modalités n'ont pas été précisées.
Contacts	
Point focal	Diack DOUMBIA, Project manager
Contact	+223/79.97.86.43, hello@the-hub.company

Createam	
Pays	Mali
Région	Bamako, Kayes
Ville	Bamako, Kita, Kayes
Structure	
Type de structure	Privée - Société d'accompagnement à l'entrepreneuriat (SAE) créée en 2016.
Types d'appuis apportés	Incubation, conseil et mise en relation lors des premières étapes de la vie de l'entreprise, accélération d'entreprises et formation.
Financements actuels / principaux	<u>Partenaires actuels</u> : Ambassade du Danemark (FACEJ), ENGIM-Mali (ONG italienne, 60 millions FCFA). <u>Soutien à la création</u> : AFD, Orange, Allianz, Total, IHEM, DFA communication, Entreprendre Mali, Mercy Corps, Yuv, APEJ.
Organisation et gouvernance	Createam est composée d'un conseil d'administration, d'un conseil de Direction et de 5 employés : un Directeur Général, un Spécialiste en Business Développement, un Comptable, un Assistant, un chargé de communication. Des experts, prestataires de services, sont aussi mobilisés pour accompagner les entrepreneurs dans leur incubation et montée en puissance.
Profil des bénéficiaires actuels	Tous les entrepreneurs motivés, sans limite d'âge et sans niveau de base. C'est la motivation et la qualité du projet qui importe.
Capacité totale	<ul style="list-style-type: none"> • Un bureau central à Bamako et 7 bureaux avec des équipements (tables, chaises, matériels informatiques) mis à la disposition des entrepreneurs ; • Createam est présent à Kita et à Kayes ; • 20 entreprises en programme d'accélération soutenues par l'ONG Italienne ENGIM • Sensibilisation de près de 500 jeunes à l'entrepreneuriat.
Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation des réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook, twitter) ; • Présence régulière sur les médias locaux. • Site internet : http://www.createam.ml/ (moins à jour que la page Facebook)
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p>Types d'appui proposés :</p> <p><u>Préincubation</u> : programme d'accompagnement sur mesure de porteurs de projets pendant 4 mois avec l'objectif de valider la viabilité du projet. Createam fournit des aides et des formations pour la formalisation du <i>business model</i>, le développement de plans d'affaires, la gestion et le marketing. Enfin, l'objectif est d'appuyer la levée de fonds.</p> <p>Les frais demandés s'élèvent à 100.000 FCFA.</p> <p><u>Incubation/accélération</u> : accompagne les entreprises dans le développement, la croissance et la mise à l'échelle du projet. L'entreprise doit déjà avoir un chiffre d'affaires. Cet accompagnement se déroule sur 3 ans maximum et comprend les conseils en gestion comptable, le soutien à la levée de fonds et l'accélération du réseautage, de la communication et du marketing.</p>

	Principaux résultats : <ul style="list-style-type: none"> • Depuis 2016, 250 entreprises accompagnées dont 90% en état de fonctionnement ; • Avec le support de ENGIM, Createam soutient 20 entreprises par localité (Bamako, Kayes et Kita).
Formations courtes	<ul style="list-style-type: none"> • Des formations de 5 à 15 jours sur la gestion de projet et le suivi. • Formations techniques dans les nouvelles technologies, énergies renouvelables et agrobusiness.
Certification	Les formations ne sont pas certifiantes.
Secteurs ciblés	Nouvelles technologies, énergies renouvelables et agrobusiness.
Suivi des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • 12 mois de suivi pour les entreprises en croissance ; • 18 mois de suivi pour les entreprises en création.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Createam accompagne des jeunes sans tenir compte de leur niveau d'éducation. L'accompagnement est assuré selon leurs motivations et la qualité de leurs projets. • Createam collabore depuis 2017 avec ENGIM dans les régions de Bamako, Kayes et Kita qui correspondent à des zones de retour de migrants maliens.
Capacité d'absorption	<ul style="list-style-type: none"> - Une soixantaine d'entrepreneurs accompagnés pouvant être répartis sur les trois régions, soit 20 entreprises par localité (Bamako, Kayes et Kita). - Une activité déjà menée au profit des migrants retour avec l'ONG ENGIM.
Partenariats existants	FACEJ et ENGIM.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<ul style="list-style-type: none"> • Fin 2022, des discussions avec l'OIM ont eu lieu pour l'accompagnement de migrants de retour. Un partenariat avec l'OIM doit être mis en place début 2023. Les contours de ce partenariat n'ont pas été précisés. • Createam peut accompagner des migrants de retour dans l'incubation de projets dans les régions de Kayes et de Bamako. • Createam peut permettre la mise en relation entre les entrepreneurs qu'elle a accompagnés et des migrants de retour souhaitant lancer leur projet ou souhaitant acquérir une expérience professionnelle concrète.
Remarques	
Défis exprimés	Createam fonctionne par financements reçus dans les projets d'accompagnement à l'entrepreneuriat mais ne dispose pas de fonds de roulement pour assurer l'accompagnement de plus d'entrepreneurs.
Autres remarques	Le rôle des incubateurs est important pour assurer un lien entre le secteur privé et les besoins exprimés par les bailleurs. Ils doivent continuer à être appuyés (notamment par l'État) pour permettre le développement de l'économie locale.
Contacts	
Point focal	Salé Sissoko, Business Development Manager
Contact	+223/79.13.72.75, sissokosale79@yahoo.fr / contact@createam.ml

FICHE PARTENAIRE 13 : JOKKOLABS

Jokkolabs	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Privée - Société d'accompagnement à l'entrepreneuriat (SAE) lancée au Mali en 2012.
Types d'appuis apportés	Accompagnement entrepreneurial, coaching, conseils et formations.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Société Financière Internationale (SFI), UE, AFD, Ambassade du Danemark. • Réseau Jokkolabs, CNIECIM, Afrilabs, Global Entrepreneurship Network, Webforce3.
Organisation et gouvernance	Jokkolabs est composée d'une équipe locale de 6 salariés qui supervise les activités dans les différents hubs (espaces mis à la disposition des entrepreneurs). Sa mission est d'assurer le bon fonctionnement des espaces et de créer une ambiance favorable à l'innovation et au partage de connaissances.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Étudiants, porteurs de projets, entreprises en croissance. • Jokkolabs répond aux besoins des microentreprises, travailleurs indépendants, travailleurs à domicile, entrepreneurs, start-ups ou encore les travailleurs de l'économie numérique, écrivains, designers et autres professionnels des nouveaux médias ou des arts numériques dont le travail ne rentre pas dans un modèle de bureau classique.
Capacité totale	<ul style="list-style-type: none"> • Bureau uniquement à Bamako ; • 30 jeunes entrepreneurs ou entreprises.
Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Site internet : https://jokkolabs.net/bamako/ • La page Facebook est alimentée régulièrement. • En novembre 2022, Jokkolabs a coorganisé la semaine de l'entrepreneur pour la deuxième année consécutive.
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p>Types d'appui proposés :</p> <p><u>Incubation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités entrepreneuriales et managériales ; • Mise en réseau des porteurs de projets au travers d'événements regroupant des entrepreneurs incubés par Jokkolabs mais aussi par d'autres acteurs. <p><u>Mise en relation</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un espace ouvert, qui accueille tout entrepreneur cherchant à développer son réseau, rencontrer de nouveaux collaborateurs, échanger sur ses pratiques et développer ses projets professionnels, personnels ou associatifs. • Organisation d'événements pour créer des espaces d'échanges et de rencontres entre les entrepreneurs.

	Principaux résultats : <ul style="list-style-type: none"> Depuis sa création en 2012, 80 porteurs d'entreprises ont bénéficié des appuis de Jokkolabs pour la réalisation de business plan, formation, recherche de financement, mise en relation, etc. Organisation d'événements de mise en réseau (semaine de l'entrepreneur, présentations de projets innovants et incubés par Jokkolabs).
Formations courtes	<u>Formations entrepreneuriales et de gestion</u> : <i>Business model, business plan, management, finance.</i> <u>Formations techniques</u> : formation en géolocalisation, sessions d'initiation à Wikipédia, formation aux langages informatiques (ex. Python) et formations aux fintechs.
Certification	Aucune
Suivi des bénéficiaires	Le suivi reste limité car l'équipe est petite. Le budget ne permet pas de garantir un suivi de qualité pour le moment.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> Jokkolabs dispose d'une expertise pour l'incubation et répond à la nécessité d'un accompagnement continu, nécessaire pour les migrants de retour, dans leurs projets professionnels. Jokkolabs met en place des formations en entrepreneuriat et en informatique pouvant être adaptées aux migrants de retour. 20 migrants de retour peuvent être accompagnés par Jokkolabs.
Partenariats	Réseau Jokkolabs, CNI CIM, Afrilabs, Global Entrepreneurship Network
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<ul style="list-style-type: none"> Le développement d'événements sur l'entrepreneuriat des migrants de retour à l'échelle nationale ou régionale pour améliorer la mise en réseau et mieux comprendre les difficultés rencontrées ; La réalisation de modules de formation en informatique pour améliorer l'intégration de ces outils dans la construction de leurs activités. Bien souvent les migrants de retour connaissent ces outils mais n'ont pas les compétences pour les mettre à profit pour leurs projets professionnels ; L'accompagnement de migrants de retour dans l'incubation de leurs projets.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> Jokkolabs ne dispose pas de ressources humaines suffisantes pour assurer le suivi des bénéficiaires ; Dépendance aux financements extérieurs pour des accompagnements et un suivi sur du plus long terme.
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> Jokkolabs est une communauté et un réseau d'espaces et d'innovation (Abidjan, Bamako, Banjul, Dakar, Douala, Niamey, Ouagadougou, Paris, Pointe-Noire, Saint-Louis, Saint-Martin) répartis sur 9 pays. Jokkolabs peut s'appuyer sur son réseau international pour travailler sur ces échanges d'expériences dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest.
Contacts	
Point focal	Seydou SY, Lead
Contact	+223/76.46.33.33, ssy@jokkolabs.co

PARTENARIATS POSSIBLES AVEC DES INSTITUTIONS PUBLIQUES

FICHE PARTENAIRE 14 : AGENCE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES JEUNES (APEJ)

Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ)	
Pays	Mali
Région	National
Ville	National
Structure	
Type de structure	Publique (créée en 2003)
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement à l'insertion professionnelle ; - Formation professionnelle ; - Appui à l'entrepreneuriat ; - Accès aux crédits.
Organisation et gouvernance	<p>L'APEJ a été créée par la loi n°03-31 du 25 août 2003 modifiée en 2014 et évolue sous la tutelle du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.</p> <p>L'APEJ est présente dans toutes les régions et est dirigée par les organes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un Conseil d'administration qui décide du plan de travail annuel et des objectifs de l'APEJ ; • Un Comité de gestion qui est l'organe consultatif ; • Une Direction générale qui met en œuvre le plan d'action adopté par le CA. <p>Basés sur le Programme Emplois Jeunes (PEJ), les services de l'APEJ sont organisés en trois grands axes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement de l'employabilité des jeunes ; • Développement de l'esprit d'entreprise chez les jeunes ; • Renforcement du dispositif de financement des projets des jeunes. <p>De 2004 à 2021, 204 252 jeunes ont bénéficié de l'appui de l'APEJ.</p> <p>Le réseau des « Espace Orientation Jeunesse (EOJ) » (EOJ) a été initié par l'ONG Swisscontact et rattaché par la suite à l'APEJ. Il vise à orienter et accompagner les jeunes vers des filières porteuses d'emploi en mettant à leur disposition une plateforme de service à savoir : information sur les métiers, la formation ou l'entrepreneuriat. Il dispose d'une base de données des jeunes accueillis (informations, profils).</p> <p>Les EOJ sont présents à Bamako, Ségou, Sikasso, Mopti et Tombouctou. Une EOJ est gérée par un Conseiller d'Orientation. Une coordination des EOJ a été lancée.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	L'APEJ s'adresse aux jeunes maliens âgés de 15 à 40 ans de tout niveau de scolarisation.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • En 2021, une plateforme numérique a été lancée « Espace Orientation Jeunesse (EOJ) » pour faciliter aux jeunes maliens l'accès au marché de l'emploi. • Réseaux sociaux (Facebook, twitter, WhatsApp, offline en langues nationales), radios locales. • Journées nationales de l'entrepreneuriat-jeune.
Détails sur l'offre de service	

<p>Développement de l'employabilité des jeunes</p>	<p>Programme « Volontariat » : propose un soutien financier pour la réalisation de stages professionnels (secteurs public et privé) par des allocations de déplacement, de restauration et de sécurité sociale pour une durée de 12 mois avec deux formules :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stage de formation professionnelle : 12 mois pris en charge par l'APEJ ; • Stage de qualification professionnelle : 12 mois pris en charge à moitié par l'APEJ et à moitié par l'entreprise ou l'institution publique. <p>Les jeunes diplômés peuvent accéder à ce programme avec une attention particulière pour les diplômés les plus âgés, les personnes vivant avec un handicap et les femmes.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Depuis 2004, 43 162 jeunes ont bénéficié de ce programme ; - Pour 2021, une cohorte d'environ 2.000 jeunes dont 50 % de femmes a bénéficié de ce programme.
	<p>Programme bourses de formation professionnelle au Maroc : programme annuel de 50 bourses de formation proposées dans les secteurs suivants : Gestion/commerce, Agroalimentaire, Bâtiment, Construction métallique, Fabrication mécanique, Froid/climatisation, Génie électrique, Hôtellerie et tourisme, Métiers de l'automobile, NTIC, Textile, Transport/logistique.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 garçons et 25 filles sélectionnés avec un niveau minimum baccalauréat, moins de 24 ans, maîtrise du français et des compétences techniques.
<p>Développement de l'esprit d'entreprise chez les jeunes</p>	<p>Des sessions de formation et sensibilisation sont proposées pour les jeunes notamment dans les Universités et Écoles sur la création d'entreprise, la gestion simplifiée, l'éducation financière, le mentorat, la gestion d'entreprise, les compétences de vie, les modules techniques.</p> <p>Les outils utilisés sont ceux du GERME (gérez mieux votre entreprise) développés par l'OIT. Les formations durent jusqu'à 10 jours. Tous les jeunes peuvent accéder à ces formations à l'entrepreneuriat.</p> <p>Depuis 2004, 78 236 jeunes ont été sensibilisés et formés à l'entrepreneuriat.</p>
<p>Renforcement du dispositif de financement des projets des jeunes</p>	<p>Les PME et PMI sont accompagnés dans le processus de formalisation de leur plan d'affaire et bénéficient ensuite de financement pour la formalisation de l'activité (kit de démarrage, matériel et équipements). L'APEJ offre, à ce titre, des documents de garantie à destination du réseau bancaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 19 955 plans d'affaires des jeunes ont été financés dans le secteur des PME/PMI ; 220 projets de pisciculture financés.
<p>Création d'emplois rapides (HIMO)</p>	<p>L'APEJ met en œuvre des chantiers-écoles HIMO. Il s'agit principalement de travaux publics qui permettent la formation par l'apprentissage sur les chantiers (périmètres maraîchers et agricoles, pavage, routes, pistes, marchés, curage et nettoyage).</p> <p>Il est possible de mettre en place des mécanismes de sélection avec des critères spécifiques dans le but de travailler avec les jeunes vivant en situation de vulnérabilité.</p> <p>L'APEJ travaille en partenariat avec l'Office du Fleuve Niger, les collectivités territoriales.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 864 jeunes, techniciens et élus ont été formés aux techniques HIMO à travers les chantiers-écoles. - 24 085 jeunes ont été mobilisés pour les travaux de curage de caniveaux, balayage de voies et entretien routier dans le cadre de programmes d'urgence dans les régions du Nord et du Centre mis en œuvre par le PNUD.
<p>Suivi des bénéficiaires</p>	<p>Pour le programme de stages, le taux d'insertion est de 90 %. L'ONEF a été missionné pour effectuer une étude sur l'insertion des bénéficiaires.</p> <p>Pour le volet développement de l'esprit entrepreneurial, il existe un système de mentorat mis en place avec les Chambres des métiers et chambres de l'agriculture.</p>

Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'APEJ dispose d'un réseau important par sa présence dans toutes les régions et ses collaborations avec les conseils régionaux ; • L'APEJ est au cœur du dispositif d'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi, elle dispose d'une longue expérience de coopération avec les PTF sur les questions d'emploi et d'un réseau national avec des centres de formation ; • L'APEJ a été partenaire de l'OIM (IC UE-OIM) et du programme EJOM (SNV).
Capacité d'absorption	Pas de limites dès lors qu'ils entrent dans les critères de sélection (âgés entre 18 et 40 ans).
Partenariats existants	<p>Partenariat avec l'OIM afin de participer à l'insertion des bénéficiaires à l'issue des formations suivies dans le cadre de l'IC dans les régions de Kayes, Gao, Tombouctou et Mopti. L'APEJ dispense également des formations en entrepreneuriat (6 jours).</p> <p>Autres partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - PTF : LuxDev (MLI/021, MLI/022, MLI/026), PNUD (Youth Connekt, HIMO), FIDA (HIMO), Swisscontact (EOJ), GIZ, FAO/UNESCO/OIM (Projet employabilité des jeunes, Kita et Yanfolila), OFII (financement des plans d'affaires des migrants de retour) ; - Secteur privé : Chambres de l'Agriculture, Chambres des Métiers, bureaux d'études en charge des formations et des accompagnements ; - Centres de formation : Centre Agro-Alimentaire de Siby
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Les possibilités de collaboration avec l'APEJ pourraient inclure plusieurs volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adapter le système des stages de qualification professionnelle (cadre du PEJ) à destination des migrants de retour, avec une prise en charge de 6 à 12 mois ; • Mise en place de travaux HIMO à destination des communautés, des groupes les plus vulnérables et les migrants de retour ; • Formation en compétences de vie, développement entrepreneurial et éducation financière accessible localement via les espaces APEJ et les EOJ ; • En plus des formations à l'entrepreneuriat, élargir l'appui apporté par l'APEJ à l'insertion et l'accompagnement durable des migrants de retour ; • Implanter des EOJ sur l'ensemble du territoire et notamment dans les zones de retour (Gao et Kayes).
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • L'APEJ fonctionne principalement sur la base de financements de projets pour la réalisation de certaines activités. Dans ce contexte, la fin des projets rend difficile la durabilité des réalisations et le suivi sur le moyen terme de l'insertion des bénéficiaires (ex. projet EJOM et la prestation dans le cadre de l'IC UE-OIM). • Il y a un chevauchement entre les activités de l'ANPE, l'ONEF et l'APEJ. Elles collaborent mais dupliquent certaines activités sans qu'il y ait une répartition claire des compétences de chacune des agences. • L'APEJ garantit un appui aux jeunes pour accéder aux crédits via le fonds National pour l'Emploi des Jeunes (FNEJ). La procédure d'accès au crédit et de validation des plans d'affaires est longue et complexe.
Autres remarques	Dans le cadre des prochaines phases de programmation, il serait opportun de renforcer les capacités de la structure afin d'en faire un élément moteur de la réintégration, et ne pas limiter les activités réalisées à une approche projet.
Contacts	
Point focal	Cheick Oumar Sow, Directeur général adjoint
Contact	+223/66.74.50.89, sow_cheickoumar@yahoo.fr

FICHE PARTENAIRE 15 : AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE)

Agence nationale pour l'emploi (ANPE)	
Pays	Mali
Région	National
Ville	National
Structure	
Type de structure	Publique
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement à l'insertion professionnelle ; • Formation professionnelle ; • Appui à l'entrepreneuriat ; • Accès aux crédits.
Organisation et gouvernance	<p>L'ANPE est placée sous la tutelle du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. Elle a été créée en 1954. Les trois grandes missions de l'ANPE sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organiser le système d'intermédiation et d'information sur le marché du travail ; • Appuyer l'auto-emploi pour l'émergence de micro, petites et moyennes entreprises viables ; • Accompagner les travailleurs étrangers employés et les migrants de retour au Mali. <p>L'ANPE est dirigée par les organes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un Conseil d'administration qui décide du plan de travail annuel ; • Un Comité de gestion qui est l'organe consultatif ; • Une Direction générale qui met en œuvre le plan d'action adopté par le CA. <p>La structure de l'ANPE inclut les services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une Agence comptable ; • Un Service de contrôle interne ; • Un Département Coopération et migration ; • Un Département Intermédiation ; • Un Département Formation et Promotion de l'Emploi ; • Un Département Centre de perfectionnement ; • Un Département Statistique ; • Un Département Communication ; • Un Département Juridique et Contentieux ; • Un département Informatique ; • Un Département Finances.
Profil des bénéficiaires actuels	Tous les demandeurs d'emploi, sans distinction d'âge ou de sexe.
Capacité totale (actuelle et à terme)	<ul style="list-style-type: none"> • L'ANPE est un service public et toutes les personnes qui se rendent à l'ANPE doivent pouvoir bénéficier des mêmes services. • L'ANPE dispose de 11 directions régionales et de 49 collaborateurs locaux pour un accompagnement local. Chaque direction régionale a deux chefs de services (intermédiation et formations/emplois) ainsi qu'un directeur régional. • Dans chaque direction, il y a des conseillers emplois locaux et un conseiller migration internationale.

	<ul style="list-style-type: none"> • 6 Centres de Perfectionnement Reconversion (CPR) et le Centre École de Kayes (fonctionne de manière autonome) ont la mission de la formation, le perfectionnement et la reconversion des Maliens, dont les migrants de retour.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<p>Site internet fonctionnel : http://www.anpe-mali.org/</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le site met à jour les offres d'emploi disponibles et centralise toutes les offres au niveau national. • L'ANPE a un outil en cours de lancement (Bara-ANPE) qui permet de centraliser l'ensemble des offres, postuler en ligne directement et donner le choix aux entreprises de sélectionner les candidats seules ou avec l'aide de l'ANPE. Cet outil est encore en phase de test et n'est pas développé dans toutes les directions régionales.
Détails sur l'offre de service	
Accès au marché de l'emploi et Accompagnement de l'auto-emploi	Programme de placement professionnel par le biais de stages en entreprise. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier d'avantages fiscaux. Ces stages sont d'une durée de six mois renouvelables trois fois.
Développement des compétences	<p>L'ANPE dispose de centres de formation (6 CPR et l'AEK) qui permettent de proposer les services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation et aide à l'installation dans le cadre de l'auto-emploi ; • Formations à l'entrepreneuriat : renforcement des capacités des demandeurs d'emploi à travers les modules TRE, TRIE, CREE et GERME ; • Renforcement de compétences pour la recherche d'emplois (informatique, entretiens d'embauche) ; • Formation qualifiante et diplômante.
Suivi des migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> - L'OFII travaille avec l'ANPE pour l'accompagnement de migrants maliens de retour de France. L'ANPE est impliquée dans le cadre des volets réinsertion et auto-emploi. - L'ANPE travaille aussi avec la GIZ pour accompagner les migrants de retour vers l'auto-emploi.
Placement de travailleurs à l'étranger	L'ANPE organise le placement des travailleurs maliens à l'étranger au travers de programmes dédiés négociés avec les pays intéressés (ex. programmes avec l'Espagne, avec les Etats du Golfe).
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Expérience d'accueil des migrants de retour dans le cadre de l'IC UE-OIM (voir infra). • Les Centres de Perfectionnement Reconversion (CPR) peuvent permettre de renforcer l'employabilité des jeunes diplômés.
Capacité d'absorption	Pas de limites. La prise en charge des demandeurs d'emploi fait partie de ses prérogatives. S'il s'agit de migrants de retour, l'ANPE dispose des points focaux migration pour faciliter leur insertion, placement, formation et reconversion.

<p>Partenariats existants</p>	<p><u>Avec l'OFII</u> : Programme d'aide au retour de Maliens depuis la France.</p> <p><u>Avec l'OIM</u> : dans le cadre de l'IC UE-OIM, l'ANPE a participé à l'identification et au profilage des migrants de retour en 2018. Aujourd'hui, l'ANPE n'est plus un partenaire de l'OIM.</p> <p><u>Avec le ministère des Maliens de l'Extérieur</u> : L'ANPE collabore avec le ministère dans le cadre de l'Axe 3 de la PONAM (retour, réinsertion et placement).</p> <p>L'ANPE entretient également des partenariats avec les deux faïtières des Maliens de l'extérieur (Haut Conseil des Maliens de l'Etranger et Conseil Supérieur de la Diaspora) pour accompagner les Maliens qui ont fini leurs études et qui rentrent au Mali. Cet accompagnement concerne l'orientation, l'accompagnement et le placement en entreprises.</p> <p>Autres partenaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autres PTF : GIZ et ICMPD (projet sur la migration professionnelle) ; • Secteur privé : collabore avec la CONABEM (faïtière des agences de placement), travail avec l'UEMOA (accès au financement des entreprises formelles) ; • Autres agences : Pôle emploi France, Forem et Actiris en Belgique.
<p>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le maillage territorial de l'ANPE est une force pour permettre d'assurer un accompagnement des migrants dans leur région et cercle de retour. - L'Atelier École Kayes est une bonne opportunité pour proposer des formations dans une région de retour et ayant un lien direct avec l'ANPE (un accord est en cours de discussion avec l'OIM).
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les entreprises n'ont que peu recours à l'ANPE pour la recherche de travailleurs. Les capacités d'intermédiation entre offre et demande doivent être améliorées. • Des points focaux migration internationale sont nommés dans chacune des directions régionales mais nécessitent un renforcement de capacités pour intégrer le volet orientation des migrants de retour. • Les PTF ont tendance à avoir recours à l'ANPE comme prestataire de services mais il s'agit d'une institution publique qui dispose de son autonomie. Elle ne souhaite pas être mise en concurrence et ne participe pas à des processus de sélection de partenaire. Par exemple, elle n'a pas souhaité participer à la demande de l'OIM pour devenir partenaire dans le cadre de l'IC UE-OIM. L'APEJ a soumis un dossier afin d'être évalué sur ses compétences, ce que n'a pas souhaité faire l'ANPE.
<p>Autres remarques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • La collaboration avec l'ONEF est limitée (en charge des études sur l'emploi). L'ANPE effectue elle-même ses propres études. • Avec la présence de l'ANPE et les point focaux migration en région, cette base pourrait permettre une prise en charge locale pour accompagner, former les migrant de retour au plus proche de leurs communautés.
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Sambal Sidibé, Chef du Département Coopération Migration (DCM) Bréhima Sidibé Noumbary, Chef de service Migration de la DCM</p>
<p>Contact</p>	<p>+223/66.73.50.99, sidibesam5@yahoo.fr +223/76.32.09.12, sbnoumbary@yahoo.fr</p>

FICHE PARTENAIRE 16 : AGENCE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (API)

Agence pour la Promotion des Investissements (API)	
Pays	Mali
Région	Kayes, Mopti, Ségou, Bamako et Sikasso
Ville	Kayes, Mopti, Ségou, Bamako et Sikasso
Structure	
Type de structure	Établissement Public Administratif, créé en 2005.
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'entreprise et accompagnement des entrepreneurs dans le lancement de leur projet. • Soutien aux investissements étrangers au Mali (étrangers et nationaux). • Contribuer à l'amélioration du climat des affaires. • Identifier et promouvoir les opportunités d'investissements.
Financements actuels / principaux	Ambassade du Royaume du Danemark, Banque mondiale, International Finance Corporation (IFC), PNUD, FIDA, UNCDF, BAD et UN Women
Organisation et gouvernance	L'API est placée sous la tutelle du cabinet du Premier ministre.
Profil des bénéficiaires actuels	Toute personne qui décide de formaliser son projet entrepreneurial par la création légale de son entreprise.
Capacité totale	Plusieurs centaines de personnes
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> - www.apimali.gov.ml/wordpress/ - Les réseaux sociaux sont utilisés par l'API pour faciliter la création d'entreprises et dynamiser les activités lancées. - L'API soutient et participe aux événements portant sur l'entrepreneuriat lancés par les incubateurs.
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter les démarches et procédures administratives ; • Accueillir et accompagner sereinement les investissements ; • Améliorer l'environnement des affaires au Mali ; • Élaborer des politiques favorables aux investisseurs.
Formations courtes	<p>Avec le <i>Women Business Center</i>, des formations sont proposées aux femmes entrepreneuses, associations et groupements. Les thèmes concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir le Mali auprès des investisseurs locaux et étrangers ; • Encourager et soutenir les investissements au Mali ; • Formations courtes à la gestion d'entreprises, l'esprit entrepreneurial et l'accès au crédit.
Certification des formations	Aucune
Suivi des bénéficiaires	Pour l'année 2020, près de 15 000 entreprises ont été créées.
Partenariats	

Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	L'API accompagne toute personne qui décide de formaliser son projet entrepreneurial. L'expérience du <i>Women Business Center</i> permet de tester des accompagnements plus ciblés pour des publics ayant un faible niveau d'alphabétisation.
Capacité d'absorption	Plusieurs centaines de personnes par an
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Banque mondiale (Programme EPEC) • UN Women (Women Business Center)
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	L'API joue un rôle central pour la formalisation d'entreprise. Son rôle de guichet unique pour la formalisation des entreprises et sa présence territoriale en font un acteur pertinent au Mali pour faciliter l'insertion professionnelle et financière des migrants de retour.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> - L'API se fixe un objectif de 500 formalisations d'entreprises par an. - Un obstacle dans le secteur des affaires au Mali est le faible taux d'alphabétisation, en particulier dans les villes secondaires qui entrave la compréhension des procédures de formalisation d'entreprises.
Autres remarques	L'API souhaite lancer prochainement un guichet spécial pour les membres de la diaspora qui souhaitent investir et créer leurs entreprises au Mali.
Contacts	
Point focal	Moussa Bouaré, Directeur du Guichet Unique
Contact	+223/71.62.20.20, moussa.bouare@apimali.gov.ml

PARTENARIATS POSSIBLES AVEC DES ONG

FICHE PARTENAIRE 17 : SWISSCONTACT

Swisscontact	
Pays	Mali
Région	Sikasso, Mopti, Tombouctou, Gao, Koulikoro et Bamako
Ville	Présent dans les principales villes des régions
Structure	
Type de structure	ONG internationale, présente au Mali depuis 1989
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à l'employabilité et l'insertion économique des jeunes ; • Développement de dispositifs inclusifs de formation ; • Développement de mécanismes d'insertion professionnelle et d'accès au marché ; • Appui à la création d'entreprises et à l'auto-emploi ; • Accompagnement à l'accès aux produits et services financiers.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Ambassades du Danemark et des Pays-Bas, FACEJ, 2019-2024 (24 millions EUR); • Union européenne/FFU, Projet ADEL (via LuxDev), 2020 – 2023 ; • Union européenne/FFU, Projet PROJES (via GIZ) ; • Coopération Suisse (DDC), Programme 'Particip' (nouveau programme de formation professionnelle, 2023 – 2028) ; • Coopération Suisse (DDC), Une formation, des opportunités - Améliorer l'insertion économique des jeunes et des femmes au Sahel, 2021 - 2024.
Organisation et gouvernance	Swisscontact dispose d'une équipe de direction composée d'une Directrice pays, un Directeur pays adjoint, un Directeur administratif et financier, un Directeur suivi-évaluation, un responsable communication et de chefs d'équipe en charge des programmes.
Profil des bénéficiaires	Jeunes filles et garçons non-scolarisés et déscolarisés, mineurs vulnérables, jeunes entrepreneurs, MPME de 18 à 30 ans (FACEJ) ou 15 à 40 ans (ADEL).
Capacité totale	Un bureau de coordination est établi à Bamako ; les activités sont soutenues dans les régions de Tombouctou, Gao, Mopti, Sikasso, Koulikoro et Bamako (zones urbaines).
Stratégie de communication	Swisscontact communique à travers des plateformes créées comme c'est le cas pour le FACEJ : FACEJ – Appui à la Création d'Entreprise par les Jeunes
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p>Projet FACEJ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement de 3 guichets pour le financement : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le guichet « start-up » financera une subvention d'amorçage des jeunes entrepreneurs et leur accompagnement ; ○ Le guichet « entreprise en croissance » financera une subvention de développement et l'accompagnement des jeunes entrepreneurs dans le développement de leur entreprise ; ○ Guichet « vert » pour des initiatives orientées vers le développement durable. • Création de 1 100 entreprises par des jeunes de type start-up : formation à l'entrepreneuriat ; appui à l'approfondissement des plans d'affaires ; appui au développement de 330 PME. <p>Projet ADEL :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de 12 Dispositifs d'Orientation et d'Insertion Professionnelle (DOIP) ; • Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans l'insertion professionnelle ; • Renforcer le Cadre Régional de Gestion Partenariale de la Formation Professionnelle pour l'emploi ; • Accompagner 2 500 jeunes vers la formation et assurer l'insertion de 2 000 jeunes par les conseillers d'orientation ; • Réaliser des études de marché et identifier les métiers porteurs ; • Assurer la mobilisation et la participation active des jeunes.
Formation Professionnelle	<u>Site Intégré de Formation (SIFA)</u> : Swisscontact Mali s'inspire de l'expérience au Niger pour développer les SIFA au Mali. Ces formations sont dispensées sur 6 mois en production végétale, animale et en transformation agroalimentaire sur les sites ;
Suivi des bénéficiaires	Des partenariats sont systématiquement établis par Swisscontact avec les collectivités territoriales et les services déconcentrés des ministères afin de renforcer le suivi des jeunes appuyés dans chaque commune. Dans le cadre du FACEJ, les facilitateurs accompagnent les jeunes de 12 à 18 mois.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Swisscontact dispose d'une expérience importante et d'une expertise reconnue dans l'accompagnement des jeunes vulnérables vers l'auto-emploi ; • Swisscontact met en place un coaching individualisé des bénéficiaires de ses projets et facilite l'accès des jeunes entrepreneurs aux financements, aussi bien vers le système bancaire que vers d'autres projets pour une mise à niveau (2Scale, PAC-PME, Zira Capital...).
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Partenaires financiers : Union européenne, Danemark, Suisse, Lichtenstein. Mise en œuvre conjointe de programmes financés par l'Union européenne et le FFU avec LuxDev et la GIZ. • Partenaires opérationnels : Conseils régionaux, APEJ, DNFP, autorités locales, directions régionales déconcentrées (formation professionnelle, emploi, éducation).
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec Swisscontact peut s'articuler autour de plusieurs volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des EOJ et DOIP et extension de ces dispositifs pour intégrer la problématique des migrants de retour et améliorer les mécanismes d'insertion et des liens formation/emploi ; • Élaborer un partenariat pour créer un guichet FACEJ pour les migrants de retour ; • Dupliquer une version du projet ADEL dans une région de retour (Gao ou Kayes).
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> - La principale difficulté pour les jeunes est l'accès au financement. Le FACEJ permet de travailler sur l'amélioration de l'accessibilité financière. - Les jeunes formés dans les SIFA et les CFA doivent disposer d'un lopin de terre pour avoir accès aux formations ce qui limite l'accès des jeunes les plus vulnérables.
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> - Swisscontact a été très actif dans le développement du secteur de la formation professionnelle par les collectivités locales, et les institutions nationales et déconcentrées en charge de la formation professionnelle (PAFP, participation à la création des EOJ gérés actuellement par l'APEJ). - Swisscontact a adopté l'approche duale qui inclut une grande partie de la formation dans l'entreprise. Cette formule permet d'adapter au mieux la formation aux besoins des bénéficiaires et du marché. C'est dorénavant l'approche la plus répandue au Mali.
Contacts	
Point focal	Christian Geosits, Directeur pays ; +223/76.40.55.88, christian.geosits@Swisscontact.org

FICHE PARTENAIRE 18 : AGRONOME ET VETERINAIRE SANS FRONTIERES (AVSF)

Agronome et Vétérinaire Sans Frontières (AVSF)	
Pays	Mali
Région	Tombouctou, Gao, Mopti, Sikasso, Kita, Bamako
Ville	Un bureau de coordination est établi à Bamako
Structure	
Type de structure	ONG internationale
Type d'appui apporté	<p><u>Objectifs généraux</u> : accroissement des revenus des exploitations agricoles familiales, développement territorial, accès aux services sociaux.</p> <p><u>Appuis spécifiques</u> : transition agroécologique, insertion économique des jeunes.</p>
Financements actuels / principaux	<p>Financement actuel :</p> <ul style="list-style-type: none"> FIDA, MERIT-Multi Energie pour la Résilience et la Gestion Intégrée des Territoires, 2021 à fin 2024 (3,7 millions EUR) ; FFEM, Réduction de l'usage des pesticides, mai 2022 à avril 2025 ; Union européenne, AMINATA Amélioration de l'accès aux Innovations Agricoles pour la Transition Agroécologique, 2022 à avril 2025 (220.000 EUR) ; AFD, Projets trois frontières-développement local, 2018- juin 2023 (55 millions EUR) ; AFD et FFEM, Programme régional Equité sur le commerce équitable, 2019-2023. <p>Financements précédents d'intérêt :</p> <ul style="list-style-type: none"> UNICEF, « Insertion économique des jeunes », mai 2021 – juin 2022 (220.000 EUR).
Profil des bénéficiaires	Jeunes filles et garçons non-scolarisés et déscolarisés, mineurs vulnérables (démobilisés de groupes armés), associations paysannes. Le critère pour identifier les bénéficiaires est la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire.
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p>Projet Insertion économique des jeunes :</p> <ul style="list-style-type: none"> Insertion économique de 90 jeunes et de ménages très pauvres sur des AGR élevage et petit commerce ; Structuration des jeunes appuyés et des ménages très pauvres en coopératives formelles ; Kits d'installation proposés aux jeunes à hauteur de 500.000 FCFA. Ces kits servent à financer du matériel et de l'équipement devant être validés par AVSF. <p>Multi Energie pour la Résilience et la Gestion Intégrée des Territoires (MERIT) : Intégration agriculture élevage et transition agroécologique par le développement de biodigesteurs familiaux.</p> <p>Réduction de l'usage des pesticides : Développement de pratiques alternatives par l'agroécologie.</p> <p>Amélioration de l'accès aux Innovations Agricoles pour la Transition Agroécologique (AMINATA) :</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la capacité d'action des producteurs pour l'adaptation de leur système de production ; Consolider l'émergence de dispositifs d'appui à l'innovation paysanne durables et réactifs pour un accès rapide des producteurs.

	<p>Projets trois frontières-développement local :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui au développement des filières prioritaires par les collectivités et les organisations paysannes ; • Formation et accompagnement des comités de gestion ; • Dialogue social et appui aux initiatives locales. <p>Programme régional Equité sur le commerce équitable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appuyer la structuration des organisations et des filières par le développement du commerce équitable ; • Assurer la promotion de l'égalité femmes-hommes et l'insertion des jeunes dans les filières de commerce équitable.
Accès au financement	<p><u>Coopérative Utilisation de Matériel Agricole (CUMA)</u> : il s'agit d'un dispositif fondé sur la constitution de groupes de 5 à 8 personnes sollicitant un crédit à une faïtière. Ce crédit est commun au membre du groupe, lesquels le remboursent à cette faïtière qui elle-même le met à disposition d'une autre CUMA. L'intérêt est d'utiliser un système traditionnel de tontine adapté à des besoins plus importants et pouvant être soutenu par un groupe.</p>
Formations courtes	<p>Les formations proposées concernent les secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entrepreneuriat : Montage de plan d'affaires, accès aux intrants et équipements agricoles ; • Coaching et accompagnement en lien avec les organisations paysannes ; • Techniques : embouche bovine, maraîchage, pisciculture, transformation agroalimentaire. Un accent est mis sur l'agroécologie et l'agriculture.
Certification des formations	<p>Les formations sont certifiées dans le cadre de la collaboration avec le réseau des écoles agro-sylvo-pastorale.</p>
Suivi des bénéficiaires	<p>Le suivi est assuré sur une période de 6 mois minimum, par des animateurs, pour attendre la première récolte. L'idéal est de pouvoir assurer un suivi des bénéficiaires sur deux récoltes afin d'assurer la pérennité de l'activité (au minimum un an).</p> <p>A la fin des projets lancés par AVSF, un travail avec les services techniques doit les amener à prendre le relais mais dans la pratique le suivi par les services techniques reste compliqué pour des raisons d'accès aux bénéficiaires (parfois géographiquement éloignés ou difficiles à atteindre pour des raisons de sécurité).</p>
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • AVSF a travaillé avec des publics vulnérables comme des jeunes ayant quitté des groupes armés. Les problématiques d'acceptation sociale et communautaire peuvent être les mêmes que pour les migrants de retour ; • AVSF appuie le développement local notamment à Kayes et Gao, considérées comme des régions de retour ; • AVSF a mis en place des relations de confiance avec des organisations paysannes locales. Ces dispositifs pourraient bénéficier à certains migrants de retour.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> - <u>Partenaires financiers</u> : UNICEF, AFD, Union européenne, Service Coopération des Yvelines. - <u>Partenaires opérationnels</u> : Conseils régionaux, CNOP, faïtières régionales et organisations paysannes locales. - <u>ONG partenaires</u> : Stop Sahel, GRET, Commerce équitable France, CIRAD, ADESAH (ONG partenaire de AVSF depuis 2007 et travaille principalement dans les régions du nord du Mali où l'accès est difficile).

Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec AVSF pourrait s'articuler autour de deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégration des migrants de retour via les dispositifs de développement local des localités identifiées comme zones de retour ; • Suivi et accompagnement à l'intégration sociale, communautaire et économique de migrants de retour ; • Placement, sensibilisation et mise en relation des migrants de retour avec des entreprises accompagnées sur des filières équitables.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • L'accompagnement à la réintégration économique doit aussi inclure la dimension sociale et communautaire. Le ménage et la communauté doivent être impliqués dans le processus de réintégration économique des jeunes et les accompagner pour une réussite durable. Les normes sociales peuvent ralentir cette réintégration. • Un travail avec les organisations paysannes permet de travailler sur la dimension sociale et communautaire. Dans certaines zones difficiles d'accès pour des raisons sécuritaires, c'est un relai essentiel pour garantir le bon déroulé des activités.
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> • Les organisations paysannes (OP) accompagnées par AVSF travaillent avec des agriculteurs et éleveurs des régions de Kayes, Tombouctou, Gao, Mopti et Sikasso. L'inclusion des migrants de retour au sein des OP déjà en place pourrait être compliquée. Il pourrait cependant être envisagé de mettre en place des groupements spécifiques pour les migrants de retour dans des zones où l'activité est déjà structurée. • AVSF accompagne les organisations et les filières dans leur structuration pour le développement du commerce équitable. Ceci peut être créateur d'emplois locaux mieux rémunérés et avec la reconnaissance de certains droits sociaux. Dans des zones de retour, ces entreprises et organisations peuvent créer des emplois pouvant convenir aussi à des migrants de retour.
Contacts	
Point focal	Marc Chapon, coordinateur pays
Contact	+223/76.36.87.39, m.chapon@avsf.org

GRDR - Migration-Citoyenneté-Développement	
Pays	Mali
Région	Kayes
Ville	Kayes
Structure	
Type de structure	ONG
Types d'appuis apportés	<ul style="list-style-type: none"> • Développement économique local : appui à la maîtrise d'ouvrage et d'œuvre des collectivités territoriales et des élus locaux, diagnostics participatifs du territoire et diagnostics spécialisés, accompagnement et médiation sociale, renforcement de capacités des acteurs du territoire ; • Développement des compétences et accompagnement vers le marché de l'emploi : formation et insertion économique des jeunes et des femmes, développement des filières agricoles et agro-alimentaires, organisations de producteurs et services à l'agriculture, aide à la création de micros et petites entreprises ; • Enjeux migratoires : prise en charge de migrants de retour, soutien au plaidoyer politique sur les questions migratoires. Coopération transfrontalière et intégration régionale.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • 46% des fonds proviennent de l'AFD, principale source de financements du GRDR en 2021 ; • 27% des fonds sont en provenance de l'Union européenne ; • 17% sont des fonds privés (essentiellement de fondations et d'associations partenaires telles que la fondation Abbé Pierre, le CCFD-TS, le CFSI, etc.) ; • Les 10 % restant proviennent de subventions d'État et des collectivités territoriales.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Le GRDR dispose d'une coordination à Bamako et d'une antenne à Kayes. 15 agents travaillent pour l'antenne de Kayes • La coordination Mali, basée à Bamako, assure la représentation institutionnelle de l'association auprès des instances décisionnelles (bailleurs et coopérations bilatérales) et des partenaires. Elle mène des actions de gestion de projets et porte un plaidoyer sur les migrations et le développement local. • La coordination Mali apporte un appui en termes de management de projets et de ressources humaines à la cellule de Kayes.
Profil des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Institutions publiques : Conseil Régional de Kayes (CRK) ; Collectivités territoriales ; Syndicat de collectivités ; • Organisations de la société civile : associations de migrants de retour ; structures membres de l'Espace Migration Développement de Kayes (EMDK) ; • Migrants de retour et groupes vulnérables de la région de Kayes.
Stratégie de communication	<p>Les migrants sont identifiés avec l'appui des partenaires au niveau de la région : l'association des migrants de retour, la Direction régionale du développement social, le Conseil Régional et l'ANPE.</p> <p>www.grdr.org</p>

Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p><u>Types d'appui proposés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réinsertion de migrants de retour (Projets financés par l'OFII) : aide à la réinsertion sociale, aide à la réinsertion par l'emploi, aide à la réinsertion par la création d'entreprise ; • Développement de formations professionnelles à destination des jeunes et des femmes dans le secteur de l'agroécologie ; • Renforcement de capacités d'organisations paysannes et coopératives maraîchères (organisationnelles, productivité et capacités techniques) ; • Développement de micro-projets de développement économique local et d'insertion professionnelle.
	<p><u>Principaux résultats (seuls les résultats des projets pertinents pour l'étude sont développés ici) :</u></p> <p>Réinsertion de migrants de retour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 80 jeunes accompagnés en grande partie dans le maraîchage et la savonnerie ; • Plus de 100 jeunes migrants de retour accompagnés dans la réinsertion par l'auto-emploi ; • 3 associations (50 membres) ont bénéficié chacune d'un appui de 5 000 EUR. <p>Renforcement de capacités de coopératives maraîchères et d'acteurs de certaines filières :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formations techniques de plus de 500 producteurs individuels ou collectifs (filières banane, maraîchage, agroécologie) ; • Structuration de 5 groupements et d'associations regroupant plusieurs dizaines de personnes sur la filière de production banane ; • Un cadre de concertation multi-acteurs a été mis en place autour de la filière banane.
Formations courtes	<p>Des formations en collaboration avec des centres de formation et les services techniques sur toutes les filières porteuses de la région : l'Atelier École de l'ANPE, le Centre de Formation Agro-pastorale de Kayes, le Conseil régional, l'APEJ, le Développement social.</p> <p>Les formations portent à la fois sur la formation technique et les compétences entrepreneuriales (gestion d'entreprise, techniques de production).</p> <p>La gestion financière et l'accès au crédit sont assurés par le GRDR avec ses partenaires.</p>
Certification	Des attestations reconnues par les services techniques comme l'ANPE, l'APEJ et le Conseil Régional sont délivrées après chaque formation.
Suivi des bénéficiaires	Au niveau de chaque zone le GRDR met en place un comité de sélection et un comité de suivi. Des équipes mobiles suivent également régulièrement les bénéficiaires de leurs différents programmes.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • Le GRDR dispose d'une expérience importante et d'une expertise reconnue dans l'accompagnement des jeunes vulnérables vers l'auto-emploi ; • Connaissance des enjeux socio-économiques et des acteurs de la région de Kayes (élus, services déconcentrés, sociétés civiles...) ; • Le GRDR dispose d'une expertise reconnue en matière migratoire par l'accompagnement à la réintégration des migrants de retour et son travail avec la diaspora.

Partenariats existants	AFD, Expertise France, UE, OFII, Conseil Régional, ANPE, APEJ, Institut Polytechnique Rurale de Formation et de Recherche Appliqué/IPR, Réseau des Horticulteurs de Kayes, Collectivités locales, CCFD.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<ul style="list-style-type: none"> • Le GRDR pourrait être un partenaire intéressant pour développer une approche de développement économique locale dans la région de Kayes, considérée comme la deuxième zone de retour des migrants au Mali. • Un mécanisme de réintégration intégrée peut être lancé avec l'appui des acteurs locaux que le GRDR soutient depuis de nombreuses années. • Le GRDR peut aussi apporter son expérience pour soutenir l'accompagnement à la réintégration sociale et économique des migrants de retour (formations entrepreneuriales et techniques, création d'emplois pour les jeunes et recherche de financement pour les projets jeunes).
Remarques	
Défis exprimés	Les fonds proposés pour l'accompagnement individuel sont souvent insuffisants pour permettre à un bénéficiaire de réussir dans son projet.
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> - Le GRDR inscrit son action dans la durée à travers une approche de proximité renforcée par une base associative locale - Conseils d'Orientation et de Suivi (COS) - qui viennent en appui aux équipes de terrain. - Le GRDR a appuyé le développement d'une stratégie régionale migratoire pour la région de Kayes. La réalisation de l'étude cartographique de la migration en région de Kayes a permis de définir des indicateurs pertinents ; et la région de Kayes dispose aujourd'hui d'une Stratégie Régionale Migratoire (à valider par le Conseil Régional de Kayes) ; - Le GRDR a accompagné la réalisation d'un diagnostic des initiatives économiques portées et soutenues par les migrants de retour ainsi que sur les dispositifs d'accompagnement existants dans le cercle de Kayes. Ce diagnostic a permis de recenser 57 projets économiques.
Contacts	
Point focal	Assane Dione, Coordinateur de l'antenne Kayes
Contact	+223 66.51.08.67, assane.dione@grdr.org

Agrivision Sahel	
Pays	Mali
Région	Toutes les régions du pays
Ville	Bureau de coordination à Bamako
Structure	
Type de structure	ONG internationale
Type d'appui apporté	<p><u>Thématique générale</u> : Agribusiness pour le développement, agri-digital et co-entrepreneuriat et approche chaînes de valeur ;</p> <p><u>Appuis spécifiques</u> : formation entrepreneuriale, finance rurale inclusive.</p>
Financements actuels / principaux	<p>Financements actuels :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coopération Monégasque au Développement via le Projet Entrepreneuriat Jeunes (PEAJ, phase II), 2021 – 2023, à hauteur de 300.000 EUR ; • Ambassade des Pays-Bas via le Programme d'Accompagnement à la Croissance des Petites et Moyennes Entreprises (PAC-PME), 2022-2024 à hauteur de 1.000.000 EUR ; • Banque mondiale via l'IFC et le Programme Agribusiness Leadership (ALP et le Programme Good Practices Agricultural), 2022-2024 à hauteur de 1.500.000 USD. <p>Financements précédents d'intérêt :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fondation pour l'Égalité des Chances en Afrique (FECA), 2017 – 2019, pour l'identification, l'orientation et l'accompagnement (formation et insertion) de migrants de retour ; • Randgold (société minière), pour un projet d'accompagnement des jeunes travaillant le secteur minier informel.
Organisation et gouvernance	<p>L'équipe au Mali est organisée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordinateur pays ; • Chargés de programmes ; • Responsables de Projets ; • Formateurs ; • Suivi évaluateurs ; • Points focaux dans les régions ; • Assistant AgriProFocus-Mali ; • Financiers ; • Facilitatrice marketing et communication. <p>Un bureau de coordination est établi à Bamako, et des sous-bureaux dans les 8 régions du pays. Agrivision Sahel dispose également de bureaux dans les autres pays du Sahel (Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Tchad). Nombre d'employés total : 37 dont 17 femmes.</p>
Profil des bénéficiaires	Jeunes filles et garçons non-scolarisés et déscolarisés, mineurs vulnérables, jeunes entrepreneurs, MPME dans le secteur de l'agriculture
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Site internet, page Facebook, groupe WhatsApp par thématique et par filière ou chaîne de valeur. Les contenus sont régulièrement mis à jour. • Une plateforme Agrivision Sahel regroupe une communauté de plus de 8.000 membres qui évoluent et échangent sur la sécurité alimentaire, le changement climatique, l'insertion socio-économique, l'entrepreneuriat agricole, l'agribusiness.

	<p>Cette plateforme offre le partage d'outils de capitalisation (fiches techniques, fiches de capitalisation, vidéos, témoignages, documentaires et publiereportages, partage d'expériences).</p>
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p>Projet Entrepreneuriat Jeunes (PEAJ, phase II) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2.400 jeunes sont outillés en supports d'apprentissage (fiches techniques de service, cartographie des acteurs de l'écosystème entrepreneurial) et mise en réseaux ; • 3.600 jeunes (dont 50% de jeunes femmes) sont accompagnés dans le développement de plans d'affaires et ont accès à la plateforme Agri Vision Sahel ; • 5 écoles/centres de formation dans les métiers agro-sylvo-pastoraux partenaires sont renforcés ; • Au moins 500 nouvelles entreprises agricoles sont créées et 250 du PEAJ I sont renforcées ; • Les jeunes sont accompagnés pour faciliter l'accès au financement. <p>Programme d'Accompagnement à la Croissance des Petites et Moyennes Entreprises (PAC-PME) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement de 100 entrepreneurs par un mécanisme de mentorat ; • Ciblage de minimum 40% de femmes entrepreneuses ; • Les entrepreneurs sont issus des programmes FACEJ et EPEC/ONU Femmes ; • Formations en renforcement de compétences techniques et en entrepreneuriat ; montage de plans d'affaires ; accès aux intrants et équipements de qualité ; accès aux innovations et aux bonnes pratiques agricoles ; Facilitation de l'accès au marché ; accès aux financements ; • Mise en place de coaching et mentorat. <p>Programme Agriculture Leadership (ALP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formations en renforcement de compétences techniques et en entrepreneuriat ; accès aux intrants et équipements de qualité ; accès aux innovations et aux bonnes pratiques agricoles ; facilitation de l'accès au marché ; accès aux financements ; • Mise en place de coaching et mentorat (1 600 producteurs de mangues). <p>Programme Good Practices Agricultural (GAP) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formalisation et professionnalisation des Coopératives ; • Diagnostic organisationnel et institutionnel, diagnostic de la gestion d'entreprise et financière ; • Formations en renforcement de compétences techniques et en entrepreneuriat ; • Accès aux intrants et équipements de qualité ; • Accès aux innovations et aux bonnes pratiques agricoles ; facilitation de l'accès au marché ; accès aux financements ; • Mise en place de coaching et mentorat (1 600 producteurs de mangue et gingembre)
Formations courtes	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelles technologies : E-commerce/création de site-web, marketing digital, agrobusiness et TIC ; • Entrepreneuriat : Montage de plan d'affaires, accès aux intrants et équipements agricoles ; • Coaching, mentorat • Techniques : embouche bovine, maraichage, pisciculture, transformation agroalimentaire, compostage <p>La durée des formations varie de quelques semaines à quelques mois, avec un mélange de théorie et de pratique, ainsi que des stages pratiques de qualification dans des fermes spécialisées. Agrivision Sahel utilise l'approche par compétences.</p>

Certification des formations	Les formations sont certifiées dans le cadre de la collaboration avec le réseau des écoles agro-sylvo-pastorales.
Suivi des bénéficiaires	Les membres de la communauté bénéficient de l'accompagnement et des conseils par les pairs. Les mécanismes de mentorat permettent un suivi plus rapproché des bénéficiaires. Les suivis proposés peuvent aller d'un à deux ans.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> - Expérience de travail avec les migrants de retour dans la région de Kayes : projet avec la Fondation pour l'Égalité des Chances en Afrique (FECA) qui ciblait 1 300 migrants de retour sur 5 ans (hors FFU). - Agrivision Sahel a accompagné ces migrants de retour dans le cadre de l'entrepreneuriat agricole et autres activités connexes, afin de lutter contre la migration irrégulière à travers la proposition de solutions de reconversion pour augmenter le taux d'insertion professionnelle.
Capacité d'absorption	Selon Agrivision Sahel, 300 migrants de retour répartis entre les régions du Nord, Bamako, les régions de Kayes, Ségou, Koulikoro et Sikasso.
Partenariats existants	<p>CNOP, Conseils régionaux, Mairies, Réseau des écoles agro-sylvo-pastorales, les centres d'identification et d'accueil des migrants, les incubateurs, les associations et groupements des jeunes (Conseil National de la Jeunesse – CNJ, JCI, etc.)</p> <p>Conventions de partenariat avec le secteur bancaire : BNDA, Banque Atlantique, Atlantique Microfinance, Kafo Jiguiné</p>
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<ul style="list-style-type: none"> • Un partenariat avec Agrivision Sahel permettrait d'aborder le secteur de l'agriculture par l'approche chaînes de valeur (e-commerce et marketing digital) et accès au financement. • Les mécanismes d'accompagnement d'Agrivision Sahel peuvent être adaptés aux migrants de retour. • Les outils de mise en relation d'Agrivision Sahel pourraient permettre aux migrants de retour de bénéficier des opportunités du secteur.
Remarques	
Défis exprimés	<u>Accès au financement</u> : les banques n'ont pas de produits adaptés aux besoins spécifiques des entrepreneurs. En mettant les entrepreneurs en groupements, Agrivision Sahel arrive à négocier des taux plus avantageux et facilite le développement de produits adaptés (ex. remboursement en une fois à la fin de la saison).
Autres remarques	Dans le cadre du projet EJOM (financement FFU), Agrivision Sahel a été sollicité pour la réalisation d'activités de mise en relation (foires agricoles par exemple) et la réalisation du catalogue de l'agroalimentaire.
Contacts	
Point focal	Oudou Bengaly, Coordinateur pays
Contact	+223 66.79.45.76, obengaly@agrivisionsahel.org

2.3. Partenariats possibles en vue de la réintégration des migrants de retour par la participation du secteur privé

PARTENARIATS POSSIBLES EN VUE DE FAVORISER L'ACCES AUX FINANCEMENTS

FICHE PARTENAIRE 21 : BANQUE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (BNDA)

Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA)	
Pays	Mali
Région	National
Ville	National
Structure	
Type de structure	Banque commerciale créée en 1981 par la loi N° 81-08 AN-RM du 03 février 1981. A l'origine, la Banque finançait le développement agricole au Mali. La BNDA s'est largement diversifiée depuis et intervient dans tous les secteurs de l'économie malienne.
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Services bancaires et financiers • Soutien au développement du secteur de la microfinance
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des ressources internes : cotisations, dépôts, épargne ; • État du Mali ; • Agence Française de Développement (AFD) ; • Deutsche Investitions und Entwicklungsgesellschaft GmbH (DEG) ; • Crédit Coopératif.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil d'Administration : 8 membres ; • Équipe de Direction : 17 personnes ; • Effectif : 389 salariés. <p>44 Représentations réparties dans sept des dix Régions du Mali et 57 guichets Automatiques de Banque :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 Représentations à Kayes ; • 5 Représentations à Koulikoro ; • 10 Représentations à Sikasso ; • 6 Représentations à Ségou ; • 3 Représentations à Mopti ; • 1 Représentation à Tombouctou ; • 1 Représentation à Gao ; • 14 Représentations à Bamako ; • 1 Bureau de Représentation à Paris (France).
Profil des bénéficiaires actuels	Services aux entreprises, aux particuliers, aux ONG et aux Institutions.
Détails sur l'offre de service	
Services bancaires et financiers	<p><u>La BNDA finance directement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La production : coton, riz, maraîchages, céréales sèches ; • Les équipements de production agricoles : charrues, tracteurs, bœufs de labour, herses, magasins ;

	<ul style="list-style-type: none"> • L'hydraulique villageoise : puits, diguettes, petits barrages ; • Les infrastructures villageoises : magasins, écoles ; • La commercialisation des céréales et produits maraîchers. <p><u>La BNDA est également un partenaire privilégié dans les secteurs du commerce et de l'industrie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • La BNDA a considérablement élargi son domaine d'activités et s'est dotée d'outils technologiques performants pour offrir des services de qualité aux entreprises, aux particuliers, aux ONG et aux Institutions... • Son offre comprend plusieurs gammes de produits et services (crédits, épargne, transfert, monétique, banque en ligne, BNDA MOBILE) en évolution permanente, et qui couvrent l'ensemble des besoins des différents acteurs cités ci-dessus.
	<p><u>Principaux résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Premier financier du monde rural ; • Plus de 6.000 organisations paysannes soutenues ; • Une vingtaine de systèmes financiers décentralisés au Mali ; • Elle intervient aussi auprès des entreprises partenaires en amont et en aval du secteur agricole (agro-industrie, fournisseurs d'intrants) ; • Elle injecte annuellement et en moyenne plus de 60 milliards de FCFA dans le secteur agricole pour le financement du coton, du riz, de l'élevage, du maraîchage, de l'équipement, de la transformation.
Formations	La BNDA accompagne ses clients sur tous les aspects de gestion de leurs entreprises, y compris la formation et le renforcement de capacité. La BNDA propose la formation en techniques bancaires aux agriculteurs et clients vivant en zone rurale et des agents d'encadrement des Organismes de Développement Ruraux (ODR).
Certification	Les formations ne sont pas certifiantes
Partenariats	
Capacité d'appui aux migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> • La BNDA vise les acteurs du monde rural pour proposer une solution financière globale couvrant l'ensemble de leurs besoins de financement à court, moyen et long terme. Les migrants de retour pourraient bénéficier de cette offre et/ou un partenariat pourrait être mis en place afin de développer des outils adaptés. • LA BNDA accompagne les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) ou Instituts de Microfinance (IMF), dont les produits financiers pourraient être plus adaptés aux besoins des migrants de retour, et qui sont présents en zone rurale.
Capacité d'absorption	La BNDA dispose du premier réseau bancaire national et d'une bonne couverture nationale.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> - Banque d'Escompte (établissement bancaire privé fondé en France en 1936) - BRED, AFD, GIZ, Coopération canadienne, FIDA, Desjardins, SOCODEVI
Contacts	
Point focal	Mamadou Galil Diakité
Contact	+223 66.56.21.21 / 76.46.52.01

FICHE PARTENAIRE 22 : BAOBAB

BAOBAB	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Baobab Mali est une institution de microfinance créée en 2013. Elle est l'une des 10 filiales du groupe français Baobab SAS, présent en Afrique et en Asie. Baobab Mali offre des services financiers adaptés aux activités des micro-entrepreneurs, TPE et PME.
Type d'appui apporté	Financement de projets agricoles d'entrepreneurs, de TPE et de PME, Epargne, Assurance, Transfert d'argent.
Organisation et gouvernance	Baobab Mali dispose d'un vaste réseau de 18 agences dont 10 à Bamako et 8 en régions. 320 employés au total.
Profil des bénéficiaires actuels	Il s'adresse en priorité aux populations n'ayant pas accès au secteur financier traditionnel et en particulier aux micro-entrepreneurs et aux petites et moyennes entreprises.
Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> - Site web (https://baobabgroup.com/ml/) - Réseaux sociaux, - Agents commerciaux qui partent à la rencontre des potentiels clients.
Détails sur l'offre de service	
Appui aux entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> • Financements : crédits aux micro-entrepreneurs, TPE et PME ; • Épargne et dépôt : compte courant, compte épargne, dépôt à terme ; • Accompagnement technique et stratégique des TPE et PME ; • Solutions numériques et mobiles pour une gestion financière plus facile.
	<p><u>Principaux résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • En 2018, Baobab Mali a octroyé des financements à 40 972 clients, composés en majorité de micro-entrepreneurs et de petites et moyennes entreprises. • Portefeuille de prêts : 24 milliards FCFA ; • Dépôts de la clientèle : 8,6 milliards FCFA.
Partenariats	
Capacité d'appui aux migrants de retour	<p>Baobab Mali a pour mission d'offrir des services financiers de qualité, accessibles et adaptés aux besoins des personnes exclues ou mal servies par le secteur financier. Les services de Baobab sont adaptés aux profils des migrants de retour.</p> <p>Avec ses 18 agences à travers le Mali, Baobab peut accompagner les micro-entrepreneurs, les PME où qu'ils soient.</p>
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Partenariat avec la GIZ pour le financement du secteur agricole ; • Autres partenaires : Baobab SAS, Afriinvest, IFC, Fondation Grameen Crédit Agricole.
Contacts	
Point focal	Sambala Kanouté
Contact	00223 83 22 25 42

Zira Capital	
Pays	Mali
Région/Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Fonds de droit malien créé en 2019 et opérationnel depuis fin 2021.
Types d'appuis apportés	Soutien aux besoins de financement des entreprises en phase d'incubation ou d'accélération et renforcement des capacités des entreprises financées.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> Actionnaires maliens ; Union européenne/FFU via l'association Investisseurs et Partenaires (I&P)
Organisation et gouvernance	Composition de l'équipe : directeur, responsable fonds d'amorçage, deux chargés d'investissements et une assistante de direction.
Détails sur l'offre de service	
Accès au financement	<p>Impact investing :</p> <ul style="list-style-type: none"> Secteurs porteurs : agribusiness, santé, éducation, formation professionnelle, énergie ; Critères minimums : 3 ans d'existence, chiffre d'affaires > 100 millions FCFA ; Zira Capital entre dans le capital pour un minimum de 5 ans ; Renforcement de capacités opérationnelles (comptabilité, gestion...) ; Apport financier de 50.000 à 300.000 EUR. <p>Prêts donneurs : permet le financement à taux 0 des TPME dans les secteurs suivants : compléments alimentaires, cosmétique, prêt-à-porter, collecte des déchets.</p> <ul style="list-style-type: none"> Sécuriser leurs approvisionnements, faciliter le recrutement, achat de petits équipements
Partenariats	
Capacité d'appui aux migrants de retour	Les prêts donneurs peuvent être une bonne solution pour des PME lancées par des migrants de retour mais qui rencontrent des difficultés à trouver des financements.
Partenariats existants	<u>Sponsor</u> : Investisseurs et Partenaires (I&P) ; <u>Autres partenaires</u> : actionnaires maliens.
Perspectives pour la programmation future	Un partenariat avec cette structure pourrait envisager un Élargissement de l'instrument prêt donneur (lancé avec l'association I&P, soutenu par le FFU) permettant un prêt à taux 0 pour des avances entre 3.000 et 60.000 EUR.
Remarques	
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> L'outil de prêt donneur est très utile pour les PME qui ont dû mal à bénéficier d'avances par le secteur bancaire classique. Zira Capital bénéficie du réseau de I&P pour l'accompagnement des entreprises et la mise en relation entre entreprises du même secteur dans la sous-région.
Contacts	
Point focal	Mohamed Keita, Co-fondateur et Directeur Général
Contact	+223/75.41.30.80, mkeita@ziracapital.com

FICHE PARTENAIRE 24 : MALI ANGEL

Mali Angel	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Association créée en 2020 à l'initiative du Réseau de l'Entreprise de l'Afrique de l'Ouest (REAO)
Type d'appui apporté	Répondre aux besoins de financement des PME pendant leur phase d'accélération ; conseils et accompagnement des PME.
Financements actuels / principaux	Banque Mondiale, Danemark et PNUD.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Comité exécutif : Président, un vice-président, une secrétaire générale et un trésorier Chargé d'investissement.
Profil des bénéficiaires actuels	Tous les jeunes entrepreneurs basés à Bamako et surtout les PME avec un fort potentiel de développement.
Détails sur l'offre de service	
Accès au financement	<ul style="list-style-type: none"> Lancement de concours pour accéder au financement ; Modèle de demandes standards Prêt à court terme : financement pour de l'investissement ou amorcer un fonds de roulement à des taux plus avantageux que des banques et sans garantie demandées ; Pour les entreprises plus développées : participation au capital, prêt subordonnés avec intéressement aux résultats
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour	<ul style="list-style-type: none"> Des PME lancées par des migrants de retour pourraient bénéficier de ces financements. Les entreprises accompagnées par Mali Angels peuvent créer des emplois qui pourront bénéficier à des migrants de retour.
Partenariats existants	<p><u>Sponsor</u> : Réseau de l'Entreprise en Afrique de l'Ouest ;</p> <p><u>Autres partenaires</u> : Banque Mondiale et Danemark.</p>
Perspectives de partenariat pour la programmation future	Un éventuel partenariat pourrait passer par un élargissement de l'instrument de financement avec un guichet pour des PME lancées par des migrants de retour.
Contacts	
Contact	+223/66.71.35.48, secretariat@reao-mali.org

FICHE PARTENAIRE 25 : FADEV

FADEV	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Société coopérative d'intérêt collectif sous forme de société anonyme (SCIC SA) ; basée en France. Structure indépendante créée en 2013.
Type d'appui apporté	Financement solidaire, accompagnement technique et financier en fonction des besoins : https://fadev.fr/notre-modele/
Financements actuels / principaux	AFD, FIDA, UE, Fair, Afric'Innov, etc.
Profil des bénéficiaires actuels	Très petites entreprises (TPE) à impact en Afrique de l'Ouest.
Détails sur l'offre de service	
Accès au financement	<p>Projet « Yirimali, la tontine pour les autres » (projet dédié à la diaspora malienne, et aux petites entreprises du secteur agroalimentaire au Mali, porté par FADEV et COFIDES Nord-Sud, soutenu par le FIDA et l'Union Européenne) - https://fadev.fr/yirimali/</p> <p>YiriMali repose sur les principaux éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Constitution de clubs d'investisseurs de la diaspora, chaque club accompagnant une entreprise - Initiation des clubs aux mécanismes juridiques et financiers d'un investissement formalisé - Investissement direct au sein de l'entreprise avec prise de participation au capital et prêt en compte courant d'associé - Accompagnement stratégique de proximité par les partenaires de FADEV au Mali - Accompagnement technologique de proximité par le Hub IIT Amassa – Afrique verte - Mobilisation d'une garantie par COFIDES Nord-Sud à hauteur de 60% de l'investissement <p>En pratique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Financements entre 15 000 et 125 000 EUR ; • 6 entreprises financés par des groupes d'investisseurs de la diaspora. <p>Le site web de FADEV recense plusieurs entreprises en cours d'accompagnement au Mali : https://fadev.fr/investissement-en-cours/</p>
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> - Des PME lancées par des migrants de retour pourraient bénéficier de ces financements. - Les entreprises accompagnées par FADEV et ses partenaires peuvent créer des emplois qui pourront bénéficier à des migrants de retour.

<p align="center">Partenariats existants</p>	<p>Au Mali, FADEV travaille principalement avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Consult STEP</u>, un bureau d'études créé en 2008. C'est une structure d'appui, de conseil et de services non financiers aux entreprises, disposant d'une expertise sur les problématiques de développement des petites entreprises au MALI. Sa principale mission est la promotion de l'initiative privée par l'appui à la formation des entrepreneurs, l'appui à la création de nouvelles entreprises et l'assistance à la réhabilitation ou au développement d'entreprises existantes. <i>Ce partenaire agit directement au sein des entreprises maliennes accompagnées par FADEV en apportant l'appui technique nécessaire au bon suivi sur le terrain des entreprises.</i> - <u>KC ELITE</u>. Cette agence créée en 2015 offre aux entrepreneurs une expertise et un cadre favorable au développement d'entreprises à fort potentiel. KC ELITE propose à la fois des programmes de formation, de coaching ou d'accompagnement, selon les besoins identifiés avec l'entrepreneur. KC ELITE accompagne certaines des entreprises du portefeuille de FADEV au Mali depuis 2020. - <u>YeelenMa Consulting</u>, cabinet de conseil en stratégie pour les start-ups et PME innovantes créé en 2019. Ce partenaire propose des services de conseil, d'accompagnement, de formation et de recherche de financements pour les entreprises et entrepreneurs en croissance. <i>Partenaire de FADEV depuis 2021, YeelenMa Consulting identifie et accompagne les PME maliennes dans leur développement.</i>
<p align="center">Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</p>	<p>La perspective de partenariats pourrait passer par un élargissement de l'instrument de financement avec un guichet pour des PME lancées par des migrants de retour.</p>
<p align="center">Contacts</p>	
<p align="center">Point focal</p>	<p>Sidiki Traore diaspora@fadev.fr</p>

AUTRES ACTEURS CLES INTERVENANT EN FAVEUR DE L'INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DES MIGRANTS DE RETOUR

FICHE PARTENAIRE 26 : UNION DES AMBASSADEURS (UDA)

Union des ambassadeurs (UDA)	
Pays	Mali
Région	Bamako
Structure	
Type de structure	Association
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en réseau d'entrepreneurs franco-maliens pour faciliter leur retour au Mali - Pôle agriculture : une initiative de Zone Agricole Partagée (ZAP) vise la création d'un espace de formation et d'accueil en agroécologie. L'objectif est de proposer un accompagnement à l'installation de migrants de retour par des formations et une mise en application pratique.
Financements principaux	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Partenaires institutionnels</u> : Ambassade du Royaume du Danemark, Banque mondiale, FIDA et AICS (prestations ponctuelles). • <u>Partenaires privés</u> : Ciem, Famib, Azalai, PMU, DFA Communication, Saham Assurance, Casa Blanca, l'Oréal.
Organisation et gouvernance	<p>L'Union des Ambassadeurs est un réseau de 40 entrepreneurs regroupés en 9 pôles.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emploi, éducation et formation ; • Agriculture ; • Administration et Juridique ; • Santé et humanitaire ; • Entreprise, économie et finance ; • Art et culture ; • Digital et nouvelles technologies ; • Évènementiel ; • Partenariat et établissement du réseau en France.
Profil des bénéficiaires	Jeunes entrepreneurs franco-maliens de retour.
Stratégie de communication	<p>Site internet régulièrement actualisé : https://www.uniondesambassadeurs.com/</p> <p>Réseaux sociaux avec des pages pour l'ensemble des bureaux de la zone (Facebook).</p>
Détails sur l'offre de service	
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>L'Union des Ambassadeurs regroupe des entrepreneurs ayant la volonté de développer des projets économiques créateurs d'emplois. Cette structure est sensible à la question du retour et intéressée par l'accueil des migrants de retour. Un partenariat avec cette structure pourrait s'appuyer sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accompagnement de projets qui pourraient accueillir des migrants de retour ; • L'accompagnement des porteurs de projets dans la création et de développement d'entreprises, créatrices d'emplois et pouvant accueillir des migrants de retour.
Contacts	
Point focal	Diadié Soumaré ; +223/90.24.44.44, contact@uniondesambassadeurs.com

FICHE PARTENAIRE 27 : WEST AFRICAN ENTREPRENEURSHIP AND INNOVATION FOUNDATION (WAEIF)

West African Entrepreneurship and Innovation Foundation (WAEIF)	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Association née en 2017
Type d'appui apporté	Mise en réseau d'entrepreneurs pour améliorer le développement économique du pays.
Financements principaux	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Partenaires institutionnels</u> : ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Construction Citoyenne, ministère de l'Industrie et du Commerce, Direction Nationale de la Formation Professionnelle, Direction Nationale des PME et PMI ; • <u>Collaborations</u> : TEF-PNUD (Youth Connekt), Ambassade des Pays Bas et Ambassade du Danemark (FACEJ, PAC-PME) ; • <u>Partenaires privés</u> : Agrivision Sahel, Société la Ferme DIARRALA, Société Agro Business Mali SARL, Cabinet SMS-CONSULT.
Organisation et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Composition de l'association</u> : un bureau central de 52 membres et des coordinations régionales et locales : <ul style="list-style-type: none"> - Un coordinateur national ; - Deux Coordinatrices Adjointes ; - Un Secrétaire Général ; - Un Chargé des Projets et Programmes ; - Une trésorière ; - Un chargé du Suivi des Incubés immigrés de retour ; - Un chargé de la communication des relations publiques ; Une chargée de l'entrepreneuriat féminin ; - Un chargé de l'Entrepreneuriat et de l'Incubation ; - Un chargé de l'Innovation et du Numérique ; - Un chargé de la Formation et du Suivi-Mentorat ; - Des Coordinateurs Régionaux. • <u>Nombre de membres au total</u> : plus de 3.000 membres sur l'ensemble du Mali ; • <u>Secteurs d'activités</u> : agriculture, élevage, pisciculture, maraîchage, transformation de produits locaux, TIC, services aux consommateurs.
Profil des bénéficiaires actuels	Entrepreneurs présents sur l'ensemble du territoire malien. La WAEIF propose un accompagnement aux migrants de retour.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Site internet pour l'ensemble des pays du réseau : https://www.waeif.org/ • Présence sur les réseaux sociaux avec une page Facebook
Détails sur l'offre de service	

<p>Partenariats existants</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Projet d'accueil de migrants de retour lancé sur financements privés : <ul style="list-style-type: none"> ○ La WAEIF s'est mobilisée pour accueillir 15 migrants expulsés du Maroc. Un des entrepreneurs a mis à disposition un terrain en périphérie de Bamako. ○ <u>Prise en charge</u> : Logés et nourris sur place, ils sont formés avec l'aide d'entrepreneurs du réseau, avant de regagner leurs communautés. Le réseau est présent sur l'ensemble du territoire et permet un suivi par les pairs. ○ <u>Accompagnement sur un projet de réintégration</u> : ces jeunes sont accueillis sur un site d'incubation pendant 3 mois pour être formés et accompagnés dans la mise en place de leurs projets (maraîchage et élevage). • Autres collaborations : <ul style="list-style-type: none"> ○ <u>Formations</u> : Collaboration avec Agrivision Sahel pour la réalisation de formations de 1 200 jeunes et femmes en pisciculture, aviculture, maraîchage et TIC ; ○ <u>Sensibilisation et formations entrepreneuriales</u> : 1 000 jeunes étudiants sensibilisés et formés à l'entrepreneuriat dans les universités de Bamako (conseils, orientations et outils partagés) ; ○ Concours startups et entrepreneurs (2021/2022).
<p>Capacité d'accompagnement de migrants de retour</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité d'assurer un accompagnement des migrants de retour sur l'ensemble du territoire, grâce à son réseau d'entrepreneurs. Ces entrepreneurs peuvent assurer le mentoring et le suivi de ces jeunes localement. • La ferme peut actuellement accueillir entre 15 et 20 jeunes sur 3 mois.
<p>Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future</p>	<p>La WAEIF est sensible à la question du retour. accueille des migrants de retour. Un partenariat avec cette structure pourrait s'appuyer sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le développement de partenariat avec le secteur privé via ce réseau ; • Développer ces projets de fermes intégrées d'accueil en renforçant les capacités des membres de la WAEIF pour l'amélioration des conditions d'accueil et de prise en charge des migrants de retour ; • Intégrer ces initiatives dans un mécanisme plus global des initiatives de la société civile favorable à l'intégration des migrants de retour.
<p>Remarques</p>	
<p>Autres remarques</p>	<p>La WAEIF peut s'appuyer sur un réseau en Afrique de l'Ouest (présent au Burkina Faso, Sénégal, Niger, Guinée Conakry, Cote d'Ivoire et Maroc).</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point focal</p>	<p>Mahamadou Yaffa, Coordinateur national</p>
<p>Contact</p>	<p>+223/76.02.62.88, m_yaffa@yahoo.fr</p>

PARTENARIATS POSSIBLES EN VUE DE LA REINTEGRATION A COURT TERME DES MIGRANTS DE RETOUR PAR LE SALARIAT

FICHE PARTENAIRE 28 : RELATION MAIN D'ŒUVRE (RMO)

Relation Main d'œuvre (RMO Mali)	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Privée – cabinet spécialisé en gestion des ressources humaines. RMO a été créé en 1985 en Côte d'Ivoire (siège) et dispose d'une agence au Mali depuis 2005. Elle est également présente au Burkina Faso et au Togo.
Type d'appui apporté	Recrutement, Travail Temporaire, Sous-traitance, Formation, Conseil RH, en Afrique
Financements principaux	Le cabinet RMO se finance par la mise à disposition de travailleurs temporaires et la prestation de services pour des clients privés. RMO ne travaille pas à l'heure actuelle sur des projets avec des bailleurs mais collabore avec l'API et appartient à plusieurs organisations patronales (CNPM et CIEM). Ses activités d'intermédiation ont lieu essentiellement avec le secteur des télécommunications (Orange), le secteur minier et le secteur bancaire.
Organisation et gouvernance	Au niveau du Mali, RMO dispose des services suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Département Commercial ; • Département Ressources Humaines ; • Département Administratif et Paie ; • Département Juridique ; • Département Comptabilité et Finance. Services centralisés en Côte d'Ivoire : <ul style="list-style-type: none"> • Département Communication et marketing ; • Département Informatique et réseau. RMO dispose d'un seul bureau à Bamako. Les sociétés sœurs du Groupe RMO : SMO, Quicknet Services, StylImprim, Factor.
Profil des bénéficiaires actuels	Des entreprises du secteur privé internationales et nationales, des agences des Nations unies (MINUSMA), des ONG (INSO) et des banques.
Capacité totale	Nombre de salariés placés : environ 4 000
Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Site internet régulièrement actualisé : https://www.rmo-jobcenter.com/fr/mali.html • Présence sur les réseaux sociaux avec des pages pour l'ensemble des bureaux de la zone (Facebook). • RMO ONLINE met à la disposition des entreprises des solutions d'e-recrutement et e-communication pour une gestion simplifiée des candidatures spontanées ou des réponses aux offres d'emploi/stages.

Détails sur l'offre de service	
Recrutements / sous-traitance et conseil	<p><u>Recrutement à la demande avec les services suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Établissement du profil recherché par l'entreprise ; • Formulation d'une fiche de poste et publication de l'avis de recrutement via les réseaux de RMO ; • Identification du candidat selon les critères de l'entreprise grâce au site internet et aux bases de données de RMO (réception des dossiers et présélection) ; • Évaluation des compétences (tests et entretiens) et vérification des références ; • Double garantie contractuelle : suivis de tous les candidats durant leur intégration et garantie de remplacement pendant la période d'essai. <p><u>Assure la mise à disposition de travailleurs intérimaires :</u> RMO propose la mise à disposition de travailleurs temporaires (recrutement, garantie des qualifications et gestion des tâches administratives).</p> <p><u>Sous-traitance de services aux entreprises :</u> RMO propose aux entreprises l'externalisation de certaines parties de leurs activités.</p> <p><u>Conseil et stratégie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Management des organisations et audit organisationnel ; • Conseil en management et évaluation du personnel et du climat social ; • Conseil orientation carrière (Bilan de compétences, outplacement, évaluation de potentiel).
Formations	<p>RMO fournit pour ces clients :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un diagnostic pour définir les besoins spécifiques ; • Une large gamme de formations (adaptées aux besoins) toutes agréées par le FAFPA ; • Une base de données de formateurs pédagogues et expérimentés et une assistance à la demande d'agrément pour des formations spécifiques ; • Une tarification adaptée aux besoins. <p>Depuis 2002, RMO accompagne ses clients dans le renforcement des capacités de leurs collaborateurs dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Stratégie, de l'Organisation ; • Management ; • Ressources Humaines ; • Comptabilité & Finance ; • Commercial & Marketing ; • Assistanat de Direction ; • Langues vivantes ; • Bureautique.
Certification	Certifications reconnues par les normes ISO et agréées par le FAFPA.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • RMO propose le placement de travailleurs temporaires moins diplômés dans les secteurs du service : nettoyage, chauffeurs, restauration, etc. • RMO a les capacités de tester les compétences de migrants de retour à leur arrivée ou à la suite de leur formation et participer à leur orientation et mise en relation avec son réseau d'entreprises.

Capacité d'absorption	RMO peut jouer le rôle d'intermédiation pour les migrants de retour ayant les compétences requises pour l'emploi souhaité et les intégrer dans la base de données des travailleurs intérimaires ou des demandeurs d'emploi.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> - Des partenariats sociaux publics et privés pour offrir aux entreprises une large gamme de services et de formations (FDFP, CNPS, Assurance, Cabinet médical...). - RMO participe à des activités de présentation du secteur privé en lien avec l'API.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec RMO Mali pourrait inclure trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le recours aux services de placement temporaire proposés par RMO Mali ; • L'analyse des compétences métiers des migrants de retour à leur arrivée ; • La sensibilisation et le développement de formations spécifiques RH pour les entreprises souhaitant recourir aux migrants de retour.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Le niveau de qualification et les compétences de vie (comportement à adopter dans un cadre professionnel) sont souvent des freins à l'embauche ; • RMO ne propose pas de mise à niveau des compétences pour satisfaire ses clients (trop fastidieux) ; • Les métiers d'ingénieurs et techniciens spécialisés sont considérés comme des filières où il est difficile de recruter ; • Aucune collaboration avec l'ANPE n'a été mise en place.
Autres remarques	Le secteur privé pourrait être mis au courant des possibilités de recrutement et de placement par des échanges réguliers sur les profils des migrants de retour.
Contacts	
Point focal	Valérie BEILVERT, CEO RMO Mali
Contact	+223/76.24.90.07, valerie.beilvert@rmo.ml

FAMIB / CIRTIC	
Pays	Mali
Région/Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Privée – ingénierie informatique, services et offshoring des logiciels informatiques. FAMIB a été créée en 2010 au Mali, a son siège à Bamako, et dispose de plusieurs agences : Abidjan, Niamey, Toulouse, New York, Londres et Kigali, Yaoundé et au Canada. Elle a créé récemment le <i>Center for Innovation in Technological Research and Creative Industry</i> (CIRTIC).
Type d'appui apporté	Solutions informatiques à destination des entreprises privées, des agences publiques : conseils en systèmes informatiques, offshoring/outsourcing, développement de logiciels adaptés aux besoins des entreprises.
Financements principaux	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Secteur privé</u> : groupe Azalai, Total Énergies, Canal+, Orange, ORTM ; • <u>Secteur de la coopération</u> : PNUD, IRC ; • <u>Secteur bancaire</u> : Ecobank, UBA, Banque Atlantique.
Organisation et gouvernance	<p>Famib est dirigée par un collège de fondateurs qui coordonne les activités de l'ensemble de l'entreprise. Les équipes sont basées à Bamako et s'articulent autour de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une direction opérationnelle proposant les services aux entreprises ; • Un centre incubateur ; • Un centre de formation. <p>Dans le cadre du plan RSE du groupe FAMIB, une fondation a été créée et est financée par ce mécanisme.</p> <p>FAMIB dispose de plus de 200 collaborateurs dans le secteur des nouvelles technologies.</p> <p>Les profils techniques des employés sont les suivants : ingénieurs en informatique génie logiciel, consultants en communication interactive, expert en gouvernance de l'Internet, expert en entrepreneuriat Numérique, des infographistes designers.</p> <p>Famib vient de lancer le CIRTIC qui est un centre de formation utilisant la réalité virtuelle.</p>
Profil des bénéficiaires actuels	Des entreprises du secteur privé internationales et nationales, des banques, des agences des Nations Unies et des acteurs de la coopération (associations, ONG).
Stratégie de communication	Site internet présentant les différentes activités du groupe (https://groupfamib.com/), réseaux sociaux
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<u>Types d'appui proposés</u> : <ul style="list-style-type: none"> • L'activité phare du groupe FAMIB est le développement de solutions sur mesure pour accompagner les entreprises dans leurs stratégies en système informatique (plateformes et outils digitaux de travail et de communication) ; • Marketing digital via l'organisation de forums en ligne ; • Accompagnement entrepreneurial de 3 mois en s'appuyant sur le réseautage avec les acteurs privés et les partenariats avec l'université virtuelle du Mali.
	<u>Principaux résultats</u> : <ul style="list-style-type: none"> • 1 000 jeunes incubés dans le centre Famib ;

	<ul style="list-style-type: none"> • 94 cheffes d'entreprises accompagnées pour soutenir l'entrepreneuriat féminin ; • Financement de 10 000 bourses pour un BTS en entrepreneuriat (sur 2 ans) et un accompagnement par l'incubateur FAMIB ; • Les entreprises accompagnées ont permis la création d'une centaine d'emplois.
Formations	<p>Famib a lancé son propre centre de formation (CIRTIC) afin d'adapter les compétences en fonction des besoins du secteur privé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Exemples de formation aux métiers</u> : assistant administratif, formation comptable, paie et administration du personnel, formation fiscalité et taxe, formation clientèle, gestion financière et budgétaire, taxes ; • <u>Autres formations</u> : CAP en menuiserie, plomberie, soudure et bâtiment.
Certification	Les formations sont certifiantes et aboutissent à un CAP.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • CIRTIC développe son offre de formation digitale et pourrait la rendre accessible à des migrants de retour se trouvant dans différentes régions du Mali ; • Les outils informatiques proposés par le groupe FAMIB peuvent aussi être mis à profit de la construction d'une communauté virtuelle des migrants de retour pour faciliter leur profilage et leur mise en relation pour mener des projets communs ;
Capacité d'absorption	Au travers de ses outils de formation digitaux, CIRTIC pourrait absorber plusieurs centaines de migrants de retour.
Partenariats existants	CIRTIC fait partie des membres du Conseil des Investisseurs Européens au Mali (CIEM) et de l'Union des Ambassadeurs (UDA). CIRTIC participe à la dématérialisation de formations techniques en collaboration avec des centres de formations professionnelles.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec CIRTIC pourrait inclure quatre volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le volet incubateur pour accompagner des groupements de migrants de retour à lancer leurs projets en commun ; • Développement (ou adaptation d'outils déjà utilisés) d'une plateforme de mise en relation des migrants de retour ; • Développement de formations spécifiques pouvant être suivies à distance (marketing digital, compétences de vies, cours théoriques de filières techniques) ; • Mise à niveau de migrants de retour dans des formations du secteur digital et financier (niveau CAP).
Remarques	
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> • Le groupe Famib a identifié le décalage entre les besoins du secteur privé et le niveau d'éducation des jeunes. C'est pour répondre à cette situation que la fondation et le centre de formation ont été créés. • Le groupe Famib a créé l'université virtuelle du Mali permettant d'offrir le développement de compétences techniques adaptées aux besoins de l'entrepreneur accompagné (réponse à la situation COVID 19 et le développement d'un campus virtuel) ; • Le groupe FAMIB fait partie de plusieurs groupements d'entreprises du secteur privé comme le CIEM qui ouvre des perspectives sur un réseau du secteur privé.
Contacts	
Point focal	Amadou Diawara, directeur Groupe FAMIB et CIRTIC
Contact	+223 75 37 18 17, ceo@cirtic.com

FICHE PARTENAIRE 30 : SOCIETE AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE REALISATIONS (SAER-EMPLOI)

Société Africaine d'Études et de Réalisations (SAER-Emploi)	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure et organisation	<p>Privée – cabinet spécialisé en gestion des ressources humaines. SAER-emploi a été créée en février 1993 au Mali.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réseau d'experts en ressources humaines avec plus de 10 ans d'expérience dans le recrutement et le placement de ressources ; • Son effectif est de plus de 4 000 employés, piloté à partir du Siège social à Bamako.
Type d'appui apporté	Recrutement et placement de personnel, mise à disposition du personnel, formation, coaching et audit social (emploi, recrutement, carrière, effectif...).
Financements principaux	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Secteur privé</u> : CAT Manutention Africaine Mali, AG Partners, SOBEMA SAS ; • <u>Secteur public</u> : SONATAM, SECOMIP ; • <u>Secteur de l'humanitaire</u> : CICR ; • <u>Secteur bancaire</u> : CORIS BANK, SAMA MONEY, UBA United Bank Of Africa, GLOBAL CAPITAL ; • <u>Associations</u> : Agrotech BC.
Profil des bénéficiaires	Des entreprises du secteur privé, internationales et nationales ; des acteurs de la coopération ; des ministères et des sociétés anonymes.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • SAER Emploi bénéficie d'un bon réseau sur lequel s'appuyer pour développer ses activités au Mali. • Présence sur les réseaux sociaux (Facebook, LinkedIn) • Site internet régulièrement actualisé : Société Africaine d'Études et de Réalisations (saer-emploi.com). • Plateforme Humanéo, rattachée au site web de SAER-EMPLOI Mali, permettant la mise en relation entre demandeurs d'emploi et recruteurs.
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<p><u>Types d'appui proposés</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recrutement, placement et mise à disposition de personnels (court, moyen, long terme, permanent/temporaire), permettant aux entreprises de bénéficier d'employés répondant à leurs besoins. SAER-EMPLOI contractualise et s'occupe des aspects administratifs, contractuels et financiers. • Outsourcing & Insourcing de la fonction RH : SAER-EMPLOI propose des services, couvrant l'ensemble des domaines RH (paie, recrutement, formation, évaluation), des solutions sur mesure et d'outils professionnels. • Conseil et assistance en législation du travail et prévoyance sociale (e.g. consultations problèmes spécifiques à la sécurité sociale).
	<p><u>Principaux résultats</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Base de données de plus de 1.200 CV, régulièrement mise à jour ; • Depuis juillet 2019, plus de 185 recrutements listés.

Formations	<p>La SAER élabore des formations sur mesure adaptées aux besoins de leurs clients :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Exemples de thématiques de formations : conduite de changements, gestion de projets, gestion du personnel, management ; • La durée des formations est adaptée en fonction des requêtes du clients et du nombre de participants ; • Pour dispenser les formations, la SAER mobilise à la fois des experts en interne et des experts internationaux.
Certification	Les formations aboutissent simplement à une attestation de participation.
Suivi des bénéficiaires	Mise à disposition de personnel pour des structures privées ou publiques : les agents de la SAER réalisent un suivi depuis le recrutement et la contractualisation de l'agent jusqu'à la gestion salariale, des prestations sociales, d'éventuels conflits au travail et enfin à la rupture.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • SAER-EMPLOI dispose d'une base de données de demandeurs d'emploi incluant des profils non qualifiés ou diplômés pouvant correspondre aux profils des migrants de retour ; • la plateforme 'HUMANEO' pourrait constituer un outil intéressant pour mettre en relation des professionnels et des migrants de retour.
Capacité d'absorption	SAER Emploi Mali dispose des capacités pour identifier les candidats potentiels parmi les migrants de retour pour chercher à répondre aux besoins de ses clients. Il peut s'agir d'une centaine de personnes.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec la SAER-Emploi pourrait inclure deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le recours aux services proposés par SAER-Emploi pour soutenir les placements de migrants de retour demandeurs d'emploi chez des employeurs partenaires de cette structure ; • Des activités de sensibilisation destinées aux migrants de retour sur les processus, les opportunités de recrutement et les dispositions de la sécurité sociale au Mali délivrées par la SAER.
Contacts	
Contact	+223/20.29.08.47 info@saer-emploi.com

BR Consulting	
Pays	Mali
Région	Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	Privée – Cabinet spécialisé en gestion des ressources humaines, créé en 2010 au Mali.
Type d'appui apporté	Recrutement, formation, conseil, mentorat, coaching de carrières, accompagnement en gestion de carrière et orientation des jeunes. Les formations sont proposées dans 5 langues.
Financements principaux	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Prestation de services aux entreprises privées</u> : par ex. : Total Énergies Mali, Entreprendre Mali, Commissariat Institutionnel du Mali, Sunshine, Diaspohub, Woominnov, Dobytrade, Baobab, UMO, ICF, Sodema, Canal+, CMM, Omnium Mali, Endeavour Mining, CreaTeam, SUB Management Mali ; GIE AMI...) • <u>Prestation de services au secteur public</u> : Direction Générale des Impôts du Mali, Somafrec.
Profil des bénéficiaires actuels	BR Consulting fournit des services aux entreprises du secteur privé internationales et nationales, des services publics, des entreprises publiques, des sociétés anonymes et des institutions de microfinance.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> - Site internet régulièrement actualisé : https://www.brconsulting.pro - Présence sur les réseaux sociaux (Facebook).
Détails sur l'offre de service	
Incubateur et accélérateur	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Recrutement</u> : accompagnement des clients dans la définition de leurs besoins et la recherche du meilleur candidat, en s'appuyant sur son réseau ; • <u>Conseils et accompagnement RH</u> : par ex. : évaluation du personnel, élaboration des plans de transfert de compétences, mise en place de grilles de salaires et de politiques salariales, élaboration de plans de formation, conseil organisationnel) ; • <u>Mentorat</u> : favoriser l'insertion professionnelle et le développement des compétences individuelles (ex. coaching en recrutement, revue de CV élaboration d'un projet professionnel) ; • <u>Accompagnement en gestion de carrière</u> : bilan de compétences, accompagnement vers l'emploi, orientation des jeunes à destination des particuliers et des professionnels.
Formations	<p>BR Consulting représente Oo2 Formations & Consulting (organisme français privé de formation) et offre un large éventail de formations :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ressources humaines ; • Gestion de projet • Gouvernance de systèmes informatiques ; • Comptabilité. <p>Les formations sont organisées à la carte et en réponse aux besoins des entreprises.</p>

Certification	Toutes les formations sont certifiées par Oo2 Formations & Consulting, en conformité avec les normes internationales ISO.
Suivi des bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Il n'y a pas de suivi des apprenants après les formations. • Cependant, si les formations s'inscrivent dans un accompagnement plus long de l'entreprise, alors le conseil et le coaching sont assurés dans ce cadre.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • BR Consulting a les capacités de tester les compétences de migrants de retour à leur arrivée ; • BR Consulting a les capacités d'appuyer sur mesure les migrants de retour, selon leurs compétences et de renforcer leur position sur le marché (à travers le coaching).
Capacité d'absorption	BR Consulting peut jouer le rôle d'intermédiation pour les migrants de retour ayant les compétences requises pour l'emploi souhaité et les intégrer dans la base de données des demandeurs d'emploi.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Membre de la commission Emploi, Formation et Ressources Humaines du CIEM. • BR Consulting participe à des activités de représentation du secteur privé en lien avec l'API.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec BR Consulting pourrait inclure trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le recours aux services proposés par BR Consulting afin de soutenir le placement de migrants de retour demandeurs d'emploi au sein des entreprises partenaires de cette structure ; • L'analyse des compétences métiers des migrants de retour à leur arrivée ; • Des activités de sensibilisation destinées aux migrants de retour sur les processus et opportunités de recrutement au Mali.
Remarques	
Défis exprimés	La capacité d'absorption des services de coaching et les frais relativement élevés pour les particuliers.
Autres remarques	BR Consulting est un cabinet bien implanté au Mali et qui dispose d'un réseau important au niveau du secteur privé.
Contacts	
Point focal	Béatrice Roby, CEO BR Consulting Mali
Contact	beatrice@brconsulting.pro

3. PARTENARIATS POSSIBLES EN VUE DE LA REINTEGRATION DES MIGRANTS DE RETOUR VULNERABLES

FICHE PARTENAIRE 32 : CROIX ROUGE MALIENNE

Croix Rouge Malienne	
Pays	Mali
Région / Villes	Couverture nationale
Structure	
Type de structure	ONG
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Protection et assistance directe aux migrants vulnérables ; • Réintégration communautaire.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Union européenne, Projet d'appui à la protection des migrants vulnérables au Sahel (FFU-CR, 2020-2023) ; • Autres financements : Royaume Uni, Mouvements de la Croix Rouge et du Croissant Rouge, Fédération Internationale de la Croix Rouge et Comité Internationale de la Croix Rouge.
Organisation et gouvernance	<p>La Croix rouge malienne a son siège à Bamako. Elle emploie 200 personnes, et dispose d'un réseau de 5 400 volontaires et 5 'points sûrs' humanitaires. Elle dispose également de 8 secrétariats régionaux (Kayes, Mopti, Sikasso, Kidal, Tombouctou, Ménaka, Gao, Koulikoro). Elle est structurée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Organes de Décision</u> : Assemblée Générale, Comité Central, Assemblée Régionale, Assemblée de Cercle et Assemblée Communale ; • <u>Organes de Direction</u> : Comité Directeur, Comité Régional, Comité de Cercle et Comité Communal) ; • <u>Organes d'Orientation</u> : Commissions Techniques Nationales, Commissions Techniques Régionales, Commission Nationale des Finances, Commissions Technique de Travail ; • <u>Organes de Gestion</u> : Secrétariat Général national, les Secrétariats Généraux Régionaux, les Secrétariats Généraux de Cercles et les Secrétariats Généraux Communaux.
Profil des bénéficiaires actuels	Migrants vulnérables, PDI, réfugiés.
Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Liens étroits avec la protection civile ; • Dispose d'un réseau de volontaires locaux très développé ; • Connu des autorités locales.
Détails sur l'offre de service	
Assistance aux migrants vulnérables	<p>Protection : ces activités visent tous les migrants non pris en compte par les programmes de l'OIM et principalement ceux en transit.</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>5 points sûrs humanitaire</u> : Gao (Association des Migrants), Kidal (Association Djeré Ben), Kayes (Comité local de la Croix Rouge), Tombouctou (Comité local de la Croix Rouge) et Bamako (4 associations). <ul style="list-style-type: none"> ○ Services proposés par ces centres : Assistance alimentaire ; Kits hygiène ; Protection des liens familiaux (PLF) ; Assistance sanitaire ;

	<p>Appui Psychosocial ; Références et conseil juridique ; Sensibilisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification et référencement des migrants les plus vulnérables (femmes seules avec enfants, mineurs, victimes de traite ou de violences) ; • Aide spécifique pour les migrants vulnérables ; • Unité mobile pour fournir ces services (PLF, appui psychosocial) et mobilisable dans certaines régions (ex. Kidal). <p>Réintégration communautaire : Suivi psychosocial, activités de médiation avec les familles, activités communautaires et récréatives.</p>
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • La Croix Rouge dispose d'une expertise importante s'agissant de la protection des migrants (en transit et de retour) et tous ceux qui n'entrent pas dans le cadre des appuis proposés par l'OIM (retours hors cadre de l'assistance volontaire au retour) ; • La Croix Rouge dispose d'un partenariat avec l'OIM pour l'appui psychosocial ; • La Croix Rouge peut assurer l'accompagnement à la réintégration sur le volet psychosocial et sur le volet économique (lequel entre moins dans son mandat, mais en phase de test avec l'OIM Mali).
Partenariats existants	<u>Partenariat avec les ONG locales</u> : la Croix Rouge collabore avec 9 organisations de la société civile dont les capacités doivent être renforcées.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Les perspectives de collaboration avec la Croix Rouge malienne pourraient comprendre plusieurs volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le soutien aux activités de protection et les points sûr humanitaire dans les zones et localités de retour ; • L'accompagnement à la structuration et au renforcement de capacités de la société civile active dans le domaine de la protection des migrants vulnérables ; • L'appui au développement d'un programme de réintégration communautaire.
Remarques	
Défis exprimés	Le conseil juridique actuellement proposé par la Croix Rouge Malienne devrait être renforcé.
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Durabilité</u> : la Croix Rouge a une présence au Mali pérenne dans le temps. • <u>Fonctionnement en réseau</u> : la Croix Rouge peut s'appuyer sur le réseau de la Croix Rouge (Mouvements Croix Rouge apportant une assistance technique et financière, Fédération Internationale de la Croix Rouge et Comité International de la Croix Rouge). • <u>Volontariat</u> : mécanisme permettant de développer des activités locales en s'appuyant sur des volontaires issus des communautés ; les migrants de retour peuvent également être intégrés dans le programme de volontariat.
Contacts	
Point focal	Oscar Llorente Pelayo, Délégué Migration
Contact	+223/700678.06, ospel@rodekors.dk

Caritas Suisse	
Pays	Mali
Région	Bamako, Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et Mopti
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	ONG présente au Mali depuis 2014
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien à la résilience communautaire et à l'insertion socio-économique des communautés rurales ; • Protection et assistance directe aux migrants vulnérables ; • Appui aux organisations paysannes, développement des chaînes de valeur et soutien à l'accès aux marchés ; • Renforcement des capacités des producteurs locaux ; • Appui à la restauration des terres et l'adaptation aux effets du changement climatique etc.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • Union européenne, Projet d'appui à la protection des migrants vulnérables au Sahel (PROMISA, 2020-2023), 5 millions EUR. • Fonds propre, Projet 'Protection, Promotion et Respect des Droits des Enfants en Situation de Mobilité sur la Route Bamako- Sévaré-Gao' (PRISM) ; • Caritas Luxembourg/LuxDev et fonds propres, Projet de résilience communautaire à Kita ; • Caritas Luxembourg/LuxDev, Projet d'Amélioration des Revenus des femmes et des jeunes par l'Entrepreneuriat et le Maraîchage (PAREM) à Yanfolila ; • DDC et fonds propres, Projet 'Renforcement de la résilience et cohésion sociale dans le plateau Dogon à Bandiagara' ; • DDC/autres bailleurs, Projet 'Systèmes durables d'utilisation de l'eau et de culture pour améliorer la sécurité alimentaire et préserver des écosystèmes précieux autour du Lac Weigna dans le cercle de Kolokani'.
Organisation et gouvernance	<p>Caritas Suisse dispose d'un siège à Bamako, trois antennes de terrain (Kita, Kolokani et Yanfolila) et d'une équipe de 30 personnes composée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur Pays ; • Directeur Adjoint ; • Chargé de programmes ; • Responsable Admin et finances ; • Plusieurs chargés de projets (suivi et coordination des projets) ; • Facilitateurs pour l'animation et la mobilisation communautaire.
Profil des bénéficiaires actuels	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations paysannes (associations et coopératives) ; • Femmes et jeunes ruraux ; • Migrants vulnérables, PDI, réfugiés.
Stratégie de communication à destination des potentiels bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Communication par le biais des facilitateurs ; • Personnes ressources communautaires ; • Partenaires de mise en œuvre ; • Cadres de concertation, <i>focus group</i>, enquêtes individuelles.
Détails sur l'offre de service	

<p>Assistance aux migrants vulnérables</p>	<p><u>Type d'appuis proposés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification et référencement des migrants les plus vulnérables (femmes seules avec enfants, mineurs, victimes de traite ou de violences) ; • Adaptation d'une aide spécifique pour les migrants vulnérables ; • Assistance d'urgence : assistance médicale d'urgence, suivi psychologique, accès à l'alimentation, conseil à la personne, aide juridique et légale ; • Distribution de kits non-alimentaires ; • Accompagnement d'un réseau de services de protection. <p><u>Principaux résultats :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 26 087 migrants vulnérables ont été touchés par les vouchers distribués dans le cadre du projet PROMISA au Mali. • Plus de 300 personnes en contact avec les migrants ont été sensibilisées sur la protection des migrants y compris le référencement des migrants vers les services de réintégration socio-économique dans le cadre du projet PROMISA.
<p>Résilience et entrepreneuriat rural</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Dans le cercle de Kita :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Soutien à environ 3 950 producteurs agricoles dans le développement de leur activité tout en renforçant leur résilience (y compris les membres des OPA et les producteurs isolés). • <u>Dans le cercle de Yanfolila :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ Amélioration des conditions de vie de 2 900 membres d'OP ; ○ Appui à l'entrepreneuriat rural de 80 jeunes, hommes et femmes, âgés de 18 à 35 ans (équipements, développement de systèmes de marché et renforcement organisationnel). • <u>Dans le cadre du projet SaWel autour du lac Weigna :</u> <ul style="list-style-type: none"> ○ 27 coopératives opérationnelles et formalisées (OHADA) ; ○ 2 Unions, rassemblant 3 782 membres (dont 2 539 femmes et 1002 jeunes) ; ○ 43 comités villageois de gestion des ressources naturelles ; ○ 9 comités communaux ; ○ 3 écoles équipées.
<p>Formations courtes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Des formations d'alphabétisation fonctionnelle en langue « Bamanankan » pour les membres des coopératives agricoles ; • Des formations sur des techniques d'agroécologie ; • Des formations en gestion simplifiée
<p>Certification</p>	<p>Pas de certification</p>
<p>Suivi des bénéficiaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Implantation des antennes terrain ; • Déploiement des facilitateurs sur le terrain ; • Mobilisation des personnes ressources communautaires ; • Partenariat avec les ONG locales/équipes mobiles des partenaires de mise en œuvre.
<p>Partenariats</p>	
<p>Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Caritas travaille avec les migrants vulnérables dans le cadre du projet PROMISA pour proposer une assistance adaptée ; • Caritas dispose d'expériences dans les activités de développement économique locale des communautés rurales, de résilience des communautés et d'adaptation aux changements climatiques ; • Caritas travaille avec une attention particulière aux femmes en vue du renforcement de leur insertion ou réinsertion socio-économique ;

	<ul style="list-style-type: none"> Caritas contribue à la réintégration des migrants de retour et l'intégration des jeunes déscolarisés et sans emploi de façon transversale dans le cadre des projets de résilience communautaire.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> <u>Partenariat avec les ONG locales</u> : Caritas San, Caritas Kayes, Caritas Bamako, Caritas Mopti, APH Bandiagara, ONG Le Tonus Kati, Association Malienne pour la promotion de l'environnement, AMDH, ATDED-Gao <u>Partenariat avec les ONG Internationales</u> : CRS-Mali, DRC, HydroSolutions, etc.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Les perspectives de collaboration avec Caritas pourraient comprendre plusieurs volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'accompagnement à la structuration et au renforcement de capacités de la société civile active dans le domaine de la protection des migrants vulnérables ; L'appui au développement d'un programme de formation et insertion professionnelle pour les jeunes migrants de retour les plus vulnérables dans les zones d'intervention de Caritas ; Le soutien au développement d'un programme de stabilisation communautaire et de cohésion sociale intégrant la migration dans la zone transfrontalière Mali-Burkina Faso.
Remarques	
Défis exprimés	Faible capacité d'absorption des migrants de retour dans les projets de développement économique en cours de mise en œuvre.
Autres remarques	<ul style="list-style-type: none"> Manque de perspectives pour une grande partie des migrants de retour au Mali, notamment les migrants ayant été expulsés et ceux étant retourné par leurs propres moyens (i.e. les profils non éligibles à une assistance dans le cadre de l'IC UE-OIM) ; Manque de mécanismes d'orientation et de coordination en faveur de la réintégration des migrants de retour non éligibles à une assistance dans le cadre de l'IC UE-OIM ; Faible capacité des services techniques de l'Etat dans l'accompagnement des migrants de retour vers des parcours de réintégration durable ; Contraintes administratives importantes et accès limité aux financements pour les migrants de retour.
Contacts	
Point focal	Sambou DEMBELE, Chargé de Projets Migration
Contact	+223/73.36.44.45, sdembele@caritas.ch

FICHE PARTENAIRE 34 : ENDA MALI

ENDA Mali	
Pays	Mali
Régions/ Villes	Sikasso, Kayes, Koulikoro, Bamako et Gao
Structure	
Type de structure	ONG. ENDA Mali est une entité décentralisée de l'Organisation ENDA Tiers Monde, à caractère associatif et à but non lucratif. Elle est créée officiellement en 1995 après huit ans d'activités sous la tutelle du ministère de la jeunesse et des sports du Mali.
Type d'appui apporté	<ul style="list-style-type: none"> • Protection de l'enfance ; • Prise en charge des victimes de traite ; • Développement de dispositifs de formation pour les jeunes.
Financements actuels / principaux	Coopération suisse (Service Social International Suisse), UNICEF, Coopération allemande (BMZ)
Profil des bénéficiaires actuels	Jeunes filles et garçons non-scolarisés et déscolarisés, mineurs vulnérables, victimes de la traite (moins de 18 ans).
Organisation / Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Siège à Bamako ; • Guichet Unique à Kayes ; • Centre d'accueil à Bamako ; • Centre de formations à Bamako.
Détails sur l'offre de service	
Protection des mineurs et victimes de traite	<p><u>Types d'appuis proposés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination des activités de protection des mineurs ; • Coordination des activités du RAO (réseau d'assistance aux mineurs ayant un besoin de protection/15 centres d'accueil au sein de ce réseau au Mali/16 pays) ; • Référencement de l'OIM vers ENDA pour la protection des mineurs, victimes de traite ; • A Bamako, ENDA dispose d'un centre d'accueil (capacités de 30 personnes) ; • Au niveau de Kayes, ENDA s'occupe d'un guichet unique (accueil, sensibilisation, hébergement, prise en charge psychosociale et médicale).
Formations	<ul style="list-style-type: none"> • Des formations techniques sont dispensées dans dix filières : Coupe couture, Teinture, Technique de bougies, Construction métallique, Menuiserie, Maintenance informatique, Plomberie, Cordonnerie ; • Formation de trois ans dans le centre de formation d'Enda ; • Partenariat mis en place avec des ouvriers qualifiés.
Certification	Attestation fournie pour la reconnaissance des compétences
Suivi des bénéficiaires	Les centres ont des partenariats avec de ouvriers qualifiés mais n'accompagnent pas les jeunes dans le cadre de la formalisation de leurs projets (pas de soutien à la recherche de financements, pas de suivi des bénéficiaires réalisé).
Partenariats	

Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • ENDA a été partenaire de l'OIM dans le cadre de l'orientation et l'accueil des migrants de retour, en particulier des mineurs non accompagnés (la collaboration n'est plus active) ; • ENDA a également travaillé à la réintégration psychosociale et économique des migrants de retour expulsés du Maroc.
Capacité d'absorption	ENDA peut prendre en charge les migrants de retour mineurs dans les régions où elle a des bureaux.
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Principaux partenariats</u> : Direction nationale de l'enfance, Direction Nationale de la Promotion de l'Enfance, UNICEF, OIM, UNHCR. • <u>Membres du RAO, coordinations pays</u> : ENDA, Direction nationale de l'enfance, Direction Nationale de la Promotion de l'Enfance, Caritas, AME, Kanuya.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Un partenariat avec ENDA pourrait comprendre plusieurs volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement des mécanismes d'identification et de prise en charge des migrants de retour mineurs ; • Le renforcement de capacités des centres d'accueil pour atteindre des standards d'accueil garantissant la protection des mineurs vulnérables ; • Le développement d'un cadre spécifique de prise en charge des migrants de retour mineurs.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • En région, les centres d'accueil sont moins bien équipés. • Les centres d'accueil ne bénéficient pas toujours des infrastructures et des standards permettant une bonne prise en charge des mineurs.
Contacts	
Point focal	<ul style="list-style-type: none"> • Soumaïala Diarra, Coordinateur Bamako • Seckna Bagayoko, Coordinateur Koulikoro
Contact	+223/78 81 10 78, endabamako@yahoo.fr +223/76 42 88 83, seckna@yahoo.fr

FICHE PARTENAIRE 35 : ASSOCIATION DES MALIENS EXPULSES (AME)

Association des Maliens Expulsés (AME)	
Pays	Mali
Région	Kayes et Bamako
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	ONG créée en 1996. L'AME dispose d'un siège à Bamako et d'un centre d'accueil de 50 places.
Type d'appui apporté	Protection juridique et assistance directe aux migrants vulnérables.
Financements actuels / principaux	<ul style="list-style-type: none"> • AICS/ministère de l'Intérieur Italien, Projet 'Avenir Brillant', création d'opportunités socio-économiques et renforcement de la protection de l'enfance pour les jeunes sans emploi âgés de 18 à 35 ans, les migrants en transit et de retour au Mali ; • DANIDA, Projet 'Jeunesse active en contexte de crise'.
Profil des bénéficiaires actuels	Tous les migrants de retour au Mali, expulsés ou volontairement rentrés.
Stratégie de communication	<ul style="list-style-type: none"> • Liens étroits avec la protection civile ; • Dispose d'un réseau de volontaires locaux très développés ; • Connu des autorités locales.
Détails sur l'offre de service	
Assistance aux migrants vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> • Accueil, hébergement, orientation des migrants (72 heures / 50 migrants par mois) ; • Accompagnement social à travers des visites à domicile, des groupes de parole, et des maraudes ; • Assistance médicale et psychologique ; • Suivi juridique et administratif des migrants ; • Plaidoyer et sensibilisation en faveur de la protection des migrants ; • Réinsertion économique des migrants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Projet « Avenir brillant » : 300 jeunes à Bamako et 500 à Kayes ; ○ Formations techniques aux métiers de 2 à 3 mois (horticulture, mécanique, maquillage, couture, etc.) à l'issue desquelles sont délivrées des attestations reconnues par le MEFP.
Partenariats	
Capacité d'intégration de migrants de retour dans la structure	<ul style="list-style-type: none"> • L'AME travaille sur la protection juridique des migrants depuis de nombreuses années ; • L'AME travaille avec tous les migrants de retour (volontaire, expulsés) ; • Le personnel de l'AME est formé à l'orientation et au soutien aux migrants de retour.
Capacité d'absorption	Jusqu'à 600 migrants accueillis par an, soit 50 par mois.

Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • Plan International • Action Aid • Médecins du Monde.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Les perspectives de collaboration avec l'AME pourraient comprendre plusieurs volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le renforcement des capacités de l'AME dans le cadre de ses activités de protection aux migrants vulnérables ; • L'appui au développement d'un programme de formation et d'insertion professionnelle en faveur des jeunes migrants de retour les plus vulnérables dans les régions de Kayes et Bamako ; • Soutenir les actions de plaidoyer de l'AME. L'AME pourrait accompagner et renforcer les capacités des associations locales pour que la migration et les enjeux liés à la migration de retour soient mieux intégrés dans les plans de développement économique et social.
Remarques	
Défis exprimés	L'AME nécessite un renforcement de capacités pour la mise à niveau aux standards de de l'OIM en matière de prise en charge psychosociale.
Contacts	
Point focal	Ousmane Diarra, Président
Contact	+223/71.00.30.00, ousmanediarrame@yahoo.fr

FICHE PARTENAIRE 36 : COOPI

COOPI	
Pays	Mali
Région	Kayes, Ségou et Mopti
Ville	Bamako
Structure	
Type de structure	ONG internationale présente au Mali depuis 2013
Types d'appuis apportés	<ul style="list-style-type: none"> • Protection et assistance directe aux migrants vulnérables ; • Réintégration des mineurs non accompagnés.
Financements actuels / principaux	UNICEF, OIM, Union européenne/ECHO, AICS.
Profil des bénéficiaires actuels	Migrants vulnérables, PDI, réfugiés et mineurs non accompagnés.
Organisation / gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> • Siège à Bamako ; bases régionales à Mopti et Ségou ; • Sous bureaux régionaux à Djenné et Bankass ; • Plus de 90 employés.
Détails sur l'offre de service	
Assistance aux migrants vulnérables	<p><u>Protection et accès aux services de base :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion des centres de transit pour migrants et mineurs non accompagnés ; • Appui psychosocial et promotion de la santé mentale au niveau communautaire et individuel ; • Accès à l'eau, lutte contre la malnutrition et accès aux services de santé en zones rurales reculées (cliniques mobiles) ; • Identification et référencement des migrants les plus vulnérables (femmes seules avec enfants, mineurs, victimes de traite ou de violences).
Inclusion économique	<ul style="list-style-type: none"> • Formation professionnelle et réinsertion socio-économique des migrants de retour et jeunes ; • Réhabilitation d'infrastructures et utilisation de l'approche HIMO.
Partenariats	
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • COOPI collabore avec l'OIM et l'UNICEF pour la protection des mineurs et des migrants vulnérables. • En 2017, COOPI a participé à l'IC UE-OIM dans le cadre de la protection et de l'assistance psychosociale apportée aux migrants de retour.
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	<p>Les perspectives de collaboration avec COOPI pourraient comprendre plusieurs volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les activités de protection et d'assistance psychosociale dans les zones et localités de retour ; • Prise en charge spécifique des mineurs de retour volontaires ; • Protection à l'assistance à la réintégration par la formation professionnelle de courte durée ; • Prise en charge d'activités communautaires et de réhabilitation d'infrastructures.
Contacts	
Contact	cm.mali@coopi.org

FICHE PARTENAIRE 37 : UNICEF

UNICEF	
Pays	Mali
Région	Mopti, Gao, Kayes, Sikasso et Tombouctou
Ville	National
Structure	
Type de structure	Organisation internationale / agence des Nations Unies. <ul style="list-style-type: none"> • Siège Mali à Bamako ; • Cinq bureaux : Mopti, Gao, Kayes, Sikasso et Tombouctou.
Type d'appui apporté	Protection de l'enfance
Financements actuels / principaux	Banque mondiale, Union européenne, Allemagne, France, Canada, Suisse, Danemark, Etats-Unis (USAID), Italie, Pays-Bas, Norvège, République Tchèque, Suède, République de Corée.
Profil des bénéficiaires actuels	Mineurs non accompagnés, jeunes filles et garçons en mobilité, jeunes vulnérables et associés aux forces et groupes armés.
Détails sur l'offre de service	
Protection des mineurs	<u>Protection et accès aux services de bases</u> <ul style="list-style-type: none"> • Identification et référencement des victimes de violences, maltraitements ; • Appui psychosocial et promotion de la santé mentale au niveau communautaire et individuel ; • Soutien à l'ensemble de la chaîne de prise en charge de victimes de violences.
Inclusion économique	Formation professionnelle et réinsertion socio-économique de jeunes vulnérables, associés aux groupes armés.
Partenariats	
Partenariats existants	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Institutions</u> : ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille aux niveaux national et décentralisé, Bureau National de l'État Civil. • <u>Agences des Nations unies</u> : Dans le cadre de l'IC UE-OIM, l'UNICEF collabore avec l'OIM pour la protection des migrants mineurs de retour et l'assistance psychosociale. • <u>Collaboration avec des ONG</u> : ENDA, SOLISA, AVSF, GARDEL
Perspectives / opportunités de partenariat pour la programmation future	L'UNICEF est un partenaire essentiel qui dispose de compétences propres pour la prise en charge des besoins particuliers des migrants de retour mineurs.
Contacts	
Contact	bamako@unicef.org

4. FICHES ACTEURS

Les Fiches Acteurs listent les structures clés intervenant dans les secteurs de la formation professionnelle, de l'entrepreneuriat, du soutien à l'essor du secteur privé ou à l'accompagnement de publics vulnérables qui pourraient également constituer des partenaires pertinents pour l'Union européenne à moyen terme.

FICHE ACTEUR 1 : GROUPE BANQUE MONDIALE

Groupe Banque Mondiale	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> Projet de Promotion de l'Accès au Financement, de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi au Mali (PAFEEM) Environnement Propice à l'Entrepreneuriat de Croissance (EPEC)
Résumé des principaux objectifs des projets	<p><u>PAFEEM</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'éducation financière des micro-entreprises et groupes les plus vulnérables ; Renforcer les capacités des acteurs de la microfinance ; Renforcer le cadre institutionnel pour la mise en œuvre de la stratégie nationale d'inclusion financière ; Favoriser l'accès de 1 000 MPME au financement par le soutien au Fonds de Garantie du Secteur Privé (FGSP) ; Mise en place d'un programme HIMO, créateur d'emplois pour 11 000 bénéficiaires identifiés parmi les groupes les plus vulnérables ; Accompagnement au développement de 12 600 AGR (à travers des formations en compétences de vie). <p><u>EPEC</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Amélioration du cadre légal et réglementaire pour les entreprises ; Accompagner la structuration des incubateurs ; Améliorer le dialogue entre le secteur public et le secteur privé et améliorer la structuration du secteur privé.
Durée des projets	<ul style="list-style-type: none"> PAFEEM : 2021-2026 EPEC : 2020 – 2024
Zone(s) géographique(s)	<ul style="list-style-type: none"> PAFEEM : Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal et Ségou EPEC : national
Budgets	<ul style="list-style-type: none"> PAFEEM : 60 millions USD EPEC : 3,7 millions EUR (financement de l'Ambassade du Royaume du Danemark)
Entrepreneuriat et auto-emploi dans la filière agricole	
Noms des projets	<ul style="list-style-type: none"> Projet d'Appui au Développement de l'Élevage (PADEL) Projet d'Appui à la Compétitivité Agro-industriel (PACAM)

<p>Résumé des principaux objectifs des projets</p>	<p><u>PADEL</u> :</p> <p>Améliorer la productivité et la commercialisation de la production animale non pastorale (aviculture, pisciculture et petits ruminants).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des rendements de production animale (développement de la production alimentaire, des services de santé vétérinaire) ; • Renforcement du cadre institutionnel ; • Financement de plans d'affaires au bénéfice de 160 PME (autour de 26 000 USD) et 600 investissements (9 000 USD). <p>Mis en œuvre en partenariat avec le ministère de l'Élevage et la Pêche.</p> <p><u>PACAM</u> :</p> <p>Appuyer le développement de la chaîne de valeur de la mangue et le secteur de l'alimentation animale.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation et renforcement de capacités des différents maillons des filières ; • Appui institutionnel et renforcement des capacités de l'API ; • Rénovation de 300 km de pistes rurales pour améliorer l'acheminement des mangues ; • Développement de 6 centres de collecte de mangues et 48 stations d'embouche bovine modernes. <p>Bénéficiaires : 14 000 producteurs (5 000 dans la chaîne de valeur de la mangue et 9 000 dans la filière alimentation animale), 500 pisteurs, 20 commerçants, 70 transformateurs, 20 grossistes et exportateurs, 5 abattoirs.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les partenaires et bénéficiaires institutionnels sont l'API, le ministère de l'Agriculture, le ministère de l'Élevage, le ministère des Transports, le ministère du Commerce, le ministère du Développement Industriel (DNI), le ministère de la Promotion de l'investissement et les directions déconcentrées.
<p>Durée des projets</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PADEL : 2018-2024 • PACAM : 2017-2023
<p>Zone(s) géographique(s)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PADEL : Kita, Kolokani, Bougouni, Nara, Niani, Nampara, Bandiagara, Niafunke, Bourem, Douentza, Gourma-Rharous, Ansongo, Tessalit, Taoudeni • PACAM : Sikasso-Bamako-Koulikoro
<p>Budgets</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PADEL : 78,4 millions USD • PACAM : 30 millions USD
<p>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</p>	
<p>Ancrage et relation institutionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Ancrage fort au sein des différents ministères partenaires des projets. • La Banque mondiale intègre des appuis institutionnels dans ses interventions.
<p>Mécanismes de référencement mis en place</p>	<p><u>PAFEEM</u> :</p> <p>Le volet visant la création d'AGR est mis en œuvre par l'UNICEF et utilise les critères de sélection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 % des bénéficiaires des AGR sont des jeunes âgés de 18 à 40 ans ; • 30 % des bénéficiaires des AGR sont des femmes ; • Sélection des bénéficiaires parmi les plus vulnérables identifiés par les services techniques ; • Mise en place de guichets spécifiques en fonction des opportunités identifiées dans les secteurs suivants : élevage, maraichage, pisciculture, oviculture, mécanique, maçonnerie, charpenterie, électricité et énergies renouvelables, réparation électronique et agriculture. • Subvention de 200 000 à 250 000 FCFA ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Formations techniques, formations en compétences de vie, en éducation financière ;
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> - Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union Européenne en matière de formation professionnelle, appui à l'entrepreneuriat dans les filières agricoles, à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement. - Des mécanismes de référencement notamment dans le cadre du PAFEEM pourraient être envisagés.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> - Manque d'enceintes de coordination formelles au niveau technique entre les différents partenaires techniques et financiers. - Situation similaire entre les différents ministères : le ministère de l'Education Nationale et le ministère de l'Entrepreneuriat National, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP) partagent la compétence en matière de formation professionnelle et technique. Cette situation réduit la portée d'action du MEFP.
Autres remarques / leçons apprises	<ul style="list-style-type: none"> • Le développement du secteur privé et de chaînes de valeur porteuses est une priorité pour la Banque mondiale comme pour l'UE. Des synergies et stratégies communes gagneraient à être mises en place. • Des marges d'amélioration demeurent pour renforcer l'emploi local dans les projets de construction d'infrastructures ou à forte intensité de main d'œuvre financés par la Banque.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Ibrahim Camara, expert entrepreneuriat et secteur privé Maimouna Gueye, responsable du secteur privé
Contact	+223/72.27.31.20, icamara@worldbank.org mgueye5@worldbank.org

FICHE ACTEUR 2 : GIZ

GIZ	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom des projets	<p><u>Renforcement de la participation socio-économique des déplacés internes, des réfugiés et des communautés hôtes vulnérables au Mali (PAPSE)</u></p> <p><u>Programme Jeunesse et Stabilisation dans les régions centre du Mali (PROJES)</u></p>
Résumé des principaux objectifs des projets	<p><u>PAPSE</u> :</p> <p>Améliorer la participation socio-économique des déplacés internes, des réfugiés et des populations vulnérables au sein des communautés hôtes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les phases I et II, 4 000 déplacés internes, réfugiés et populations hôtes vulnérables sont identifiés et ont un projet de formation technique et professionnelle établi ; • Formations professionnelles de 3 semaines à 2 mois dans les centres de formation partenaires ou via les formations mobiles ; • Accompagnement à l'auto-emploi sur 4 mois (5 jours de formation entrepreneuriale, fonds de démarrage) et soutien au développement de 100 AGR ; • 3 projets intégrés pour améliorer la cohésion sociale ; • 100 initiatives socio-culturelles pour améliorer la cohésion sociale (causeries, débats, journées culturelles, événements sportifs...). <p><u>PROJES</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation et accompagnement de 817 jeunes (coiffure, gastronomie, maraîchage, couture), développement de 26 AGR et insertion de 360 jeunes ; • 13 structures locales d'information, d'orientation et d'insertion socioprofessionnelle (DIOP et BAI) sont mises en place ; • Implication de 1628 jeunes dans les Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO) ; • Réhabilitation d'infrastructures (6 écoles, 10 centres de santé, points d'eau, latrines et réhabilitation du marché).
Durée des projets	<ul style="list-style-type: none"> • PAPSE : 2020 à 2023 (phase I) ; 2023 – 2027 (phase II) • PROJES : 2018 - 2022
Zone(s) géographique(s)	<ul style="list-style-type: none"> • PAPSE : Kayes, Ségou et de l'agglomération du grand Bamako. • PROJES : Mopti et Ségou
Budgets	<ul style="list-style-type: none"> • PAPSE : 6,5 millions EUR (phase I) • PROJES : 43,5 millions EUR (financement UE)
Économie verte et secteur privé	
Nom des projets	<u>Programme des déchets, eaux usées et excréta « Mali Propre » (Mali Sanya)</u>

Résumé des principaux objectifs des projets	<p><u>Objectif</u> : Développer les services d'assainissement et l'économie circulaire pour un environnement plus sain en zones urbaines.</p> <p>Approche :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des petites entreprises à valoriser les déchets triés via le recyclage et sur l'ensemble de la chaîne (collecte, tri...) ; • Développer les opportunités d'emplois dans l'économie circulaire ; • 2 753 personnes employées dans le secteur ; • Le projet soutient les syndicats intercommunaux (dans 27 communes) dans la mise en œuvre de projets de référence liés aux services d'assainissement et à la gestion des déchets.
Durée du projet	2020 - 2023
Zones géographiques	Kayes, Koulikoro, Bamako, Sikasso et Ségou
Développement rural	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Programme mondial Centres d'innovations vertes pour le secteur agricole et agroalimentaire (CIV-Mali)</u> • <u>Promotion du financement de l'agriculture en faveur des agro-entreprises en milieu rural</u>
Résumé des principaux objectifs des projets	<p><u>CIV-Mali</u></p> <p>Objectif : Les innovations dans le secteur agricole et agroalimentaire contribuent à accroître les revenus des petites exploitations agricoles, à créer des emplois et à améliorer l'approvisionnement en produits alimentaires locaux dans les régions rurales sélectionnées par le projet.</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 filières : Mangue, riz et pomme de terre ; • Champs écoles paysans dans 51 communes ; • Ouverture de 5 centres d'éducation communautaires (2.500 apprenants) ; • Alphabétisation des paysans et échanges de pratiques et innovations en langues locales. <p><u>Agro-entreprises</u></p> <p>Objectif : amélioration de l'offre de services financiers adaptés aux modèles économiques des exploitations agricoles et des agro-entreprises en milieu rural.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de capacités des exploitants agricoles pour identifier leurs besoins en matière d'investissements et faciliter la présentation de leurs dossiers aux banques ; • Amélioration de l'accès des institutions financières aux petites exploitations agricoles et agro-entreprises.
Durée des projets	<ul style="list-style-type: none"> • CIV : 2014 à 2026 • Agro-entreprises : 2016 à 2025
Zone(s) géographique(s)	<ul style="list-style-type: none"> • CIV : projet multi-pays. Au Mali : Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso • Agro-entreprises : national
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	

<p>Ancrage et relation institutionnelles</p>	<ul style="list-style-type: none"> • <u>PAPSE</u> : ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des Investissements ; Chambres des Métiers du Mali ; Chambres du Commerce et de l'Industrie ; Conseils régionaux ; Direction Nationale de la Formation Professionnelle, collectivités territoriales. • <u>PROJES</u> : ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD). Partenaire de mise en œuvre : Swisscontact • <u>Mali Sanya</u> : ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable, collectivités territoriales. • <u>CIV</u> : Collectivités territoriales, ONG locales (AMEDD, AMDD, CERDEPE et HN), 75 coopératives.
<p>Mécanismes de référencement mis en place</p>	<p>Dans le cadre du projet PAPSE, l'identification des déplacés internes, des réfugiés et des populations vulnérables des communautés hôtes est réalisée conjointement avec la direction du développement social, le HCR, la Commission du mouvement des populations et les collectivités locales.</p>
<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<p>Des synergies peuvent être explorées avec les différents programmes de la GIZ portant sur le développement rural, l'accès au financement et la promotion de l'auto-emploi au Mali. Les opportunités de collaborations sont possibles sur trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certains projets travaillent déjà avec des personnes vulnérables : le dialogue et les possibilités de synergies avec ces projets pourraient être développées et améliorées (projet PAPSE) ; • Les méthodes de formations courtes et de formations mobiles permettent d'atteindre les communautés les plus éloignées des centres de formation. Les communautés qui concentrent des migrants de retour et qui se trouvent éloignées des centres urbains pourraient être ainsi ciblées ; • L'approche du PAPSE intégrant le développement socio-économique et la cohésion sociale dans les communautés hôtes permet de limiter les risques de conflits entre les différentes communautés. Cette approche pourrait être utilisée pour accompagner les migrants de retour au sein de leurs communautés d'origine.
<p>Remarques</p>	
<p>Défis exprimés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pour l'enregistrement formel des entreprises, les personnes vulnérables (déplacés internes, réfugiés, migrants de retour) ne disposent pas toujours de pièces d'identité, ce qui ralentit la procédure ou la rend impossible. • L'identification de centres de formations professionnelles adaptés est un défi. Dans le secteur de l'agriculture, au lieu de passer par des centres de formation professionnelle, la GIZ a travaillé avec des centres de recherche agronomique pour disposer des compétences techniques suffisantes.
<p>Autres remarques / leçons apprises</p>	<p>Dans le secteur du maraîchage, les enjeux de l'accès à la terre sont importants et conduisent souvent à l'échec des projets. Ces filières sont donc mises de côté sauf si les collectivités locales facilitent l'accès la terre.</p>
<p>Contacts</p>	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<p>Demba Tounkara, Coordinateur national et responsable de la composante collaboration avec le secteur privé (PAPSE)</p>
<p>Contact</p>	<p>+223/76.49.09.49, demba.tounkara@giz.de</p>

FICHE ACTEUR 3 : AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)

Agence Française de Développement (AFD)	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Formation professionnelle	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Amélioration de la compétitivité des entreprises par la Formation professionnelle (ACEFOR, phase I et phase II)</u> • <u>Accompagnement de la Jeunesse et des Collectivités Territoriales dans leurs Initiatives de Formation et d'Insertion Professionnelle (ACTIF)</u>
Résumé des principaux objectifs des projets	<p>Projet ACEFOR</p> <p><u>Objectif général</u> : promouvoir une formation professionnelle répondant aux besoins en qualification du milieu productif local et favoriser une meilleure insertion des jeunes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de deux centres de formation professionnelle et opérationnalisation des formations en discussions avec le secteur privé ; • Développement de la partie insertion professionnelle avec des maîtres-apprenants et un travail d'orientation et d'accompagnement des jeunes sur le marché de l'emploi, à partir des centres de formation ; • Formation et insertion de 7500 jeunes dans les filières para-agricoles. <p><u>Groupes cibles</u> : ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, collectivités locales, jeunes non scolarisés et déscolarisés de 15 à 35 ans.</p> <p>Projet ACTIF</p> <p><u>Objectif général</u> : contribuer au développement économique local, durable et inclusif des jeunes vulnérables.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation et insertion professionnelle dans les filières porteuses de 4150 jeunes ; • Mise en place de guichets d'orientation socio-professionnelle dans 10 communes ; • Renforcement des capacités des collectivités locales (révision des plans de développement, valorisation de projets créateurs d'emplois type HIMO et favorable au développement économique local) ; • Création de 300 emplois temporaires via l'HIMO. <p><u>Groupes cibles</u> : groupes vulnérables et jeunes (14 à 40 ans), personnes handicapées, femmes, directions techniques de la formation professionnelle, collectivités territoriales.</p>
Durée des projets	<ul style="list-style-type: none"> • ACEFOR : 2011 – 2024 • ACTIF : 2017-2023 (prolongation en discussion)
Zone(s) géographique(s)	<ul style="list-style-type: none"> • ACEFOR : Sikasso et Ségou • ACTIF : Mopti, Tombouctou et Gao
Budgets	<ul style="list-style-type: none"> • ACEFOR : Phase I (9 millions EUR) et phase II (15 millions EUR) • ACTIF : 10 millions EUR

Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Jeunesses actrices du monde de demain (JADE)</u> • <u>Construire le Mali</u>
Résumé des principaux objectifs du programme	<p>JADE</p> <p><u>Objectif général</u> : Accompagner les jeunes à devenir acteurs et actrices de leur insertion socio-professionnelle, citoyenne et environnementale et du développement de leurs territoires.</p> <p><u>Résultats visés</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 000 jeunes sont accompagnés vers l'insertion intégrale (économique et professionnelle, sociale et citoyenne, environnementale et climatique) ; • Les capacités de la société civile sont renforcées en matière de prise en compte des jeunesses dans leurs activités et leur gouvernance ; • Les capacités des organisations de solidarité nationales et internationales françaises sont renforcées en matière de prise en compte des jeunesses dans leurs interventions et leur gouvernance. <p><u>Groupes cibles</u> : de nombreux jeunes ne disposent pas des services essentiels et leur accession à un travail décent et durable constitue un défi. En particulier les jeunes femmes, sont peu impliqués dans la vie publique, peu informés et formés aux questions sociales et citoyennes ou environnementales et climatiques.</p> <p>Construire le Mali</p> <p><u>Objectif général</u> : Amélioration de la participation de la Diaspora à l'économie nationale, à travers la création d'entreprises innovantes et à fort impact socio-environnemental au Mali.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 projets sont sélectionnés pour intégrer le programme d'accompagnement ; • 50% des projets sélectionnés sont convertis, progressivement, en Business Plans ; • 20 projets sélectionnés bénéficieront d'un fonds d'amorçage.
Durée des projets	<ul style="list-style-type: none"> • JADE : Juillet 2020 – Juillet 2023 • Construire le Mali : Janvier 2020 - 2022
Zones géographiques	<ul style="list-style-type: none"> • JADE : Multi-pays : Guinée, Haïti, Congo, Mali, Mauritanie, Sénégal • Construire le Mali : Mali - UE
Budgets	<ul style="list-style-type: none"> • JADE : 4,8 millions EUR (financement AFD de 2,4 millions EUR) • Construire le Mali : Non communiqué
Agriculture et développement rural	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • <u>Prévention des conflits et résilience des systèmes alimentaires transfrontaliers en Afrique (PCR-SAT)</u> • <u>PREBC - Projet de Redynamisation des Banques de Céréales</u>
Résumé des principaux objectifs des programmes	<p>PCR-SAT</p> <p><u>Objectif général</u> : Renforcer durablement la résilience des systèmes alimentaires des communes de deux zones transfrontalières grâce à des initiatives de gestion</p>

	<p>concertée du potentiel en protéines végétales des ressources agro-sylvo-pastorales et de développement économique.</p> <p><u>Résultats à atteindre :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Gestion pacifiée et durable des ressources agrosylvopastorales ; • Développement économique des territoires ruraux permettant : <ul style="list-style-type: none"> ○ De restaurer 750 ha de terres dégradées au profit de 1200 agropasteurs dont 60 % de femmes ; ○ De réaliser 26 aménagements agro-pastoraux ; ○ De créer 600 emplois ouvriers rémunérés. <p><u>Groupes cibles :</u> agropasteurs, éleveurs transhumants, opérateurs économiques individuels et collectifs, comités institutionnels de concertation des villages visés.</p> <p>PREBC - Projet de Redynamisation des Banques de Céréales</p> <p><u>Objectif général :</u> Apporter une réponse durable à l'insécurité alimentaire pour les communes de Mopti, Socoura, Fatoma et Sio par la redynamisation des banques de céréales.</p> <p><u>Résultats attendus :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation de quatre banques de céréales et renforcement des capacités de gestion et de gouvernance ; • Amélioration de l'accès aux céréales de 5692 ménages soit 45 530 personnes vulnérables durant la période de soudure ; • Participation au Système d'Alerte Précoce national et aux plans de contingence des acteurs de la sécurité alimentaire de la région. <p><u>Groupes Cibles :</u> populations vulnérables de la région de Mopti et des villes de Mopti, Socoura, Fatoma et Sio.</p>
<p>Durée des projets</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PCR-SAT : 11/2022 – 11/2025 • PREBC : Début mars 2019 – 3 ans (en cours)
<p>Zones géographiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PCR-SAT : Multi-pays (Mali, Mauritanie, Sénégal) ; • PREBC : Mopti (Socoura, Fatoma et Sio)
<p>Budgets</p>	<ul style="list-style-type: none"> • PCR-SAT : 3 millions EUR, financement AFD • PREBC : 2,1 millions EUR (financement AFD 1,5 million EUR)
<p>Coordination avec les autorités nationales et les PTF</p>	
<p>Ancrage et relation institutionnels</p>	<p>L'AFD dispose d'un ancrage fort au niveau du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (assistance technique dans le cadre du projet ACEFOR).</p> <p>Au niveau des collectivités locales, lesquelles ont la charge de la mise en œuvre de la politique de la formation professionnelle, l'AFD dispose également de relations étroites. En partenariat avec LuxDev, l'AFD appuie le lancement de centres de ressources chargés de l'animation du dialogue sectoriel sur la formation professionnelle. L'objectif est d'appuyer les collectivités territoriales dans l'appropriation de ces mécanismes de coordination et aussi d'améliorer les compétences dans la mise en œuvre de la politique de la formation professionnelle (initiative lancée à Ségou et en cours de mise en place dans les régions de Koulikoro, Kayes, et Sikasso).</p>

Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur la formation professionnelle, l'appui à l'entrepreneuriat, à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès aux services financiers au Mali.
Remarques	
Défis exprimés	L'implication du secteur privé, des organisations de professionnelles et les maitres-artisans est essentielle pour garantir l'insertion des jeunes. Malgré les orientations prises par le programme ACEFOR, le secteur privé reste éloigné de la définition des formations, mise en œuvre des formations et du financement.
Autres remarques / leçons apprises	La suspension de l'aide publique au développement de la France nécessite une concertation entre les PTF et l'Union européenne sur le repositionnement des activités et pour continuer certaines activités lancées par la France.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Hamadoun Idrissa DICKO, Chargé de Projets – Secteur Éducation - Formation Professionnelle – Emploi
Contact	+223/76.30.79.23 et +223/74.03.76.77, dickohi@afd.fr

FICHE ACTEUR 4 : SNV

SNV	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom du projet	<u>L'Emploi des Jeunes crée des Opportunités, ici au Mali (EJOM)</u>
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>Objectif général</u> : contribuer à stimuler le développement économique et la stabilité sociale à travers la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes dans les secteurs de la gestion des déchets, l'agro-alimentaire et l'horticulture.</p> <p><u>Le projet a atteint les résultats suivants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Formation de 8 632 jeunes en compétences de base pour la vie courante (10 jours) et collaboration avec des partenaires locaux, entreprises et instituts de formation technique pour livrer une formation technique et professionnelle (5 jours) ; • Contribution à l'auto-emploi et l'emploi des jeunes (notamment des femmes et des groupes défavorisés) dans les secteurs de l'horticulture, la gestion des déchets, l'agro-alimentaire et l'artisanat utilitaire ; • Promotion du développement de 400 PME et de 20 fermes en vue de contribuer à l'emploi des jeunes ; • Contribution à la création d'un environnement financier et éducatif favorable à l'emploi des jeunes. • Le projet a été développé en consortium avec trois ONG internationale (ICCO, WASTE et SNV) et l'APEJ. <p><u>Groupes cibles</u> : le projet a visé les jeunes, avec une attention particulière pour les migrants de retour et les femmes. Pour les femmes, l'objectif était de 30% (finalement 47%). Cependant, alors qu'un objectif de 15 % de migrants de retour était visé, seuls 7% des bénéficiaires étaient des migrants de retour.</p>
Durée du projet	2018 – 2021 (finalisé)
Zones géographiques	Koulikoro, Kayes, Gao et district de Bamako
Budget	20 millions EUR (FFU), 0,5 million EUR (Ambassade des Pays-Bas) et 0,4 million EUR (Gouvernement du Mali)
Accès au financement	
Nom du projet	<u>African Biogas Component (ABC) - Mali</u>
Résumé des principaux objectifs du projet	<p><u>Objectif général</u> : ABC applique une approche basée sur le marché, développant et renforçant la demande, l'offre et l'environnement favorable pour la vente de 22 000 biodigesteurs à petite échelle (au niveau des ménages) en quatre ans au Burkina Faso, au Niger et au Mali, donnant accès à l'énergie à au moins 110 000 personnes.</p> <p>Au Mali, les objectifs sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La construction de 6 229 biodigesteurs (d'ici fin 2025) ; • L'accompagnement des entreprises privées du secteur de la construction, l'installation et le développement de leurs activités ; • Le financement basé sur les résultats (RBF) pour atténuer les risques financiers et fournir un soutien financier.

Durée du projet	2022 – 2025
Zone(s) géographique(s)	Ensemble du territoire malien, projet régional (Niger, Burkina Faso et Niger).
Budget	8,7 millions EUR (ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas)
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom du projet	<u>Pro-ARIDES (Programme Agroalimentaire pour la Résilience Intégrée et le Développement Économique du Sahel)</u>
Résumé des principaux objectifs des projets	<p><u>Objectif général</u> : contribuer à accroître la résilience, la sécurité alimentaire et les revenus des ménages d'agriculteurs et d'(agro)pasteurs grâce à des institutions et des organisations efficaces et décentralisées pour améliorer la prestation de services, la gestion des ressources naturelles et des terres ainsi que le développement économique local.</p> <p>Ce projet régional vise à faciliter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accompagnement des institutions et organisations efficaces et décentralisées pour l'amélioration de la fourniture de services, des ressources naturelles et la gestion des terres et le développement économique local ; • L'amélioration de la gestion des aliments, des fermes et des troupeaux pour des systèmes de production plus résilients et une meilleure nutrition des ménages ; • Le renforcement de chaînes de valeur inclusives dans l'agriculture pouvant être une source de revenus décents et de lutte contre la malnutrition ; • la dotation des jeunes de compétences adaptées au secteur de l'agriculture en ciblant les femmes avec le soutien et l'autonomisation appropriés. <p>Le programme est mis en œuvre par un consortium : SNV, CARE, Wageningen University, Institut Royal Tropical (KIT), et des partenaires locaux.</p>
Durée du projet	2021 - 2031
Zones géographiques	Ségou et Mopti, projet régional (Niger, Burkina Faso et Niger).
Budget	100 millions EUR (ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas)
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Nom du projet	<u>2SCALE : The largest incubator for inclusive agribusiness in Africa</u>
Résumé des principaux objectifs du projet	<p>Objectif général : l'intervention de 2SCALE au Mali est un programme d'incubation portant sur les solutions intelligentes face au climat, l'accès au marché, les PME de transformation et de meilleures interconnexions entre les acteurs d'une même chaîne de valeur.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des entrepreneurs locaux au sein des filières retenues (filiale du fonio, riz, aviculture, soja, lait, légumes et fruits) ; • Soutien technique et commercial pour le développement de leurs entreprises, identifiée comme championne du secteur (Zabban dans le secteur des jus de fruits frais, UTC et UCODAL dans le fonio, Soprotlad dans le riz, Wassao dans l'aviculture, Keitala Négoce dans le soja, Seguida Yeelen dans le riz, Translait) ; • Création de revenus décents pour les femmes et les jeunes dans l'accompagnement de ces PME ; • Autour de ces entreprises et champions commerciaux, création de clusters agroalimentaires ; • Développement de produits et de marchés pour les marchés de consommation locale.

	Au Mali, 9 initiatives sont actuellement soutenues par le programme (filrière du fonio, riz, aviculture, soja, lait, légumes et fruits).
Durée du projet	2012 – 2023
Zone(s) géographique(s)	Couverture de l'ensemble du territoire Projet régional (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ghana, Kenya, Mali, Niger et Nigeria)
Budget	50 millions EUR
Entrepreneuriat et auto-emploi	
Noms du projet	Programme "emploi vert"
Résumé des principaux objectifs du projet	<p>Objectif général : le projet vise à accompagner la résilience des populations par la création d'emploi dans les secteurs de l'économie verte (agriculture, énergie et eau).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'écosystème et les acteurs locaux pour accélérer les opportunités faisant le lien dans l'économie verte ; • Développement de trajectoires dans l'économie verte avec les centres de formations et parcours d'insertion ; • Mise en œuvre en partenariat avec l'APEJ, les incubateurs et les centres de formations professionnelles adaptés ; • Création d'emplois et d'auto-emplois dans le secteur de l'économie verte en tenant compte des réalisations du projet EJOM ; • Ciblage des jeunes et des groupes vulnérables en tenant compte des migrants de retour, les personnes déplacées internes et les NEET.
Durée du projet	2023 – 2025 (phase pilote)
Zones géographiques	Régions de Ségou, Mopti et Sikasso (si prolongation)
Budget	4 millions EUR (Ambassade des Pays-Bas)
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<p>EJOM</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consortium avec SNV, ICCO, WASTE et l'APEJ ; • Partenariat opérationnel avec l'APEJ ; • Autres ministères impliqués : ministère de l'Agriculture, ministère des Maliens de l'Étranger, ministère en charge de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, ministère de la Jeunesse, ministère des Finances et ministère de la Décentralisation. <p>African Biogas Component (ABC)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenariat opérationnel avec l'Agence Nationale de Développement des Biocarburants (ANADEB). <p>Pro-ARIDES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) ; • Association malienne pour la promotion du Sahel (AMAPROS) ; • Agence de développement régional (ADR) ; • <i>Near East Foundation</i> (NEF) ; • Institut d'économie rurale (IER). <p>2 Scale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Consortium mené par SNV et composé de l'International Fertilizer Development Center (IFDC), <i>Base-of-the-Pyramid Innovation Center</i> (BoPInc) et de <i>Partnerships Resources Center</i> (PrC). <p>« Emplois verts »</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Synergies envisagées avec les acteurs de la formation professionnelle, lesquels ont été consultés et associés (AFD, LuxDev, Danemark, Allemagne, Suisse...); • Certains programmes de la GIZ ont manifesté leur intérêt (CIV et PAPSE); • Partenariat opérationnel avec l'APEJ et les structures déconcentrées de l'État.
Mécanismes de référencement mis en place	<ul style="list-style-type: none"> • La SNV a réalisé des séances de sensibilisation et d'information dans le centre d'accueil des migrants de retour à Bamako pour présenter les opportunités liées au projet EJOM (sur financement FFU, et qui incluait un quota de migrants de retour parmi ses bénéficiaires). • SNV inclut les migrants de retour comme cible à atteindre dans son futur projet « Emploi vert ». Elle souhaite proposer un ciblage spécifique sur certaines filières, notamment la transformation agroalimentaire, commercialisation et services agribusiness. Un partenariat avec l'OIM est prévu afin de réaliser le référencement et la réintégration de migrants de retour. Les modalités de partenariat n'ont pas encore été établies.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre du nouveau programme « emploi vert », l'UE peut jouer un rôle en accompagnement financièrement le développement de ce projet dans des régions de retour ; • L'UE a l'opportunité de développer des synergies programmatiques particulièrement intéressantes avec SNV sur les thèmes de l'entrepreneuriat des jeunes et du soutien à l'emploi salarié dans des secteurs innovants et de l'économie verte.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> - L'accompagnement des migrants de retour nécessite de prendre en compte certaines difficultés dont l'accès au foncier et aux services financiers, raison pour laquelle certaines filières sont plus adaptées pour les migrants de retour. - L'agriculture est vue comme une filière porteuse mais doit être conditionnée à l'accès à la terre et l'accès à l'eau. Dans le programme, 20 fermes ont été lancées mais le manque d'eau risque de rendre difficile leur pérennité. - Des filières comme l'oviculture ou l'élevage de petits ruminants peuvent être plus faciles à développer.
Autres remarques / leçons apprises	<p>Les référencements de migrants de retour assistés par l'OIM vers le projet EJOM ont mis du temps à se concrétiser. La première année, aucun migrant de retour n'a été intégré. Le manque de connaissances des conditions de sélection, de recrutement et les décalages de calendrier ont compliqué la collaboration entre l'OIM et la SNV. Ces données devront être mieux partagées et les processus de sélection davantage harmonisés dans l'optique d'intégration de migrants de retour dans de futurs programmes.</p>
Contacts	
Point focal	Tchegoun Adebo Koba, Global Technical Advisor – Youth Employment and Entrepreneurship
Contact	+223 91.08.05.61 /67.73.74.32, tkoba@snv.org

FICHE ACTEUR 5 : LUXDEV

LuxDev	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Formation et insertion professionnelle	
Nom du projet	Formation et insertion professionnelle (MLI/022)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>Objectif général</u> : Soutenir la création d'emplois et d'activités génératrices de revenus (AGR) en priorité pour les femmes et les jeunes par des services d'orientation, de formation et d'accompagnement attractifs, accessibles, performants et adaptés aux besoins de l'économie des filières d'opportunité pour les jeunes.</p> <p><u>Les résultats visés sont</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 100 jeunes s'insèrent dans le dispositif de formation professionnelle et bénéficient d'opportunités économiques dans les métiers liés aux filières agricoles (formation par apprentissage, formation continue en agro-sylvo-pastoralisme, notamment le maraîchage) ; • Les capacités des acteurs de la formation professionnelle sont renforcées ; • Les dispositifs de formation professionnelle initiale et continue dans les métiers des filières d'opportunité pour les jeunes sont améliorés ; • Les entreprises peuvent faire bénéficier leur personnel de formations continues. <p><u>Bénéficiaires</u> : Les bénéficiaires finaux directs sont les jeunes hommes et jeunes femmes des régions de Ségou et de Sikasso en recherche d'insertion professionnelle. Les bénéficiaires finaux indirects sont les entreprises de ces régions qui vont pouvoir utiliser ce personnel formé et bénéficier elles-mêmes de formation continue.</p>
Durée du projet	Avril 2016 – 2024 (nouvelle extension)
Zone(s) géographique(s)	Ségou (cercles de Ségou, Barouéli, San, Tominian et Bla) et Sikasso (cercle de Yorosso). Au total, 103 communes sont concernées.
Budget	15,7 millions EUR, avec une participation de 15,2 millions EUR du Gouvernement luxembourgeois et de 0,5 million EUR de l'Etat malien.
Développement économique local	
Nom du projet	Appui au développement économique local et à la prévention des conflits dans les régions de Tombouctou et de Gao - MLI/804 (ADEL)
Résumé des principaux objectifs du projet	<p><u>Objectif général</u> : contribuer à la stabilisation des régions de Tombouctou et Gao et à la résilience des communautés et des collectivités territoriales de 42 communes des régions de Gao et Tombouctou.</p> <p><u>Les résultats visés sont</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 associations et coopératives locales sont appuyées à travers la consolidation et/ou la mise en place de projets économiques (agriculture, élevage, pêche, artisanat) ; • 2 500 jeunes femmes et hommes sont accompagnés dans un dispositif d'orientation et de formation professionnelle ; • 200 réalisations de services sociaux de base (e.g. santé, éducation, eau) • Renforcement des compétences des élus et agents des collectivités territoriales dans le but d'améliorer leur redevabilité et la cohésion sociale des collectivités territoriales.

Durée du projet	Décembre 2019 - Novembre 2022
Zones géographiques	Régions de Tombouctou et de Gao
Budget	Total : 13 millions EUR (UE)
Sécurité alimentaire et développement agropastoral	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> • Développement rural et sécurité alimentaire (MLI/021) • Programme d'appui aux filières agropastorales - Phase II – (MLI/026) • Renforcer la résilience des communautés rurales du Cercle de Kita et leur accès au système de marché - Phase III – (MLI/027)
Résumé des principaux objectifs des projets	<p>MLI/021</p> <p><u>Objectif général</u> : les sources de revenus agricoles et la sécurité alimentaire des ménages ruraux sont diversifiées et renforcées durablement.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recherche de synergies entre les programmes MLI/021 et MLI/022 en matière de formation et insertion professionnelle ; • 1 100 hommes et 1 100 femmes bénéficient d'un parcours d'insertion ; Créer un lien avec de nouvelles opportunités pour 5 000 jeunes ; • Développement de services financiers et non financiers visant à permettre la création de valeurs et de capacités d'insertion économique rémunérées décentement. <p>MLI/026</p> <p><u>Objectif général</u> : augmentation de la productivité et de l'employabilité dans les filières du lait local et de la pomme de terre.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de 14 000 exploitations familiales agricoles (hommes, femmes et jeunes) ; • Insertion avec des revenus décents pour au moins 700 jeunes sortant des dispositifs de formation professionnelle initiale. <p>MLI/027</p> <p><u>Objectif général</u> : Contribuer à la sécurité alimentaire des ménages et communautés vulnérables dans le Cercle de Kita.</p> <p><u>Objectif spécifique</u> : la résilience des communautés vulnérables du Cercle de Kita face au changement climatique et aux déficits structurels est renforcée grâce à la diversification des revenus et au système de marché inclusif. Cet objectif est recherché à travers les résultats et activités transversales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 600 petits producteurs ont amélioré leur accès au marché sur au moins deux chaînes de valeur, permettant aux ménages vulnérables, surtout ceux dirigés par une femme, d'accéder à un revenu suffisant et stable ; • 13 anciennes et sept nouvelles organisations paysannes agricoles, coopératives et unions sont accompagnées dans les techniques de production alimentaire adaptées aux conditions agroécologiques locales et aux effets du changement climatique.
Durée des projets	<ul style="list-style-type: none"> • MLI/021 : Avril 2016 – 2024 (extension) • MLI/026 : Janvier 2021 - Décembre 2024 • MLI/027 : Janvier 2021 - Décembre 2025

Zone(s) géographique(s)	<ul style="list-style-type: none"> • MLI/021 : Ségou et Koulikoro • MLI/026 : Sikasso • MLI/027 : Cercle de Kita (communes de Sébékoro, Bendougouba, Djidian et de Benkadi-Founia)
Budgets	<ul style="list-style-type: none"> • MLI/021 : 41,9 millions EUR (Coopération luxembourgeoise : 37,1 millions EUR et Ministère du Développement rural : 4,8 millions EUR). • MLI/026 : 16 millions EUR (Coopération luxembourgeoise : 8 millions EUR et Coopération Suisse : 8 millions EUR). • MLI/027 : 1,98 million EUR (Coopération luxembourgeoise : 590 000 EUR, Autre contribution lux. : 877 505 EUR, Caritas Suisse : 510 454 EUR, Bénéficiaires : 5 869 EUR).
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • LuxDev travaille en étroite collaboration avec les ministères de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MLI/021), le ministère de l'Agriculture (MLI/026) et le ministère du Développement rural (MLI/027). • Au niveau des régions, LuxDev collabore en premier lieu avec les conseils régionaux et soutient les structures de concertation mises en place dans les secteurs de l'entrepreneuriat et de la formation professionnelle notamment via les centres de ressources avec l'AFD.
Mécanismes de référencement mis en place	<ul style="list-style-type: none"> • LuxDev collabore avec l'APEJ pour la prise en charge des jeunes avec un projet d'auto-emploi. Récemment, LuxDev a aussi développé sa collaboration avec l'ANPE en vue de l'accueil et de l'insertion des jeunes et des groupes vulnérables dans ses activités d'intermédiation sur le marché de l'emploi et de création d'AGR. L'objectif est de systématiser l'orientation et l'insertion des jeunes accompagnés • LuxDev collaborera avec plusieurs institutions de microfinance comme Soro Yriwasso et Nyesigiso en partenariat avec ADA (ONG luxembourgeoise) afin de faciliter l'accès aux crédits pour les jeunes entrepreneurs ; • LuxDev a collaboré avec Swisscontact dans la mise en oeuvre du projet ADEL.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> • LuxDev est un acteur central dans le secteur de la formation professionnelle et de l'insertion au Mali. Les espaces de coordination et de concertation mis en place par LuxDev devraient être consolidés et renforcés par l'UE. • Avec une zone de concentration active dans la région de Ségou, l'UE pourrait envisager d'appuyer l'extension dans d'autres régions considérées comme des zones de départs comme les régions de Kayes et de Gao (expérience de LuxDev avec le projet ADEL).
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Coudy Dia, Représentante résidente
Contact	+223/95.99.96.93, coudy.dia@luxdev.lu

FICHE ACTEUR 6 : AECID

AECID	
Pays	Mali
Région	Bamako
Formation Professionnelle	
Nom du projet	Appui à la formation professionnelle (en cours de définition)
Résumé des principaux objectifs du programme	Incluera un renforcement de capacités de centres de formation dont le Centre Père Michel (CPM – FP#4). Contours du programme à confirmer en 2023.
Durée du projet	Lancement en 2023 avec l'organisme <i>Jovenes y Desarrollo</i> (« Jeunesse et Développement » - organisation non gouvernementale salésienne à but non lucratif).
Zone(s) géographique(s)	En cours de définition
Budget	Non communiqué / en cours de définition
Développement Agricole et entrepreneuriat	
Nom du projet	<u>Projet d'Appui à la Filière de l'Anacarde au Mali (PAFAM)</u>
Principaux objectifs	<u>PAFAM</u> : Augmentation des opportunités économiques et d'emploi, et amélioration de la sécurité alimentaire par le biais de l'amélioration de la production, de la transformation et de la commercialisation de l'anacarde.
Durée du projet	PAFAM : 2016 - 2022
Zones géographiques	PAFAM : Kayes Koulikoro et Sikasso (39 communes)
Budget	PAFAM : 14 millions EUR (financement UE)
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> - Les synergies potentielles avec la future programmation de l'UE sont importantes notamment avec le lancement prévu d'un programme portant sur la formation professionnelle en vue de renforcer la formation des personnels enseignants, de soutenir la formation dans les métiers et accompagner les jeunes et les migrants de retour. - Le programme en développement portant sur la formation professionnelle aura un volet portant sur les migrants de retour.
Remarques	
Défis exprimés	Pour le moment, l'AECID est en discussion avec le prestataire de services pour la délimitation du programme en question. Compte tenu des changements en cours parmi les PTF présents au Mali, l'AECID reste encore flou sur le détail du programme en se gardant la possibilité de faire évoluer le programme suivant les nouvelles orientations politiques prises par le Mali.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Jaime Puyoles Garcia, Chef de coopération
Contact	+223/20.23.12.40, JAIME.PUYOLES@aecid.es

FICHE ACTEUR 7 : COOPERATION DANOISE (DANIDA)

Coopération Danoise (DANIDA)	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Entrepreneuriat	
Nom du projet	Fonds d'Appui à la Création d'Entreprise par les Jeunes (FACEJ), créé et financé par l'Ambassade du Danemark (co-financé par l'Ambassade des Pays-Bas) et mis en œuvre par un gestionnaire de fonds (le consortium PLAN-BØRNEfonden et Swisscontact).
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>Objectif général</u> : appuyer les jeunes sortants d'une formation technique, professionnelle ou supérieure à démarrer leur entreprise dans leur métier par un dispositif d'appui et de financement.</p> <p><u>Principaux résultats attendus</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lancement de 3 guichets pour le financement : <ul style="list-style-type: none"> ○ Le guichet « start-up » finance une subvention d'amorçage des jeunes entrepreneurs et leur accompagnement. ○ Le guichet « entreprise en croissance » finance une subvention de développement des jeunes entrepreneurs et leur accompagnement du développement de l'entreprise. ○ Guichet « vert » pour des initiatives spécialement orientées vers le développement durable. • Création de 1 100 entreprises par des jeunes de type start-up ; <ul style="list-style-type: none"> ○ Formation à l'entrepreneuriat des jeunes ; ○ Appui à l'approfondissement des plans d'affaires des jeunes retenus ; • Appui au développement de 330 PME. <p><u>Institutions partenaires</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Avec les banques : BNDA, Groupe Cofina, Coris Bank, Orabank ; • Facilitateurs : Donilab, Impact Hub, CreaTeam, Teliman. <p><u>Groupes cibles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Jeunes de 18 à 30 ans sortant de centres de formation technique et professionnelle (Niveau d'étude minimum CAP), avec une ambition de lancer des projets d'entreprise valorisant des innovations ; • Les jeunes entrepreneurs (18 à 30 ans) déjà en activité et avec une potentialité de croissance d'entreprise ; • 40% des entrepreneurs appuyés sont des femmes.
Durée du projet	2019 - 2024
Zones géographiques	<ul style="list-style-type: none"> • Région de Sikasso • District de Bamako et zones périurbaines (Kati et Koulikoro) • Zone urbaine et périurbaine de Tombouctou, Ségou, Mopti et Kita.
Budget	24 millions dont un cofinancement de 2,5 millions par l'Ambassade des Pays-Bas
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Nom du projet	Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF)

Résumé des principaux objectifs du projet	Voir le détail du projet dans la FA du FIDA (FA#8)
Durée du projet	2018-2024
Zone(s) géographique(s)	Ségou, Koulikoro, Sikasso, Kayes et Mopti
Budget	105,5 millions USD. Cofinancement de la Coopération danoise à hauteur de 21,7 millions USD.
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Nom du projet	Environnement Propice à l'Entrepreneuriat de Croissance (EPEC)
Résumé des principaux objectifs du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration du cadre légal et réglementaire pour les entreprises ; • Accompagner la structuration des incubateurs ; • Améliorer le dialogue entre le secteur public et le secteur privé et améliorer la structuration du secteur privé.
Durée du projet	2020 – 2024
Zone(s) géographique(s)	Couverture nationale
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	Le FACEJ n'a pas d'ancrage institutionnel. Ce choix a été dicté à la suite de la décision politique visant le retrait de l'armée danoise.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> • Importantes synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur l'accès au financement des entrepreneurs et entreprises, notamment dans le secteur agricole. • Les orientations générales de la stratégie du Danemark visent directement la migration.
Remarques	
Défis exprimés	La facilitation de l'accès au crédit est limitée par la faiblesse des capacités financières des institutions financières.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Astrid Melchior Olesen, Première secrétaire de l'Ambassade du Danemark
Contact	+223/75.99.73.37, ASTOLS@UM.DK

FICHE ACTEUR 8 : FONDS INTERNATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA)	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Entrepreneuriat et auto-emploi dans la filière agricole	
Nom du projet	Formation professionnelle, insertion et appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux (FIER)
Résumé des principaux objectifs du projet	<p><u>Renforcer les capacités institutionnelles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les organisations paysannes sont accompagnées (Coordination Nationale des Organisations Paysannes [CNOP], Fédération Nationale des Femmes Rurales [FENAFER], Fédération Nationale des Jeunes Ruraux [FENAJER] et Association des organisations professionnelles paysannes [AOPP]) et jouent un rôle dans l'animation des activités de mobilisation des jeunes ; • Les Directions nationales et régionales (Direction Nationale de l'Emploi [DNE], Direction Nationale de la Formation Professionnelle [DNFP] et Direction Régionale Emploi et Formation Professionnelle [DREFP]) sont renforcées concernant l'identification, la formation et l'accompagnement des formateurs, tuteurs et maîtres d'apprentissage ; • Les conseils régionaux sont accompagnés dans leur rôle de facilitation et de coordination des activités au niveau régional. <p><u>Renforcer l'offre de formation au niveau régional en répondant à la demande des jeunes, basée sur les opportunités du marché du travail et des emplois potentiels :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 30 000 jeunes formés en alphabétisation ; • 6 000 jeunes formés post-alphabétisation ; • 2 400 jeunes accompagnés en formation tutorée ; • 15 000 jeunes accompagnés dans les centres de formation professionnelle. <p><u>Soutenir les initiatives économiques des jeunes ruraux portant sur les chaînes de valeur agricoles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 14 000 AGR appuyées et 1 500 MER ; • Réalisation de 15 km de pistes avec la méthode HIMO pour soutenir les GIE-HIMO (en partenariat avec l'APEJ).
Durée des projets	2013-2022 (en phase de clôture)
Zones géographiques	<ul style="list-style-type: none"> • Koulikoro, Sikasso et étendu à Kayes et Ségou • Ciblage de 1 500 villages
Budget	<ul style="list-style-type: none"> • Budget total de 43 millions USD • FIDA (33 millions USD), Gouvernement malien (4 millions USD), institutions financières maliennes (3 millions USD), le montant restant par les bénéficiaires.
Appui à l'écosystème entrepreneurial et à l'accès au financement	
Nom du projet	Financement Inclusif des Filières Agricoles (INCLUSIF)
Résumé des principaux objectifs du projet	Le projet a pour vision de promouvoir une transformation durable des filières agricoles en améliorant l'inclusion financière des petits producteurs et des PME agro-alimentaires. Il s'agit de la mise à l'échelle des acquis du Programme de microfinance rurale (PMR) financé par le FIDA et du Programme d'appui à la croissance

	<p>économique et promotion de l'emploi stimulées par le secteur privé (PACEPEP) sur financement du Danemark. Le projet cible les femmes et les jeunes (18 à 40 ans).</p> <p><u>Développement des services financiers ruraux</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Appui institutionnel à la mise en œuvre de la Politique Nationale de Microfinance (PNMF) ; • Formations financières aux groupes bénéficiaires en ciblant les personnes les plus vulnérables ; • Financement des plans d'affaires des jeunes ruraux ; • Développement d'une approche verte ; • Mise en place de partenariats avec les banques BNDA et BMS ; • Soutien de la plateforme 'Babyloan' pour le financement D'AGR et de MER par les migrants maliens. <p><u>Investissements productifs dans les filières</u> : Les organisations paysannes et les PME sont renforcées pour le développement de partenariats (montage, le financement et le suivi de plans d'affaires), et soutenues pour des investissements plus résilients et durables.</p>
Durée des projets	2018-2024
Zones géographiques	Ségou, Koulikoro, Sikasso, Kayes et Mopti
Budget	<ul style="list-style-type: none"> • Budget total de 105,5 millions USD. • Le projet est soutenu par le FIDA (45,7 millions USD).
Résultats visés	<ul style="list-style-type: none"> • 300 000 personnes formées en éducation financière ; • 400 000 personnes ont bénéficié du projet ; • 40 000 petits producteurs sont résilients aux changements climatiques ; • 4 500 AGR et MER ont accès aux services d'appui et aux services financiers ; • 60 plans d'affaires ont obtenu des financements de la part du secteur privé ; • 50 % des usagers des services financiers ruraux ont adopté les nouveaux produits lancés ; • 5 produits financiers ont été spécialement développés ; • 360 OP soutenues et ayant conclu des partenariats avec le secteur privé.
Résilience, réduction de la pauvreté et énergie	
Nom du projet	Projet Multi-énergies pour la résilience et la gestion intégrée des terroirs (MERIT)
Résumé des principaux objectifs du projet	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement du cadre institutionnel de promotion des énergies renouvelables ; • Développement des connaissances et compétences pour une exploitation durable agriculture/élevage/foresterie ; • Améliorer l'accès aux technologies durables (biodigesteurs, photovoltaïques) pour réduire le recours au bois-énergie <ul style="list-style-type: none"> ○ 5 000 biodigesteurs ; ○ 3 000 kits photovoltaïques ; ○ 5 000 foyers améliorés et lampes solaires. • Élaboration de 150 plans d'adaptation communaux (PCA) et réalisation d'aménagements durable en HIMO (en lien avec le PAM) ; • Augmenter les opportunités économiques locales des femmes, hommes et jeunes, considérés comme appartenant aux groupes les plus vulnérables aux changements climatiques : <ul style="list-style-type: none"> ○ 1 250 champs-écoles paysans ; ○ 2 500 parcs améliorés pour le parcage des animaux ; ○ 150 périmètres maraichers.

Durée du projet	2019-2026
Zones géographiques	Kayes, Sikasso, Ségou et Koulikoro
Budget	50,97 millions USD
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Ancrage fort au niveau du ministère de l'Agriculture et du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, et de leurs directions respectives. • Le FIDA collabore avec des ONG appuyant l'entrepreneuriat dans des secteurs de l'économie verte (SNV et AVSF). • Le FIDA collabore avec la CNOP et l'AOPP dans le cadre des formations et actions de renforcement de capacités dans le domaine de l'agroécologie. • Le FIDA collabore aussi également avec l'APEJ et le PAM pour la réalisation de travaux en HIMO.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> - Les activités portant sur l'inclusion financière doivent intégrer la problématique liée aux migrants de retour. - Le développement des filières énergies vertes et création d'emplois peuvent intégrer des migrants de retour dans les formations proposées, le développement entrepreneurial dans ces secteurs et la mise en place de tutorats pour des migrants de retour. - Le FIDA collabore avec l'APEJ pour la réalisation d'infrastructures à forte intensité de main d'œuvre (HIMO). Dans certains cas, cette méthode peut être utilisée en proposant des cahiers des charges adaptés, intégrant des volets communautaires et de prise en charge des migrants de retour. - Les programmes d'accompagnement de l'investissement de la diaspora pourraient aussi intégrer un volet spécifique pour le financement de projets d'entrepreneuriat migrants de retour.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	<ul style="list-style-type: none"> • Dramané Sidibé, Directeur du Programme INCLUSIF • Lamine Diassana, Directeur du Programme FIER
Contact	dra_sidibe@hotmail.com diassanal75@gmail.com

FICHE ACTEUR 9 : PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Entrepreneuriat	
Nom du projet	Youth Connekt - Programme Entrepreneurial Tony Elumelu Foundation (TEF-PNUD)
Résumé des principaux objectifs du projet	<p><u>Objectif général</u> : renforcer les capacités entrepreneuriales de plus de 3 000 jeunes et à en financer 700 à hauteur de 2 500 USD. Il s'agit de la deuxième phase du projet.</p> <p>Lors de la première phase tout le travail était effectué en en ligne. Cette méthode a été abandonnée dans la deuxième phase du programme, qui s'appuie néanmoins toujours sur la plateforme TEF qui permet d'avoir un espace d'échange, d'apprentissage, de mentoring et d'accompagnement au sein d'une communauté d'entrepreneurs au niveau du continent.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Identification de 3 500 candidats ; Analyse des projets (nouvelle idée ou mise à niveau) réalisées par les volontaires locaux ; • Formations de 4 jours, mentoring et élaboration d'un plan d'affaires ; • Test de validation des connaissances ; • Concours de Pitch pour sélectionner 700 bénéficiaires des financements de 2 500 USD versée en deux phases : 60 % au début et 40 % après trois mois. <p><u>Groupes cibles</u> : les jeunes âgés de 15 à 40 ans des régions du nord (70 %) et des régions du sud (30 %).</p>
Durée du projet	2020-2023
Zones géographiques	Tout le pays avec un accent sur les zones Centre et Nord.
Budget	2,25 millions EUR
Résilience et développement économique	
Nom du projet	<u>Commerce transfrontalier pour la paix</u>
Résumé des principaux objectifs du projet	<p><u>Objectif général</u> : Le projet régional (Mali, Burkina et Niger) vise à renforcer la résilience et à faciliter la reprise socio-économique après la pandémie de Covid-19 et le conflit au sein des communautés frontalières de la région du Liptako-Gourma.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les activités génératrices de revenus, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance, en se concentrant sur les organisations de femmes et de jeunes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Mise en place de trois banques d'aliments bétail ; ○ Mise en place de deux laiteries pour les femmes ; ○ Soutien au développement économique : 12 AGR gérées par des femmes et trois groupements maraîchers ; ○ Accompagnement économique de 100 commerçants. • Promouvoir la prévention des conflits et la consolidation de la paix entre les communautés frontalières. <ul style="list-style-type: none"> ○ Réalisation et diffusion des messages radio sur la cohésion sociale et le vivre ensemble dans 5 langues locales ; ○ Organisation de 12 séances de dialogues communautaires sur les problématiques de cohésion sociale.

	<u>Groupes cibles</u> : groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes.
Durée du projet	Janvier 2019 - Décembre 2025
Zone géographique	Région du Liptako-Gourma
Budget	Budget total de 12 millions USD.
Résilience et développement économique	
Nom du projet	<u>Femmes actrices économiques</u>
Résumé des principaux objectifs du projet	<p><u>Objectif général</u> : Le projet vise à construire une société de paix et renforcer la gouvernance par l'implication des femmes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Autonomisation socioéconomique des femmes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Réalisation de périmètres maraîchers ; ○ Accompagnement des groupements et coopératives ; ○ Création de plus de 2 500 emplois directs et indirects ; ○ Formation de 450 femmes marseuses (recyclage, transformation de poisson, en gestion des activités génératrices de revenus et en organisation de coopératives). • Participation aux mécanismes institutionnels et traditionnels de réconciliation. <p><u>Groupes cibles</u> : Il cible en premier lieu des (jeunes) femmes affectées par le conflit, les femmes chefs de ménage, femmes seules en charge de dépendants, veuves, déplacées, survivantes de VBG, femmes associées au conflit/ex-combattantes.</p>
Durée du projet	Janvier 2020 - Décembre 2025
Zones géographiques	Ségou et Mopti
Budget	10 millions USD
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • TEF/Youth Connekt : APEJ, ANPE, DREFP, Conseils Régionaux, CNPV, Donilab, UBA. Le projet est soutenu par le ministère de la Jeunesse et le CNPV qui fournit la base des volontaires qui s'occupent de faire l'accompagnement et le suivi des jeunes ; • L'APEJ accompagne les jeunes à s'inscrire via les bureaux qu'elle a en région. La deuxième phase du projet donne un rôle plus important au MEFP.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilités de synergies et de placement de migrants de retour dans le cadre des activités d'incubation et de formation à l'entrepreneuriat des projets en cours, en fonction des régions de réinstallation des migrants de retour. Les projets du PNUD visent des populations vulnérables intégrées dans les communautés locales, compatibles avec le profil des migrants de retour. • Dans le cadre de la première phase du TEF/Youth Connekt, l'ensemble des démarches (de la candidature aux formations) était en ligne. De cette façon, des Maliens vivant à l'étranger ont postulé pour participer au projet. Cette méthode peut être intéressante pour un travail à mener en amont du retour.
Contacts	
Point(s) focal(aux)	Tatiana Choudi, Youth Entrepreneurship Project Officer
Contact	tatiana.choudi@undp.org

FICHE ACTEUR 10 : FOOD AND AGRICULTURE ORGANISATION (FAO)

Food and Agriculture Organisation (FAO)	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Formation professionnelle, entrepreneuriat et auto-emploi	
Nom du projet	<u>Soutien à l'auto-emploi de la jeunesse rurale, vecteur de paix et de cohésion sociale au Mali</u> (Consortium FAO/UNESCO/OIM)
Résumé des principaux objectifs du programme	<p><u>Objectif général</u> : soutenir l'auto-emploi des jeunes en zones rurales confrontées aux situations de départ via des caisses de résilience et la mise en place d'un cadre de dialogue inclusif pour la paix.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1500 jeunes, femmes et hommes, et migrants de retour créent des auto-emplois résilient aux changements climatiques ; • Formations en compétences de bases de 500 personnes (alphabétisation, éducation financière, communication) ; • Concours de plans d'affaires établis en groupes pour permettre l'accompagnement de 250 jeunes entrepreneurs ; • Champs-écoles paysans pour le renforcement des capacités des jeunes et des membres de la communauté ; • Mise en place de crédit de proximité pour les jeunes via 40 associations communautaires accompagnées (dans l'esprit des tontines) ; • Mobilisation communautaire pour améliorer la cohésion sociale. <p><u>Bénéficiaires</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 250 jeunes adultes (filles et garçons), femmes et migrants de retour bénéficient de renforcement de capacités dans la prévention et la gestion des conflits et la promotion de leur participation au développement socio-économique de leurs communautés via des emplois durables. • Au total, le projet bénéficiera à 700 000 bénéficiaires indirects de ces communautés.
Durée du projet	Janvier 2022 – janvier 2024
Zone(s) géographique(s)	Cercles de Kita et de Yanfolila
Budget	2,5 millions USD (financement par le fonds de consolidation de la paix)
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relation institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet est mis en œuvre en partenariat avec le ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MEFP) • La FAO bénéficie d'un ancrage fort au niveau du ministère du Développement Rural. • Le projet sera accompagné par les responsables techniques déconcentrés (élevage, agriculture).
Mécanismes de référencement mis en place	Ce programme de soutien à l'auto-emploi est mis en œuvre avec l'OIM et une des cibles concerne les migrants de retour. Le référencement est mis en place en tenant compte des migrants de retour accompagnés par l'OIM. Les migrants de retour dans ces deux zones géographiques seront intégrés parmi les bénéficiaires. Aucune cible n'est précisée.

<p>Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Synergies potentielles avec la programmation de l'Union européenne sur les thématiques de l'auto-emploi, la cohésion sociale et le ciblage des jeunes. • Un dialogue pourrait être engagé visant à inclure des migrants de retour parmi les bénéficiaires des programmes de la FAO actifs dans le cadre du développement de projets agricoles.
<p>Contacts</p>	
<p>Point(s) focal(aux)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Maurice Koné, Responsable de programmes • Salimata Koné, chargée de projet soutien à l'auto-emploi de la jeunesse rurale, vecteur de paix et de cohésion sociale
<p>Contact</p>	<p>Maurice.Kone@fao.org salimata.kone@fao.org +223/76.84.06.81</p>

FICHE ACTEUR 11 : COOPERATION SUISSE

Coopération Suisse	
Pays	Mali
Région	Couverture nationale
Éducation et Formation Professionnelle	
Nom des projets	<ul style="list-style-type: none"> Programme d'Appui à l'Éducation Non Formelle (PENF), mis en œuvre par Helvetas Particip – Programme dédié à la Formation Professionnelle : Mis en œuvre par le consortium Swisscontact et C2D (Catalyseur de Développement).
Résumé des principaux objectifs des programmes	<p>PENF</p> <p><u>Objectif général</u> : Développer une politique d'éducation non formelle pour que les jeunes (15-24) et les adultes accèdent à une éducation/formation alternative.</p> <p><u>Principaux résultats visés</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise en œuvre de 94 plans d'éducation, d'alphabétisation et de formation ; Renforcement de capacités pour le développement de formations professionnelles qualifiantes ; 347 adultes alphabétisés (78% de femmes) utilisent les connaissances acquises dans leurs activités ; 80% des 5817 jeunes formés ont un auto-emploi en relation avec la formation reçue (59% de femmes) ; 7153 enfants (48% filles) réinsérés à l'école formelle (taux de réalisation de près de 120%). <p><u>Groupes cibles</u> : Les cibles prioritaires sont les enfants et les jeunes (15-24 ans) non scolarisés et déscolarisés précocement ; les adultes non-alphabétisés.</p> <p>Particip - <i>En cours de formulation avec les prestataires du consortium</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Axe 1 : Engagement du secteur privé dans la formation professionnelle (définition, mise en œuvre et contribution à la formation professionnelle) ; Axe 2 : Accompagnement pour la réforme institutionnelle ; Axe 3 : Renforcement du dispositif de suivi et insertion professionnelle.
Durée des projets	<ul style="list-style-type: none"> PENF : 2020 - 2023 Particip : 2023 – 2028
Zones géographiques	<ul style="list-style-type: none"> PENF : Sikasso, Mopti et Tombouctou Particip : Sikasso, Mopti et Tombouctou
Budgets	<ul style="list-style-type: none"> PENF : 8,1 millions CHF Particip : Non communiqué
Sécurité alimentaire et développement agropastoral	
Nom du projet	Programme d'appui aux filières agropastorales (PAFA) - Mis en œuvre par LuxDev
Résumé des principaux objectifs du projet	<p><u>Objectif général</u> : augmentation de la productivité et de l'employabilité dans les filières du lait local et de la pomme de terre.</p> <p><u>Objectifs spécifiques</u> :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de 14 000 exploitations familiales agricoles (hommes, femmes et jeunes) ; • Insertion avec des revenus décents au bénéfice d'au moins 700 jeunes sortant des dispositifs de formation professionnelle initiale.
Durée du projet	2021-2024
Zone géographique	Sikasso
Budget	16 millions EUR : Coopération luxembourgeoise (8 millions EUR) et Coopération Suisse (8 millions EUR).
Cohésion sociale et réintégration socio-économique	
Nom du projet	Protection des enfants affectés par les conflits armés (mis en œuvre par l'UNICEF).
Résumé des principaux objectifs du projet	<p><u>Objectif général</u> : Renforcer les services de prévention et de réponse aux violations graves des droits de l'enfant, en particulier la prise en charge transitoire, psychosociale et la réintégration socioéconomique des filles et garçons sortis des groupes armés et affectés par les conflits armés dans les régions du Nord et Centre du Mali.</p> <p><u>Principaux résultats</u> : 3 400 enfants sortis des groupes armés et autres enfants vulnérables à risque de recrutement bénéficient d'un programme de réintégration socioéconomique (scolaire, professionnelle et économique).</p>
Durée du projet	2020 - 2023
Zone géographique	Triangle du Liptako-Gourma
Coordination avec les autorités nationales et les PTF	
Ancrage et relations institutionnelles	Ministère de l'Éducation Nationale, Conseils Régionaux, société civile et prestataires locaux pour le développement des compétences et de l'offre.
Perspectives / opportunités de partenariat à l'avenir	<ul style="list-style-type: none"> - Acteur clé du soutien à la formation professionnelle et technique puis à l'entrepreneuriat agricole au Mali, la Coopération suisse est un bailleur important avec lequel l'Union Européenne pourrait développer de nombreuses synergies programmatiques. - La Coopération suisse encourage les liens entre le secteur de la formation professionnelle, le développement entrepreneurial et l'accès aux financements.
Remarques	
Défis exprimés	<ul style="list-style-type: none"> • Le secteur privé n'est pas assez impliqué dans la définition et la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle au Mali ; • L'insertion professionnelle est encore limitée et les liens entre la formation professionnelle et le secteur privé doivent être renforcés.
Contacts	
Point focal	Alassane Doua Konaté, Chargé de programme Éducation
Contact	+223/79.16.94.56, alassane.konate@eda.admin.ch

5. LISTE DES DOCUMENTS COLLECTES ET EXPLOITES

Organisation / Auteur	Date	Titre
AFD	2021	Fiche de présentation d'opération - Projet d'Accompagnement de la Jeunesse et des Collectivités Territoriales dans leurs Initiatives de Formation et d'Insertion Professionnelle – Phase 2 (ACTIF2)
AFD	2020	Note De Communication Publique D'Opération - ACEFOR 2 (Ségou et Sikasso)
AFD	2014	Note De Communication Publique D'Opération - ACEFOR (Ségou et Sikasso)
Ambassade du Danemark	2020	Étude sur la caractérisation de la formation professionnelle au Mali
Altai Consulting	2021	Mécanisme de suivi-apprentissage tierce-partie (TPML) pour FFU – Rapport final Mali
Banque mondiale	2022	Emplois pour les jeunes du centre du Mali
Banque mondiale	2022	Mobiliser le Secteur Privé pour une Relance et une Résilience Économiques
Banque mondiale	2021	<i>Strengthening the Link between Economic Growth and Poverty Reduction in Mali: A Poverty Assessment.</i>
Banque mondiale	2021	Mali note sur la situation économique, Édition printemps 2021 : Protéger les personnes vulnérables le temps de la reprise
Banque mondiale	2021	<i>Project Appraisal Document - Promote Access to finance, entrepreneurship and Employment in Mali</i>
Barussard S.	2020	Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration au Mali, Étude de pays, OIT, Genève
Catalyseurs de Développement C2D	2021	Rapport diagnostic organisationnel du sous-secteur de la formation professionnelle et de l'emploi au Mali et l'élaboration d'un plan de renforcement de capacités
Catalystas	2019	<i>Rapport de mission de cadrage RVO sur l'entrepreneuriat : Mali Catalystas</i>
FAO	2022	Document de projet - Soutien à l'auto-emploi de la jeunesse rurale, vecteur de paix et de cohésion sociale au Mali
FIDA	2022	Investissements de la Diaspora dans les PME au Mali
FIDA	2021	l'avenir de l'agriculture au Mali : 2030-2063, étude de cas : défis et opportunités pour les projets financés par le FIDA
FIDA	2020	L'avenir de l'agriculture au Mali
FIDA	2019	<i>Rapport de conception détaillée - Multi-Energy for Resilience and Integrated Territorial Management</i>
FIDA	2018	Rapport de conception détaillée - Financement inclusif des filières agricoles (INCLUSIF), 2018-2024
GIZ	2020	Fiche Projet - Renforcement de la Participation Socio-Économique des déplacé(e)s internes, des réfugié(e)s et des communautés hôtes vulnérables au Mali (PAPSE)
GIZ	2018	Fiche Projet - Programme Jeunesse et Stabilisation dans les régions centre du Mali (PROJES)
Gouvernement du Mali	2022	Rapport national volontaire sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) du Mali
Gouvernement du Mali	2016	Loi relative à la formation professionnelle n°2016-26

Karambé Y.	2019	Le Parcours Professionnel des Jeunes au Mali vers l'Auto-entrepreneuriat
LuxDev	2021	Document technique et financier - Programme de développement rural et sécurité alimentaire (MLI/021)
LuxDev	2020	Évaluation finale, Formation et insertion professionnelle (MLI/022)
LuxDev	2019	Document technique et financier - Formation et insertion professionnelle (MLI/022)
LuxDev	2018	Évaluation à mi-parcours, Formation et insertion professionnelle (MLI/022)
Ministère de l'Économie et des Finances	2022	Stratégie Nationale d'Inclusion Financière
Ministère de l'Économie et des Finances	2018	Cadre Stratégique de Relance Économique et de Développement Durable (CREDD 2), 2019-2023
Ministère de l'Éducation Nationale, Ministère de l'Innovation et de la Recherche Scientifique et le Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne	2019	Programme Décennal de Développement de l'Éducation et de la Formation Professionnelle - PRODEC 2 (2019-2028)
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	2015	Politique Nationale de l'Emploi
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	2009	Politique National de la Formation Professionnelle (PNFP)
Ministères des Maliens de l'Extérieur	2020	Deuxième plan d'action de la PONAM (2020-2024)
Ministères des Maliens de l'Extérieur	2014	Politique Nationale de Migration au Mali et plan d'action (2015-2019)
Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF)	2019	Enquête de suivi des jeunes bénéficiaires des fonds d'appui à l'entrepreneuriat de l'APEJ dans le cadre du PROCEJ
Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF)	2020	Enquête annuelle de satisfaction des employeurs des sortants des centres de formation professionnelle appuyés par le programme MLI/022 dans sa zone d'intervention
Observatoire National de l'Emploi et de la Formation (ONEF)	2018	Identification des filières agrosylvopastorales porteuses d'emplois et leurs chaînes de valeur
OCDE	2022	Panorama de l'émigration malienne
OFII	2020	Cartographie des dispositifs d'aide au retour et à la réintégration
OIM	2022	Tableau de bord 8, Protection des migrants, Mali, Octobre 2022
OIM	2022	Termes de Référence du Cadre National pour la Réintégration des Migrants au Mali (CNRM) (Draft)

OIM	2021	Procédures opérationnelles standard pour l'aide au retour volontaire et à la réintégration
OIM	2021	5ème rapport biennuel sur la réintégration
OIM	2021	Indicateurs de gouvernance des migrations, deuxième profil pays Mali.
OIM	2020	4ème rapport biennuel sur la réintégration
OIM	2020	L'endettement des migrants de retour et l'impact sur la réintégration durable au Mali
OIM	2019	<i>EU-IOM Joint Initiative's 1st Biannual Report March 2019</i>
OIM	2019	Rapport narratif intermédiaire à l'Union Européenne – an II
OIM	2019	<i>EU-IOM Joint Initiative's 2nd Biannual Report November 2019</i>
OIM	2018	Rapport narratif intermédiaire à l'Union Européenne – an I
OIM	2018	Guide de l'assistance à la réintégration des migrants de retour
OIM	2017	Rapport de démarrage initiative FFU-OIM
OIT	2020	Potentiel de partenariats pour les compétences et la migration au Mali
OIT	2019	L'état des lieux du système de formation professionnelle
OIT	2019	État des lieux du système de formation professionnelle
Samuel Hall	2018	Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour au Mali (Rapport de Synthèse). Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations.
Samuel Hall	2018	Analyse des principales opportunités de réintégration économique dans cinq pays d'origine (Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali et Sénégal), pour l'OIM Maroc.
SNV	2022	Évaluation finale - Projet EJOM
Swisscontact	2018	Le Programme d'Appui à la Formation Professionnelle (PAFP) : Un programme novateur au service de l'insertion professionnelle au Mali
UE	2020	Programmation Conjointe Européenne au Mali 2020 - 2024
UE	2018	Document d'action T05-EUTF-SAH-REG-13-01 : Assistance et protection des migrants les plus vulnérables en Afrique de l'Ouest
UE	2017	Document d'action T05-EUTF-SAH-ML-02 : Renforcement des opportunités économiques et de la sécurité alimentaire des populations des régions de Sikasso, Kayes et Koulikoro, à travers la création d'emplois et le développement durable de la chaîne de valeur de l'anacarde, afin d'améliorer les conditions de vie des populations, et atténuer les causes profondes de l'émigration irrégulière
UE	2017	Document d'action T05-EUTF-SAH-ML-09-01 : l'Emploi des jeunes crée des opportunités, ici au Mali (EJOM)